

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FAUGUÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.511 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Europe
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITÉ
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guille, Philippe Dupuis,
Isabelle Tassi
15-17, rue de Valenciennes-Pierre-Arlé
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régies Europe SA.

Impression :
12, rue M. Gombouze
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renouvellement sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
TÉLÉMATIQUE
Compotez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SURSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS CEDEX	AUTRES PAYS via monnaie CEDEX
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 030 F	1 121 F	1 590 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nous abonneront sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**
DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
jours par la poste en espèces d'impression.
PP Paris RP 301 MON 01

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thierry Ferey
Philippe Harman
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

Il y a deux cents ans, les 16 et
17 janvier 1793, le procès de
Louis XVI s'achève devant la
Convention. La sentence tombe :
la mort. L'ancien monarque sera
exécuté quatre jours plus tard.

par Nicolas Weill

La foule est clairsemée dans les
rues de Paris, en ce lundi
matin 21 janvier 1793. Il
fait froid et humide. Pourtant,
quand, vers 10 heures, la voiture
du maire fait irruption sur la place
de la Révolution - la future place
de la Concorde - l'endroit est noir
de monde. Le roi descend, accom-
pagné de son confesseur, l'abbé
Edgeworth de Firmont, un prêtre
irlandais non assermenté. Tout au
long de son dernier chemin, le
monarque déchu s'est plongé dans
les psaumes de David et la prière
des agonisants. En arrivant près de
l'échafaud, il constate avec dépit
qu'à perte de vue la ci-devant place
Louis-XV est remplie par la garde
nationale. Croit-il encore à un sau-
vetage populaire pour empêcher
l'exécution ? A-t-il eu vent d'une
tentative de sauvetage en extremis ?
Pense-t-il que cette masse de sol-
dats est justement là pour la préve-
nir ? C'est peu probable. Tout
porte à croire que Louis XVI s'est
bien et bien préparé à la mort, et à
une mort chrétienne, depuis que, la
veille, le ministre de la Justice,
Garat, lui a fait connaître la sen-
tence de la Convention. D'ailleurs,
l'assassinat de Le Peletier de Saint-
Fargeau, par le garde du corps
royaliste Paris dans un restaurant
du Palais-Royal, montre bien
qu'aucune conspiration n'a sérieu-
sement menacé l'exécution. Car
alors Paris se serait réservé pour le
lendemain au lieu de s'en prendre
à l'un des députés républicains.

Sans doute le roi regrette-t-il de
ne pouvoir adresser à la foule ses
adieux par la parole. A peine peut-il
prononcer quelques mots, tandis
qu'on lui lie les mains malgré ses
protestations. Il pousse un cri de
colère. Le roulement des tambours
de Santerre finit par couvrir sa
voix. A 10 h 20, la tête de
Louis XVI est tombée. La commu-
nauté avait un temps pensé à faire
donner le canon du Poot-Neuf,
mais celui-ci resta muet. De lavis
de tous, l'attitude du condamné en
ces suprêmes minutes fut digne et
courageuse. Elle forcera l'admira-
tion des témoins et des historiens
les moins susceptibles de sym-
patie pour la monarchie absolue.
Une cause à laquelle jusqu'à la fin
Louis XVI est demeuré fidèle,
comme en témoigne le testament
qu'il laisse en quittant sa prison du
Temple : « Un roi ne peut faire res-
pecter les lois et le bien qu'il a dans
le cœur qu'autant qu'il a l'autorité
nécessaire, et autrement, il est
dans ses opérations et n'inspirent
point de respect, il est plus nuisible
qu'utile ».

La comparaison d'un roi devant
des juges n'était pourtant pas chose
nouvelle en Europe, comme l'avait
montré, quelque cent cinquante
ans plus tôt, le précédent anglais.
Depuis le 21 septembre 1792, sur
proposition de Collot d'Herbois et
de l'abbé Grégoire, la Convention
avait décrété « la royauté abolie en
France ». Qu'est-ce qui donne donc
au procès puis à la mort de
Louis XVI ce caractère si cruelle-
ment décisif ?

**Etranger
au pacte social**

De fait, en cet hiver 1792, l'Europe
entière attendait la fin de la monar-
chie pour la domination de la
Convention bat son plein. Durant
le procès, du 7 novembre 1792 au
21 janvier 1793, l'histoire de la
Révolution se concentre tragique-
ment dans cette salle des Tuileries
- naguère salle de spectacle (l'an-
cien « Théâtre de Monsieur ») - où
la nouvelle Assemblée a élu domi-
cile. C'est un véritable drame par-
lementaire qui s'y joue, en trois
actes dont chacun se termine par la
défaite des modérés, et dont l'enjeu
est la direction de la Révolution.

La première charge est conduite
le 13 novembre 1792. Le député
« conservateur-provinciale », Mon-
sieur, déclare au premier jour des
débat que le roi ayant été décrété
inviolable par la Constitution de
1791, la Convention n'a aucune
base légale pour le juger. Une par-
tie de la Montagne, la Montagne
jacobine, soutenue par les révolu-
tionnaires parisiens, s'oppose égale-
ment au procès mais pour des rai-
sons inverses. Pour elle, un roi est
par définition un ennemi du peu-
ple. Cette logique de guerre civile,
c'est un jeune député de vingt-cinq

DATES

Il y a deux cents ans

Louis XVI est condamné à mort



Louis XVI donne le signal du départ du Temple pour aller à l'échafaud.

ans inconnu jusque-là, Louis
Antoine Léon Saint-Just, qui s'en
fait le héros : « On s'ennuiera un
jour, s'écrie-t-il, qu'on dix-huitième
siècle on ait été maître avant que
du temps de César : là, le tyran fut
immolé en plein Sénat, sans autres
formalités que trente coups de poi-
gnard. » Pour Saint-Just comme
pour Robespierre, un roi étant par
principe étranger au pacte social, il
s'agit moins de juger que de tuer.
Ce radicalisme implacable n'est
cependant pas partagé par toute la
Montagne. Marat, par exemple,
préfigurant, comme on le verra,
certaines des interprétations
modernes du jugement de Louis,
estime le procès nécessaire « pour
l'instruction du peuple ».

La découverte de « l'armoire de
fer », le 20 novembre, donne une
impulsion nouvelle à la procédure.
Ce jour-là on découvre une série
de documents secrets et de corres-
pondances. Ces papiers dissimulés
derrière une cloison du palais des
Tuileries semblent confirmer la tra-
hison du roi, et ses contacts avec
l'étranger. En fait, en l'absence des
lettres de Fersen, qui seront ren-
dus publiques bien des années
plus tard, le contenu de l'armoire
de fer a de quoi décevoir l'accu-
sation. Tout au plus, sur la base de
ces « faits nouveaux », peut-on
reproduire à l'ancien monarque
l'accusation d'avoir confié ses gardes
du corps émigrés. En revanche,
l'armoire de fer met à nu les
compromissions de certaines
figures de la Révolution, comme
Mirabeau, avec la cour. La
Convention fait voler le buste du
tribun provincial, consacrant sym-
boliquement l'apparente rupture
entre les partisans de la monarchie
constitutionnelle de 1789 et les
républicains.

La deuxième offensive des
modérés est lancée dès le 3 décem-
bre. Ce jour-là, Ducois suggère que

le pouvoir de la Convention pour
juger le roi soit confirmé par les
« assemblées primaires », c'est-à-
dire par référendum. C'est la pre-
mière mention de la théorie de
l'appel au peuple, leitmotiv de
la Gironde. Pour plus d'un député,
une telle consultation équivalait à
délégitimer la Convention. Elle ris-
que de donner le signal de l'anar-
chie et de la guerre civile. Pour-
quoi les girondins se présentent-ils
à cette dangereuse manœuvre ?

**La probabilité
de la guerre**

Quoique convaincus de la culpa-
bilité du roi, comme la plupart des
députés, de nombreux girondins
sont par principe hostiles à la
peine capitale : Pétion y fait allu-
sion dans l'un de ses discours.
Condorcet s'y réfère dans l'explica-
tion de son vote final. Thomas
Paine, citoyen américain et député
de Calais, prône le bannissement
du roi aux États-Unis. Là, le spé-
ctacle du monarque devenu bour-
geois-bourgeois à Philadelphie ser-
virait à l'éducation de l'humanité.
Mais cette généreuse proposition
n'emporte pas la conviction de
l'Assemblée. Peut-être a-t-elle en
tête la formule du philosophe
Hobbes qui estime que « un chan-
gement d'air n'est pas un
châtiment ».

A cette époque de la Révolution
les girondins ont obtenu, grâce à la
guerre, la fin de la monarchie et
surtout du veto royal. Craignant de
voir cette dialectique du conflit
armé et de la radicalisation révo-
lutionnaire jouer désormais contre
eux ? Tel est le sens de l'interven-
tion de Vergniaud, le porte-parole
de la Gironde, qui avertit que « la
condamnation de Louis donne une
probabilité de plus à la déclaration
de guerre de l'Angleterre et de l'Es-
pagne (...). Vous vaincrez ces nou-

veaux ennemis je le crois (...). Mais
craignez qu'au milieu de ces
triumphes la France ne ressemble à
ces monuments fumeux qui, dans
l'Égypte, ont vaincu le temps.
L'étranger qui passe s'ennuie de
leur grandeur ; s'il veut y pénétrer,
qu'y trouve-t-il ? Des cendres inani-
mées et le silence des tombeaux ».

L'entrée en guerre de l'Angle-
terre quatre jours après la mort du
roi et le piège tendu à la « croi-
sade révolutionnaire » qu'ils ont
eux-mêmes provoquée (le 2 décem-
bre, une contre-offensive allemande
a contraint les Français à évacuer
Fracfort) ont eu effet de quoi
inquiéter la Gironde.

Le 11 décembre, Louis XVI en
personne paraît devant la Conven-
tion (il y retournera le 26). Marat a
laissé dans l'Ami du peuple une
description de cette séance qui se
tient dans le plus grand silence :
« On doit à la vérité de dire qu'il
s'est présenté et composé à la barre
avec décence quelque humilité que
fut sa position ; qu'il s'est
entendu appeler cent fois « Louis
Capet », sans marquer la moindre
humeur, lui qui n'avait jamais
entendu répondre à ses oreilles que
les noms de Majesté ; qu'il n'a pas
témoiné la plus légère impatience,
lui dont on ouït un homme
n'avait le privilège de s'asseoir ».
Louis XVI parle peu et se justifie
mal, s'obstinant par exemple, con-
tre toute évidence, à ne pas
reconnaître sa propre signature.
Quant à ses avocats, le libéral
Malesherbes, Tronchet et De Sèze,
leur système de défense a paru si
piètre à Jean Jaurès, que dans son
Histoire socialiste de la Révolution
française, il n'a pas hésité à ré-
crire lui-même un plaidoyer pour
le monarque !

Le 4 janvier, Barère fixe l'opini-
on de l'Assemblée. Il renvoie des
à dos l'argument de l'inviolabilité
royale et l'appel au peuple. Le sort

de Louis XVI paraît scellé. C'est
alors que le député Mailhe propose
un débat sur le sursis. C'est le tri-
sème et dernier acte. Le 16 et le
17 janvier en trente-six heures, la
Convention procède à l'appel
nominal : chacun des 749 députés
peut motiver son vote sur la peine.
Entre-temps, Paris bruit de
rumeurs et de manœuvres de retar-
dement. Au beau milieu du scrutin,
le représentant de l'Espagne, Oca-
riz, adjure la Convention d'ajour-
ner le procès. Danton, qu'une mis-
sion auprès des armées en Belgique
a tenu à l'écart des débats jusqu'au
15 janvier, intervient pour accélérer
le processus, et fait tonner au-
dessus de l'Assemblée la forte
impatience des combattants : « Je
demande, s'écrie-t-il, si vous n'avez
pas voté la République, la guerre ;
et je demande si le sang qui coule
ne coule pas définitivement ».

**Une majorité
extrêmement serrée**

A 10 heures le résultat est pro-
clamé : sur 721 votants, la mort
sans condition et sans sursis est
votée à une voix de majorité (361).
Tous les députés de Paris, sauf
Dusaulx et Thomas, mais avec Phi-
lippe Egalité le ci-devant duc d'Or-
léans, ont voté la mort. Majorité
extrêmement serrée donc, mais il
convient cependant de noter qu'on
n'a pas compté 26 conventionnels
parisiens d'une discussion sur l'op-
portunité d'un sursis mais qui
déclarent leur réserve indépendante
de leur opinion sur la peine. Dans
les jours qui précèdent le 21 jan-
vier ce sursis est rejeté par 380
voix contre 310.

D'après Jaurès, l'exécution pro-
voque, dans Paris, une sorte de
malaise général : « Ces déracine-
ments profonds ne vont pas sans
d'innombrables meurtrissures, et il
y a toujours quelque fibre du passé
qui souffre dans ces jours même les
mieux renouvelés. » Curieusement,
ce malaise a survécu au roi jus-
qu'à cette fin de dix-huitième siècle.
Pour le Camus de l'Homme révolté,
un tel dépiétement de forçages
juridiques au service de la violence
politique n'est ni plus ni moins
que le premier pas de la Terreur et
du nihilisme révolutionnaire. Tout
récentement, l'historien américain
Michael Walzer a contesté cette
thèse, reprenant indirectement
l'opinion de Marat. Ce fut, dit-il,
dans les pays où des rois furent
jugés que le totalitarisme eut le
plus de mal à s'implanter. Tout
simplement parce que de tels tribu-
naux constituaient une mise en
scène pédagogique du nouveau
principe de l'égalité de tous devant
la loi. Pourtant, Walzer lui-même
admet que le jugement a constitué
une injustice spécifique envers
Louis XVI dans la mesure où « le
roi ne savait pas que ses actions
étaient (fut) pourraient être quali-
fiées de criminelles ».

Peut-être cette gêne, empreinte
de nostalgie, pousse-t-elle aux
mêmes causes qui firent la force de
la vieille religion monarchique.
L'incarnation de l'ensemble du
corps politique en un seul corps
naturel, celui du roi, était facile à
concevoir et à percevoir par tous.
Or, selon la forte expression de
Michael Walzer, depuis la mort de
Louis XVI, « Dieu n'est plus repré-
senté dans notre système politi-
que ». C'est cette société liée au
divin et en même temps aussi
organique, familière et évidente
qu'un corps humain, qui bascule
dans le passé, en ce matin glacé de
1793, où la Révolution paraît s'en-
gager cette fois sans retour sur l'in-
certain sentier de l'avenir.

À lire : Histoire de la Révolution
française, tome II, de Jules
Michalet, collection « Bouquins »
Robert Laffont, Paris 1979 ; la
Convention, tome II, Histoire
socialiste de la Révolution fran-
çaise, de Jean Jaurès, Édition
de l'Humanité, Paris 1900 ; le
Procès du roi, de Mona Ozouf,
Dictionnaire critique de la Révo-
lution française, Flammarion,
Paris 1989 ; l'Homme révolté,
d'Albert Camus ; Régicide et
Révolution, de Michael Walzer,
Payot, Paris 1991 ; la Gironde et
les girondins, de François Furet
et Mona Ozouf, Payot, Paris
1990.

À signaler également la parution
récente de plusieurs
ouvrages : le Procès du roi, de
M. Paul Lombard (Grasset,
351 p., 128 F) ; Régicide et
Révolution, de Louis XVI, discours et contro-
verses de Michael Walzer, tra-
duit de l'anglais (États-Unis) par
J. Debouty et A. Kupiec (Payot,
402 p., 185 F) ; le Roi décapité,
Essai sur les imaginaires politi-
ques, d'Annie Dupret (Le Carré,
224 p., 130 F).

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

JACQUES CHIRAC

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR
RTL

ÉTRANGER

Sommet russo-ukrainien à Moscou

Les différends persistent entre M. Eltsine et M. Kravtchouk sur les livraisons de pétrole et la dette

« L'essentiel, c'est que nous soyons restés amis. » A l'issue de ses entretiens avec le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, vendredi 15 janvier au Kremlin, M. Boris Eltsine a préfacé voir le bon côté des choses. Russes et Ukrainiens n'ont pourtant réglé qu'une très petite partie des multiples questions qui affectent leurs relations, et cela plus sous la forme de déclarations d'intentions que d'accords précis.

MOSCOU

de notre correspondant

Concrètement, en effet, les résultats semblent assez maigres. Ainsi MM. Eltsine et Kravtchouk n'ont pas trouvé de solution miracle au problème que, le veille, leurs deux premiers ministres, MM. Tchernomyrdine et Kouchma, n'avaient pas pu résoudre : celui des livraisons de pétrole russe à l'Ukraine. Kiev affirme avoir besoin de 45 millions de tonnes, les Russes se déclarent

incapables d'en livrer plus de 10 à 15 millions. M. Eltsine s'est montré disposé à faire un petit effort — le chiffre de 20 millions de tonnes a été mentionné — tout en soulignant que la Russie était elle-même confrontée à une baisse de sa production : M. Eltsine a même chiffré cette baisse à 45 millions de tonnes pour l'année à venir, ce qui est énorme. Des études et des négociations vont être engagées, mais l'essentiel reste à faire, notamment sur le prix du pétrole livré.

Des Occidentaux invités à la réunion

Un autre vieux problème en suspens depuis maintenant près d'un an, celui de l'héritage des avoirs de l'URSS à l'étranger et aussi de sa dette extérieure, a été abordé. La Russie avait convaincu l'Ukraine d'accepter l'option dite « zéro » : l'Ukraine renonce à sa part de l'héritage, en particulier aux bâtiments diplomatiques à l'étranger qui lui manquent cruellement, et voit sa part de la dette, estimée à 16 % du

total, effacée. Mais, entre-temps, Kiev a dénoncé cet accord, affirmant que Moscou, qui s'était engagé à fournir une estimation dudit « héritage », n'avait pas tenu parole.

Les Russes ont donc à nouveau fait appel aux Occidentaux, et invité le directeur français du Trésor, M. Triebert, représentant du Club de Paris, ainsi qu'un banquier représentant le Club de Londres, à venir à Moscou pour participer à leurs négociations avec les Ukrainiens, qui devaient se poursuivre pendant le week-end.

On a en revanche un peu progressé sur les questions militaires. D'un part, les Ukrainiens ont accepté la nomination à la tête de la flotte de la mer Noire (placée sous l'autorité conjointe des deux pays) d'un officier russe. D'autre part, les Russes se sont engagés à garantir la sécurité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et à la protéger d'une attaque nucléaire. En fait, Moscou ne fait là que réitérer un engagement déjà pris dans le cadre de la CEL.

De plus, eux termes du commu-

iqué commun, cette obligation n'entrera en vigueur qu'après la ratification par le Parlement ukrainien du traité START I et du traité de non-prolifération nucléaire. M. Kravtchouk, de son côté, a répété que l'Ukraine respectait son engagement à devenir une puissance non nucléaire.

Exigences américaines

Mais il reste encore à s'entendre sur de multiples questions liées au démantèlement des fusées stratégiques déployées en Ukraine, et aussi à convaincre les députés ukrainiens de ne pas trop faire traîner la ratification.

A cet égard, les vigoureuses pressions exercées par Washington et les éditeurs impérieux des grands journaux américains, aussi exigeants à l'égard de l'Ukraine qu'indulgent à l'égard de la Russie, ont beaucoup irrité à Kiev, et risquent d'aboutir à un résultat inverse.

J.K.

Nouvelles empoignades

Suite de la première page

Déjà accueilli par les ricanements des libéraux, contraint par Boris Eltsine de s'accommoder d'un cabinet qui est tout sauf le sien, M. Victor Tchernomyrdine vient en effet de subir une nouvelle avanée, qui risque de compromettre définitivement son autorité. La première mesure concrète décidée par le nouveau premier ministre, le décret instituant un contrôle des prix, ou plus exactement des marges bénéficiaires sur les produits alimentaires de première nécessité, est pratiquement enterrée avant même d'être entrée en application. A peine la décision avait-elle été annoncée à Moscou, le 5 janvier, que M. Boris Fiodorov, le jeune vice-premier ministre chargé des finances, faisait savoir, depuis Washington, que c'était une erreur, sinon une aberration, et que la mesure devait être rapportée.

Dans le même temps, la presse « pro-elsinienne », les *Izvestia* en tête, descendait en flammes le décret, qui tardait d'ailleurs à être publié, et a fini par être rendu public, mais sans mention de l'essentiel, à savoir de la liste de produits auxquels il s'appliquerait. C'est alors que le premier vice-premier ministre, Vladimir Choumilkov, a porté l'estocade finale en annonçant, jeudi 14 janvier, à la presse que le texte était « retravaillé », pour l'excellente raison que dans sa forme actuelle il était inapplicable. Pour sa part, le malheureux premier ministre se réfugiait dans le silence, tandis qu'un porte-parole du gouvernement résumait la situation en termes limpides : « Nous ne pouvons pas dire de manière certaine si le gouvernement va ou non contrôler les prix » — qui entretient continuellement à grimper à une vitesse vertigineuse, alors même que certains produits, eux-mêmes pourtant fort chers, recommencent à se faire rares dans les magasins d'Etat.

Sur le plan proprement politique, le tableau n'est pas plus encourageant. Le référendum, censé voter la querelle entre l'exécutif et le législatif et déterminer le nouvel équilibre des pouvoirs, et même, à en croire M. Eltsine, le « destin de la Russie », reste certes fixé au 11 avril, même si certains pensent déjà que le référendum n'est qu'un prétexte d'accord sur la nature exacte de la consultation. M. Eltsine veut une formulation claire qui lui permette d'obtenir des électeurs un surcroît d'autorité, une affirmation de sa prééminence sur le Parlement, et lui donne la possibilité de se débarrasser de l'actuel Congrès des députés. Les élus en contraire, du moins la majorité d'entre eux et le président du Soviet suprême, M. Khasboulatov, ont des préoccupations diamétralement opposées, et le président les accuse déjà de vouloir réduire l'impact du vote. Les partisans de M. Eltsine sont eux-mêmes, comme c'est devenu la règle, divisés sur la tactique à adopter, mais craignent que les électeurs, de tous ces jeux, refusent de venir voter, ce qui conduirait au maintien du statu quo.

L'arme tchétchène

MM. Eltsine et Khasboulatov se sont rencontrés, mercredi, apparemment dans le souci d'éviter de nouveaux affrontements. Mais la méfiance entre les deux camps semble plus grande que jamais, et le président paraît de plus en plus considérer l'actuel Parlement comme un cancremère irrédicible qu'il convient de laisser mijoter dans son jus. M. Sergueï Filatov, qui constituait sa tête de pour au sein du

présidium du Soviet suprême, a rejoint l'exécutif en qualité de chef de l'administration présidentielle, et un autre de ses proches, M. Viatcheslav Braguine, jusque-là président du comité des médias du Parlement, a été placé à la tête de la télévision.

Dans le même temps, les échanges de gracieusetés ont repris. M. Filatov a fait savoir que le président du Soviet suprême est « un monstre » dangereux, susceptible de concentrer « un pouvoir incontrôlable ». M. Mikhaïl Poltoranine, vieil ami du président, est allé beaucoup plus loin encore en lançant, par le biais d'une interview à l'*Unita*, une nouvelle bordée d'invectives à l'adresse de M. Khasboulatov, qualifié de « voleur » et accusé d'avoir préparé « un coup d'Etat », avec l'appui « de groupes de combattants tchétchènes armés jusqu'aux dents » et chargés de s'emparer de « soixante-quinze édifices publics » (M. Khasboulatov est lui-même de nationalité tchétchène). Par la même occasion, M. Poltoranine, se vantant d'avoir personnellement « sauvé » le président Eltsine en le prévenant des préparatifs en cours, et accusé au passage les ministres de l'intérieur et de la sécurité (ex-KGB) d'avoir eux-mêmes eu connaissance du complot et de n'en avoir rien dit au président. Le ministère de la sécurité a immédiatement démenti.

Les brumes de l'alcool

M. Poltoranine, ministre de l'information, qui avait démissionné « pour raisons tactiques » à la veille du Congrès et a été nommé depuis à une sorte de super-ministère de la vérité (il est officiellement chargé de faire en sorte que les médias d'Etat disent la vérité sur les réformes), est un homme au sang chaud et au verbe facile. C'est lui qui, dès octobre dernier et de concert avec l'ex-secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis, avait lancé une offensive en règle contre M. Khasboulatov, alors décrit comme le « protecteur des revanchistes ». Mais, cette fois, ses accusations semblent si rocambolesques que c'est le journal du Parlement, *Rossiiskaya Gazeta*, qui s'est offert le plaisir d'en faire état. Le quotidien reprend intégralement le texte de l'interview publié par l'*Unita*, met en valeur un commentaire de présentation du journal italien expliquant que la conversation avait eu lieu, le lendemain des fêtes du Noël orthodoxe, dans un Moscou « encore libre et enflammé », laissant entendre que c'est M. Poltoranine lui-même qui était ivre... M. Khasboulatov s'accorde ainsi une douce vengeance, lui qui y a deux mois avait été victime au Parlement d'un malaise que les démocrates, et les *Izvestia*, avaient immédiatement attribué à l'alcool.

Tout cela ne voit évidemment pas très haut, mais donne une assez juste idée de l'ambiance du moment. D'autant qu'il ne s'agit pas seulement d'un affrontement personnel entre M. Poltoranine et M. Khasboulatov. Le président de l'Union des industriels, M. Arkadi Volsky, qui se veut l'image d'un centre raisonnable et respectable, en prend également pour son grade. M. Poltoranine le qualifie de « bulle de savon », qui ne représente rien d'autre que le groupe de Gorbatchev. « Volsky est un marionnette dans les mains de Gorbatchev qui essaie de secouer la puissance arabe qui est la Russie. » Ce à quoi M. Volsky a déjà répondu, non sans une certaine logique, qu'il était difficile d'être à la fois une « bulle de savon » et un « marionnette ».

JAN KRAUZE

A Paris

Cent trente pays ont signé le traité sur le désarmement chimique

A la clôture de la cérémonie de signature du traité sur le désarmement chimique, vendredi 15 janvier, cent trente pays avaient paraphé ce document qui prohibe non seulement l'emploi, mais également la fabrication et le stockage de ces armes de destruction massive. L'élimination des stocks d'armes chimiques (principalement aux Etats-Unis et en Russie) est également prévue par ce traité, placé sous l'égide des Nations unies. Les Etats qui n'ont pas signé à Paris cette convention pourront le faire plus tard s'ils le désirent, au siège de l'ONU à New-York. Elle entrera en vigueur six mois après l'enregistrement de la soixante-cinquième ratification. Parmi les pays signataires figurent les Etats-Unis, la Russie, l'Afrique du Sud, l'Iran, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Pakistan, le Vietnam et Israël.

Seuls quatre pays arabes se sont joints à cette liste malgré le boycott

de la plupart des pays de la Ligue arabe : la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie. Ils l'ont fait tout en protestant contre « le vide stratégique » créé au Proche-Orient par le fait que les Israéliens déclinent l'arme nucléaire. Les autres pays arabes ont fait dépendre leur signature du règlement de cette question. L'Irak, utilisateur, par le passé, de l'arme chimique contre des populations civiles et des militaires, ne figure pas parmi les pays signataires. Pas plus que la Libye, soupçonnée par les services de renseignement occidentaux de posséder également ce type d'arme. Enfin, la Corée du Nord, qui n'est pas, non plus, signataire, c'est-à-dire, vendredi, contre les « calomnies » des Etats-Unis et de la Corée du Sud, qui l'accusent de détecter l'arme chimique. Pyongyang a retourné l'accusation à Séoul tout en affirmant ne pas détenir cette arme.

LOIN DES CAPITALES

Début d'« ouverture » à Saratov

SARATOV (Fédération de Russie)

de notre envoyé spécial

Nous cherchons pas la montagne jaune, car tout en haut, qui a donné son nom à la ville de Saratov. Le plateau dominant ici la Volga, à un mille de kilomètres au sud-est de Moscou, était peut-être jaune quand Ivan le Terrible l'érigea aux khans tatars. Aujourd'hui, il disparaît sous des bâtisses de briques noircies, entourées d'immenses murs surmontés de barbelés : ce sont les usines du fameux « complexe militaire-industriel ».

On y fabrique, entre autres, les missiles SS-20, engins à moyenne portée dont la production a cessé avec le premier accord de désarmement signé par Mikhaïl Gorbatchev. Pourtant, à la nuit tombée, quelques rares lumières trébuchent encore à l'écart de ce qu'un chauffeur dit être une « usine d'appareillage électrique ». La prudence règne toujours : jusqu'en février 1992, Saratov était une ville « fermée » et son million d'habitants n'avait jamais vu un étranger.

Mais le chauffeur a sans doute raison : l'usine numéro 105, par exemple, qui fut un des fleurons du complexe, « nourrit maintenant ses ouvriers avec sa seule production de frigidaire », assure par une partie infime du personnel, explique un journaliste local, Vladimir Piriaguine. On dit que 50 % de la production de Saratov était militaire, je dirais moi plutôt 70 % ou plus. Maintenant, les gens sont encore payés, mais travaillent trois jours par semaine ou sont mis en congé, et c'est l'angoisse.

Un des grands centres de la mafia

Les statistiques disent que le « panier de la ménagère » coûte ici plus cher que partout ailleurs en Russie, si ce n'est en Sibérie orientale et à Perm, autre grand centre de production militaire. Et quand la CEE compte que ses programmes d'aide alimentaire ne devaient pas se limiter à Moscou et Saint-Petersbourg, Saratov fut choisie pour la distribution de repas gratuits à quarante mille personnes.

Rares sont les « kiosques », ces baraquons de chantier où on vend des produits importés : cigarettes, alcool, sucreries ou conserves. A Moscou, ils sont essaimés. A Saratov, leurs guchets sont normalement fermés, ne s'ouvrant que rarement, au vu d'une liasse de roubles, tendue rapidement pour éviter les regards noirs des autres passants. Et cela même dans le centre-ville, qui descend vers la Volga galeuse, enserrant dans ses immeubles soviétiques standard des rangées de belles maisons de pierre et de bois peint, vestiges décolorés des temps où la ville fut un centre de commerce renommé. Et le siège d'une des douze universités de la Russie tsariste.

Il y a maintenant en banlieue une deuxième cité universitaire — « sans âme », disent les étudiants, qui ont récemment fait un élitin, pour être mieux nourris. C'était la deuxième manifestation après celle de 1989, quand trois cents « démocrates » ont été dispersés violemment pour avoir brandi le drapeau, alors subversif, de la Russie. La ville n'a guère

connu d'autres mouvements de contestation. Et, pourtant, elle a évanoui du même pas que le reste du pays, envoyant même au Parlement de Moscou une majorité de réformistes. Le « chef de l'administration locale », Iouri Belykh, est aussi un chaud partisan de l'économie de marché. Mais il doit faire fi de la loi locale, dit plus tôt et fort conservateur. Les rapports entre les deux pouvoirs sont très tendus, au point, dit-on, d'être « pratiquement inexistantes » depuis six mois.

« Notre soviète », ce sont ces directeurs d'usine qui pensaient qu'Eltsine serait renversé et que tout repartirait comme avant, la production d'armes et tout... Mais maintenant, ils le pensent. Mais certains, plus malins, ont passé des contrats de reconversion au civil avec des étrangers, don Allemands surtout, et chez eux, ça marche. L'officier de police qui résume ainsi la situation n'a pourtant aucune raison personnelle d'être « pour les réformes » : son fils a bien un diplôme de médecin, mais ça ne lui permet pas de nourrir sa femme et son enfant, « alors que ses camarades font fortune dans le commerce, dit le père, quand ils ne se lancent pas dans la brigandage armé... »



Saratov serait « un des grands centres de la mafia en Russie », à en croire le journaliste Piriaguine. Il y a deux mois, le président de la bourse de commerce de Saratov a été assassiné en plein jour dans le centre-ville par des hommes armés de kalachnikovs au volant d'une Mercedes. « Ils sont même revenus poursuivre l'ambulance qui emmenait la femme blessée à l'hôpital et ont tenu de l'achever », raconte Piriaguine.

L'officier de police, lui, reste discret, mais finit par s'emporter contre « ces criminels intouchables aux voitures qui roulent plus vite que les nôtres. Pourquoi voulez-vous qu'on emprisonne les petits voleurs, alors ? C'était le quatrième crime du genre à Saratov, cette année. Viennent des « chefs de grosses usines ou nouvelles boîtes de commerce ». Personne n'a été arrêté et le responsable des enquêtes a publiquement déclaré que « la police ne se mêle pas des affaires de ce niveau. C'est se débrouiller entre eux ».

De l'autre côté de la Volga s'étend la ville d'Engels, qui s'appelle Nemetskaya Stoboda (le faubourg allemand) avant la révolution et qui devint, après, le centre administratif de la région autonome des Allemands de la Volga.



« Garder nos richesses »

La réaction très vive à Bonn oblige Boris Eltsine à faire marche arrière et à promettre que certains districts de la région, salubres cette fois, serviront de base à la future administration autonome allemande. Mais, pratiquement, les directeurs de kolchozes concernés refusent tout contact à ce sujet, et les Allemands, découragés, cherchent désormais à s'insérer dans d'autres régions, plus accueillantes.

Pourtant, l'Allemagne continue ses efforts et ses offres de crédits à Saratov. La chaire d'allemand à l'université était longtemps seule à s'enorgueillir du matériel audiovisuel reçu de Bonn. Jusqu'à ce que la chaire de français en reparte, offert par la Fondation Elf. Le groupe français a signé en effet un contrat de recherche-production sur un territoire situé entre Saratov et Volgograd (ex-Stalingrad), plus au sud.

Mais le Parlement local a longtemps refusé de donner son accord : « Garder nos richesses pour les générations futures », « Empêcher les étrangers de salir notre région », tonnaient les conservateurs contre les amis de M. Belykh. Mais ce dernier, qui dispose de l'arme des crédits moscovites, qu'il canalise à sa convenance, a fini par convaincre le soviète, qui a donné son vote fin décembre. Reste à avoir celui du Parlement russe, obstacle plus redoutable, tant qu'une loi sur les ressources pétrolières n'est pas adoptée.

En attendant, le délégué d'Elf à Saratov a quitté un appartement dont le loyer a brutalement été multiplié par dix pour un deux-pièces qui ne se distingue en rien des autres appartements soviétiques, odeur dans l'escalier comprise. Mais avec une vue superbe sur la Volga et le voisinage de la centrale de volontaires du Peace Corps américain, arrivés cet été à Saratov — leur futur centre régional pour la vallée de la Volga — et installés dans un hôtel proche.

La population est perplexe : ces gens, dont on leur a tant dit sous Brejnev qu'ils étaient des espions envoyés dans le tiers-monde, sont désormais chez eux, à ne « rien faire d'autre que visiter la région et apprendre le russe ». Mais le journaliste Piriaguine espère encore convaincre ses lecteurs qu'il s'agit de personnes honorables, spécialistes de gestion, qui feront bientôt part de leur savoir aux entrepreneurs en herbe de la ville...

SOPHIE SHIHAB

EUROPE

ITALIE : l'arrestation à Palerme du chef de Cosa Nostra

« C'est bien moi. Compliments ! »

Suite de la première page

Le plus âgé ajoute : « Vous faites erreur. » Emmenés à la caserne des carabinieri, à la troisième infanterie « Tu es Rina », le petit homme, sans la moindre émotion, dit simplement d'un air las : « C'est bien moi. Compliments ! Prévenez mon avocat. » Il ne dira rien d'autre. Il n'est même pas armé.

Pour être certains de la capture, les enquêteurs prennent des empreintes. Aucun doute : « le fauve » de Corleone est tombé dans le piège. Il n'est pas à 30 et tout est déjà fini. Dans quelques heures circuleront déjà une photo instantanée de Rina. Le maître du mystère et de l'omertà, la loi du silence, a enfin un visage. Et l'Italie, un peu incrédule d'abord, de célébrer cet événement qui, comme dira, ému, un député sicilien, « restera dans les livres d'histoire ». Au palais de justice de Palerme, on s'embrasse, au ministère de l'Intérieur on salue le champagne, et partout, police, gouvernement, classe politique, tous, sont à court de superlatifs.

« Un coup extraordinaire », annonce, jubilant, le ministre de l'Intérieur, Nicola Mancino, au cours d'une conférence de presse improvisée : « une nouvelle qui va galvaniser les forces de police », renchérit Vincenzo Parisi, chef de la police, tandis que le président de la République leur prodigue « les remerciements de la nation pour ce succès de l'Etat », et que l'« Osservatore romano », sortant de son habituelle réserve, écrit : « C'est une réussite que, sans exagérer, on peut qualifier d'extraordinaire. »

Exorciser la peur

Derrière ce grand exercice d'exorcisme collectif, persiste la peur - et l'humiliation. Celle, précisément, d'un Etat tenu trop longtemps en échec par un crime organisé qui a gangrené, peut-être, les basses terres de ses institutions. Et en ce sens, les applaudissements du palais Chigi sont venus enfin effacer le souvenir de ces interminables et embarrassantes minutes de silence décrétées au Parlement, en pleine élection présidentielle, pour l'assassinat du juge Giovanni Falcone, le 23 mai dernier. Le plus éclatant « coup » de Rina avec l'attentat contre le juge Borsellino, le 19 juillet suivant.

La capture du capo dei capi - les commentaires y reviennent sans cesse - c'est avant tout la preuve que, pourvu que l'on s'en donne les moyens, aucun criminel, si mythique soit-il, n'est « intouchable ». Et il est vrai que, depuis plus d'un an, aidé par une réelle prise de conscience dans le pays, en coordination avec les actions police-justice, en se dotant d'un « cartel » de lois anti-Mafia, l'Etat a marqué des points sensibles.

Pour ne citer que les plus récents : l'arrestation, le 6 septembre, de Giuseppe Madonia, le numéro deux supposé de Cosa nostra ; cinq jours plus tard, celle de Carmine Alfieri, fondateur de la

Nouvelle Camorra, puis celle du chef du cartel calabrien de Perera, José Duran, qui a valu vendredi aux autorités italiennes de recevoir les félicitations du gouvernement colombien, qui considère « la capture de Rina, comme un succès pour notre pays aussi ». Du même coup, est validée la stratégie si contestée à l'époque de Giovanni Falcone : l'usage de ces « repentis » de la Mafia (actuellement plus de deux cents) dont les révélations, outre certaines arrestations, ont permis surtout de reconstituer avec précision le fonctionnement des instances dirigeantes de la cupola. Ne dit-on pas d'ailleurs avec insistance, même si policiers et carabinieri le démentent avec la plus grande énergie, que de nouvelles révélations très précises - certaines venues de Turin - auraient largement étayé ce blitzkrieg anti-Mafia ? La piste, on le sait avec certitude, était déjà tracée depuis deux mois.

L'autre conclusion, plus inquiétante, qui se dégage des réactions à la capture du super-parrain, c'est ce simple constat : plus le pouvoir de la vieille « partition » perd du terrain, plus la Mafia en perd elle aussi. L'équilibre subtil entre certaines zones obscures de la politique et le crime organisé se serait-il rompu, au moment où, de la vieille Démocratie chrétienne qui avait fait de la Sicile son « grenier à blé », au Parti socialiste, devenu le symbole des pratiques politiciennes affairistes, aucune formation politique n'est plus en mesure d'assurer la moindre « protection » ?

« Voici venue enfin l'occasion de rompre les liens entre Mafia et politique », déclare à chaud un porte-parole de la Ligue lombarde, tandis que Leoluca Orlando, le leader de la Rete, le mouvement anti-mafia, explique : « Les mafieux doivent comprendre qu'une fois leur protection politique perdue, ils vont devoir répondre de leurs actes. » Même cri du cœur pour Luciano Violante, président du groupe anti-Mafia au Parlement : « Je voudrais bien savoir à présent qui était son protecteur politique. » Même insistance du président de la commission anti-Mafia sicilienne, Luigi Granata, pour qui « il n'y aura pas de coup d'arrêt à Cosa nostra tant que ne seront pas révélées les zones occultes où se rejoignent les intérêts du crime organisé et d'une certaine politique ».

Un café à la strychnine

L'idéal, bien sûr, serait, comme Nicola Mancino en a déjà exprimé le vœu, que « Rina se repente » à son tour. Au moins le temps de prendre de vitesse la formation de la nouvelle direction mafieuse. Les lancements (maux de tête) capables d'assurer la relève ne manquent pas, de Bernardo Provenzano, vieux complice de Rina, à Nitti Santapaola ou Leoluca Bagarella, son propre beau-frère. Mais alors, comment protéger ce « super-repent » sans qu'il subisse le sort de cet autre parrain, enclin aux confidences, encore une fois, une guerre interne à la Mafia. « Le double coup d'éclat contre Falcone et Borsellino était aussi une intimidation à usage interne, confiait récemment dans nos colonnes Antonio Manganello, dirigeant du « noyau central antirime », principal fer de lance contre la Mafia, depuis des mois la structure pyramidale de la Mafia est en voie d'atomisation, les vieux chefs perdent le contrôle. »

Soul, isolé, traqué, « vendu » peut-être, l'ex-parrain des parrains ? Dans le quartier de haute surveillance où il a été transféré, il aura sans doute le temps de méditer sur l'ironie des dernières lignes du livre de sa plus fameuse victime, Giovanni Falcone : en Sicile, écrivait le juge assassiné : « On meurt généralement parce que l'on est seul ou que l'on est entré dans un jeu trop grand. On meurt souvent parce que l'on ne dispose plus des alliances et des protections nécessaires. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

« Toto le courtaud », de Corleone

ROME

de notre correspondant

Trois phantasmes, en tout et pour tout, plus un portrait-robot, volontairement vieilli par le FBI américain, où, dans un visage aux traits gonflés, filtre un regard de jais ; le tout conservé comme autant de reliques-fétiches pendant vingt-trois ans par les services de police italiens qui ont cherché sa trace dans le monde entier : c'était peu pour nourrir les fantasmes de pareille légende. Celle de Salvatore Rina, dit « Toto U Curru », « Toto le courtaud » à cause de sa petite taille, ou encore « le beva », le bête fauve, en raison de sa férocité. L'histoire d'une ascension traditionnelle qui se confond avec l'évolution - ou le dégoût - de la vieille Mafia.

Né à Corleone, bourgade désormais mythique à 40 kilomètres de Palerme, le 18 novembre 1930, sous le signe du Scorpion, Rina n'a pas au-delà de l'école élémentaire, le « d'handché », « Boss » élégant et redoutable du clan des Corleonesi, devenu sous sa houlette le bras le plus criminel de la Mafia. Rina prendra sa place en 1975. Une année où, en 1986, lors du mûr-pêche de Palerme, fera dire au vieux parrain, désormais sous les verrous : « Toto est celui qui est le plus présent dans mon cœur. »

Présent, en vérité, Rina ne cessera pas de l'être, mais seulement par ses exploits sanglants et sa

renommée toujours croissante. Lorsqu'il est emprisonné passagèrement au milieu des années 60, ses codétenus font déjà la queue pour le sauver. Dès le 7 juillet 1969, il disparaît de San Giovanni in Persiceto, dans la province de Bologne, où la justice l'avait expédié en résidence forcée. Comment vingt-trois ans de fuite et de règne hanté par...

Car Rina a des « hommes d'honneur » - et des impératifs traditionnels de « fidélité » - une conception très personnelle. Et les difficultés de dialogue s'aggravent souvent avec lui à la kalachnikov, une nouveauté dans l'île. En feront les frais, en 1981, deux de ses rivaux potentiels, le populaire chef de la famille Santa Maria del Gesù, Stefano Bontade, dit « le faucon », qui, fait presque unique, avait été élu par acclamation à l'âge de vingt ans. Une rafale le faucon, le jour précis de ses quarante-trois ans, et le soir même Rina et ses amis fêtent l'événement. Quelques jours plus tard, c'est le tour de Salvatore Inzerillo, un autre chef local dont, pour plus de sûreté, on tuera aussi le fils de seize ans. C'est, il est vrai, la guerre ouverte au sein de la Mafia entre familles régimentaires, une guerre féroce que les corleonesi vont remporter en un peu moins de trois ans, et un peu plus de trois cents assassinats et disparitions.

Dans cette tourmente disparaîtront aussi au passage les « obstacles », juges, magistrats, policiers qui s'opposent : en

1979, tombe Michele Reina, secrétaire provincial de la Démocratie chrétienne ; en 1980, est assassiné Piersanti Mattarella, président de la région sicilienne ; puis, pour la seule année 1982, la député communiste Pio La Torre et le général Delle Chiese. Ce qui vaudra à Don Toto, même ébauché au maxi-procès, d'être condamné à la prison à vie.

Une « bête fauve »...

Une hécatombe qui n'est pas exempte d'un romantisme sauvage. Au début des années 70, un marchand de carabinières, assassiné par la suite pour son indécorable, retrouvera dans une cachette de Palerme l'unique preuve tangible du passage de Rina : les cartons d'invitation qu'il a fait imprimer pour son propre mariage... Un mariage secret évidemment, mais avec banquet, et célébré à l'église, apprendra-t-on plus tard, par le curé de confiance des parrains, le père Agostino Coppola, en « délicatesses » avec la questure de Palerme.

L'épousée, Antonietta, est jeune, belle, instruite, elle enseignait l'éducation physique. Née en 1943, elle est surtout la sœur d'un autre chef corleonesi allié, Leoluca Bagarella. A ce titre peut-être, elle n'a pas froid aux yeux. Première femme condamnée à résidence forcée, elle a pris le meuble pour rester avec Toto, qu'elle a connu adolescent. De ces amours clandestins ne vont pas les enfants : Maria Concetta, Giovanni, Giuseppe et Lucia, née et enregistrée « normale ».

ment) sous son vrai nom en 1980 à la barre de la police, dans une des cliniques les plus connues de Palerme. De même, les enquêteurs auront beau éplucher les registres des écoles, aucune trace des enfants Rina.

Que « U Curru » soit devenu très puissant, aucun doute, le légende se fortifie toute seule. Mais il faudra attendre les révélations, en 1984, du plus célèbre des repentis, Tommaso Buscetta, lui-même chef d'une famille déclinée pendant la « grande guerre » mafieuse pour comprendre que cet homme inculte, animal, à l'intelligence instinctive, selon les témoignages, était devenu « le capo dei capi », le parrain des parrains à la tête de la « Cupola », l'instance dirigeante de la Cosa Nostra. L'été dernier, d'autres révélations de repentis lui attribueront le parrain de l'assassinat du député européen Salvo Lima, courtoise de transmission devenue inefficace avec certains milieux politiques, puis celle des deux terribles attentats qui coûtèrent la vie aux juges Giovanni Falcone et Paolo Borsellino.

Pour en avoir révélé cent fois moins, il y a quelques années, un ancien mafieux, Leonardo Vitale, qui, à propos du pouvoir de Rina, affirmait : « Dire que c'est une bête fauve n'est rien, il fait peur ! » ne fut cru par personne et envoyé à la clinique psychiatrique comme « demi-fou ».

M.-C. D.

AMÉRIQUES

Etats-Unis : l'apprentissage difficile de M. Bill Clinton

A quelques jours de son investiture, le président élu est pris à partie dans la presse pour avoir déjà renié plusieurs engagements pris durant sa campagne électorale

WASHINGTON

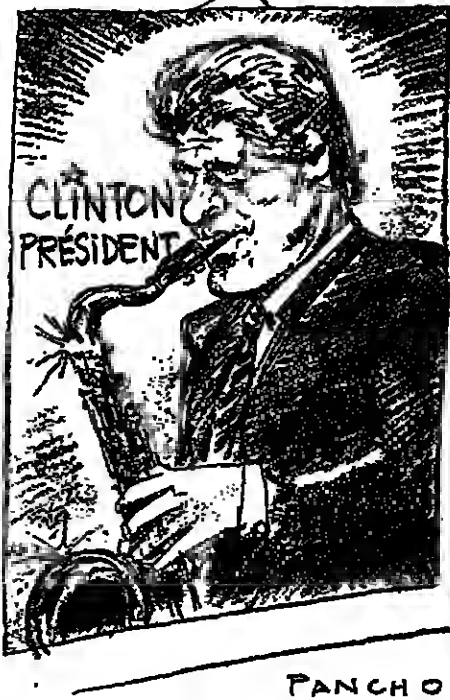
de notre correspondant

A moins d'une semaine de son entrée à la Maison Blanche, le président élu, M. Bill Clinton, mesure, à ses dépens, que les promesses électorales font souvent fort mauvais ménage avec la réalité - celle des dossiers, des chiffres, de la situation internationale. L'apprentissage est rude.

« La traditionnelle lune de miel entre la presse et un nouveau président pourrait bien être finie avant même que le mandat de ce dernier ait commencé », écrit méchamment le Washington Post, qui s'y connaît quand il s'agit de façonner l'image d'un président. Pour M. Clinton, l'enjeu est de taille. Son prédécesseur a perdu beaucoup de crédibilité pour avoir, assez légèrement, affirmé durant la campagne de 1988 qu'il n'augmenterait jamais la fiscalité, puis décidé deux ans plus tard, assez sagement, une hausse de certains impôts. M. Clinton a été moins catégorique, mais pourrait bien connaître la même mésaventure. Il avait affirmé qu'une baisse de l'impôt sur le revenu de la classe moyenne figurerait assurément parmi le train de mesures qu'il entendait prendre pour relancer l'activité. Pressé par son directeur du budget, M. Leon Panetta, son secrétaire au Trésor, M. Lloyd Bentsen, et les chefs de sa majorité au Congrès, M. Clinton est en passe de revenir sur sa promesse.

Il aurait été surpris, dit-il, par les derniers chiffres sur l'ampleur du déficit budgétaire, un gouffre qui n'autoriserait plus aucun cadeau au contribuable. De même s'était-il engagé à réduire le déficit - autour de 300 milliards de dollars - de moitié d'ici à la fin de son mandat, en 1996. Là encore, marche arrière : pour les mêmes raisons - la profondeur du trou, cette promesse est aujourd'hui présentée comme un « objectif » souhaitable, mais pas forcément réalisable.

Ce diable de déficit, ou plutôt la nécessité de le combler, est aussi à l'origine d'un troisième « réajustement ». Parce que la fiscalité sur le carburant ne comporte aucune progressivité et pénalise en bloc tous les consommateurs, quels que soient leurs revenus, M. Clinton s'affirmait opposé à son augmentation. Il y est, aujourd'hui, beaucoup moins hostile. Enfin, dans le



PANCHE

le feu de la bataille électorale, Bill Clinton avait annoncé que son équipe, s'il était élu, serait à même de présenter au Congrès un programme économique et social complet dès son arrivée à la Maison Blanche, le 20 janvier.

L'école de Chelsea, les impôts et les Haïtiens

On en est là ; pareil document devra sans doute attendre la fin février, tant il est vrai que le sudiste Bill Clinton a montré, depuis le 3 novembre, qu'il n'entendait pas travailler au rythme effréné qu'affectionnent les gens de la côte est.

Entre-temps, était intervenue la décision des parents Clinton, grands défenseurs de l'école publique, d'inscrire leur fille dans une institution privée. Là, la réaction de la presse a été plus nuancée. Si certains ont qualifié le président Clinton d'« homme de gauche en limousine », la plupart des témoins

de la presse washingtonienne ont fort bonnement reconnu, avant de porter un jugement, qu'ils envoyaient eux aussi, tous, leurs enfants à l'école privée et, pour la plupart, précisément dans l'établissement qui accueillera la jeune Chelsea Clinton (douze ans).

Même débat déontologique quand il s'est agi de relater les débats de M. Zoë Baird, le nouveau secrétaire général (ministère de la justice). M. Baird, appelé à être une des plus hautes autorités judiciaires du pays, a raconté qu'elle et son mari, un éminent professeur de droit, avaient durant deux ans employé un noir, comme chauffeur et « nanny », des immigrants illégaux - un couple de Péruviens - non déclarés à la Sécurité sociale.

Une attitude sans doute un peu désolante à l'égard du respect dû à la loi, mais nombre de journalistes qui ont écrit sur l'affaire ont reconnu qu'eux aussi avaient embauché du personnel de maison au noir. Il reste que la « faute » venant d'une personne dont la mission sera de faire appliquer la loi a fait mauvais effet.

C'est sur ce fond de « gaffes » et de promesses électorales réaménagées qu'est venu se greffer le véritable revirement de politique étrangère annoncé dans l'affaire des malheureux boot-people d'Haïti. Après avoir promis le contraire, M. Clinton appliquera la politique de son prédécesseur : les dizaines de milliers d'Haïtiens candidats au départ pour les Etats-Unis seront repoussés, au moins dans un premier temps. Les gardes-côtes ont annoncé qu'ils maintiendraient leur dispositif d'« encerclement » autour de l'île, en fait dix-sept bâtiments qui patrouillent entre la Floride et Haïti.

S'expliquant sur cette affaire, jeudi devant la presse, à Little-Rock, Bill Clinton ne cachait pas sa mauvaise humeur. Il venait, par ailleurs, de compléter l'équipe de conseillers qui l'entourera à la Maison Blanche. Il s'agit, pour la plupart de « jeunes », à l'image de George Stephanopoulos (trente et un ans) qui dirigera la communication et de M. Dee Dee Myers (trente et un ans) qui assurera les fonctions de porte-parole. Le secrétaire général, M. Thomas McFarley, sera assisté d'un adjoint, M. Mark Gearan ; chef d'état-major de la campagne Clinton, M. Eli Segal dirigera l'équipe des conseillers de politique intérieure. Le financier de la campagne, M. Rahm Emanuel, conduira les experts électoraux de la Maison Blanche, en étroite collaboration avec M. David Wilhelm, appelé à prendre la tête du parti démocrate en remplacement de M. Ronald Brown (nommé secrétaire au commerce).

Les méchantes langues rappellent que le candidat Bill Clinton avait aussi promis de réduire de 25 % le nombre de collaborateurs de la Maison Blanche et assurément qu'il paraît, là encore, mal parti pour tenir son engagement. L'ensemble se traduit par une presse rongeuse au moment où le président élu arrive à Washington pour les cérémonies d'investiture. M. Clinton se consolera en observant que, s'il a mauvaise presse, il a toujours une excellente cote dans les sondages : 75 % des Américains se disent satisfaits de leur nouveau président et des hommes dont il s'est entouré pour gouverner.

ALAIN FRACHON

AFRIQUE

ANGOLA : début du retrait des observateurs de l'ONU

Les combats se sont encore étendus en province

Les combats entre les forces gouvernementales et les maquisards de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) se sont intensifiés, vendredi 15 janvier.

L'équipe au pouvoir à Luanda ne contrôle plus que 7 des 18 provinces du pays et

l'ONU a décidé de retirer ses observateurs de 39 de ses 67 bases, en raison de la violence des affrontements.

Le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, « a choisi la guerre pour éviter la tenue du second tour de l'élection présidentielle » qui l'aurait conduit à un « cuisant et honteux

échec », a déclaré le président José Eduardo dos Santos. Le gouvernement a fait savoir que les chefs militaires se rendront prochainement à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour les pourparlers de paix prévus sous l'égide de l'ONU, même si l'UNITA décide de ne pas y aller.

Luanda épargnée mais inquiète

LUANDA

de notre envoyé spécial

Dominant la principale place de Luanda, une automitrailleuse, hissée sur un bloc de béton, monte la garde, canon pointé vers le sud de la ville. Erigée pour célébrer l'indépendance de 1975, ce monument au goût artistique discutable, a été ensuite surmonté d'une colombe, en l'honneur des accords de paix conclus, après seize ans de guerre civile, entre le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) de M. Dos Santos et l'UNITA de M. Savimbi. Aujourd'hui, la colombe paraît toujours vouloir s'envoler vers le ciel ; le socle du monument est encore maculé des vestiges de la campagne électorale de septembre.

En contrebas, un panneau publicitaire géant vante les mérites de M. Dos Santos et du MPLA. Sous la photo du président, un seul slogan : « Pour un avenir tranquille ». La paix, hélas, n'est pas au rendez-vous, et jamais l'avenir n'a été aussi incertain. Le bruit des boîtes et du canon ne semble pas, pourtant, affecter la capitale angolaise. Les combats ont lieu au loin, et la ville n'en perçoit que des échos

lointains assourdis. Mais à part la multiplication des patrouilles policières nocturnes, rien, ici, ne paraît avoir changé. Les trottoirs et les rues sont toujours défoncés, les canalisations explosent, l'électricité est aléatoire, les immeubles sont surpeuplés, les magasins sont apparemment vides et les débris pourrissent au soleil. L'approvisionnement, malgré des pénuries chroniques, est assez correctement assuré, les voitures neuves sont de plus en plus nombreuses, de nouveaux restaurants se sont ouverts et les sociétés étrangères, attirées par l'ouverture « libérale » de l'économie, ne sont pas reparties.

Le dollar véritable baromètre

Le véritable baromètre de la vie politique reste le cours parallèle du dollar. L'unique quotidien du pays, le *Journal de Angola*, en publie les chiffres, chaque matin, en première page. L'échange se fait dans la rue, auprès des habillées matrones, qui agitent, sous le nez des passants, leurs liasses de billets de banque. Début octobre, après le premier tour des élections géné-

rales, elles offraient 2 800 kwanzas (la monnaie locale) contre 1 dollar. Deux semaines plus tard, le billet vert sautait à 3 400 kwanzas. Depuis, la monnaie américaine n'a cessé de grimper : cote 3 800 kwanzas début novembre, après les terribles affrontements de Luanda, elle passait, quinze jours plus tard, à 4 500 kwanzas. Aux premiers jours de janvier, lorsque les combats entre l'UNITA et les forces gouvernementales se sont étendus aux provinces, le dollar a frôlé les 7 000 kwanzas ! Le 14 janvier, il en valait déjà 1 000 de plus.

L'inquiétude, que traduit cette irrésistible inflation, est d'autant plus vive que les informations sont éphémères. Après avoir annoncé la prise de Huambo, un des fiefs de M. Savimbi, les autorités gouvernementales reconnaissent désormais, sans autre précision, que des combats y ont encore lieu. Les seules sources à peu près fiables restent les organisations humanitaires internationales, dont les équipes sont disséminées à travers le pays.

Les responsables français de Médecins sans frontières (MSF), qui agitent, sous le nez des passants, leurs liasses de billets de banque, confirment que les com-

bats continuent, quoique avec une moindre intensité. La ville de Cuito (60 000 habitants) semble, en revanche, avoir été reprise par les forces gouvernementales. Jeudi matin, le marché aurait été rouvert et les habitants ont pu circuler dans les rues, dévastées par les bombardements et les pillards.

Selon d'autres sources, la bataille de Cuito aurait fait quelque cinq cents morts et six cents blessés. L'hôpital a été entièrement détruit. Excepté pour les villes côtières, qui ont été reprises à l'UNITA dans les premiers jours de janvier, les derniers combats n'ont pas sensiblement modifié la carte du partage des zones. Globalement, les troupes gouvernementales contrôlent toute la côte du Nord ; elles occupent ainsi de larges portions du territoire adossé à la frontière est du pays - notamment les sites diamantifères de Luanda-Norte, dont les installations, selon certaines informations, auraient été détruites par l'UNITA. Les territoires situés entre ces deux zones restent, en revanche, sous le contrôle des maquisards de M. Savimbi.

GEORGES MARION

SOMALIE : malgré la signature d'un cessez-le-feu

L'accord entre quatorze factions est accueilli avec scepticisme

Il a fallu douze jours de négociation aux quatorze factions somaliennes pour signer à l'arraché, vendredi 15 janvier, un accord qui laisse pourtant plusieurs questions en suspens et suscite déjà le scepticisme des observateurs. Il a, toutefois, été salué comme « un résultat positif » par le secrétaire général de l'ONU et comme « un succès » par les participants qui ont entonné l'hymne national au cours de la cérémonie de clôture.

NAIROBI

correspondance

Plusieurs fois au bord de la rupture, les pourparlers ont finalement débouché sur un accord de cessez-le-feu et de désarmement immédiat. Les chefs de guerre ont, en outre, décidé de l'organisation d'une conférence de réconciliation nationale, qui devrait s'ouvrir le 15 mars prochain, à Addis-Abeba.

Armes en contrebande

Un comité de préparation s'est vu confier la tâche délicate de fixer les critères de participation à la conférence de réconciliation. A cet égard, le désaccord reste total entre le général Aïdîd et ses alliés, qui veulent obtenir un rôle prédominant pour les mouvements ayant renversé l'ancien président Siyaad

Barre, et les onze autres factions, favorables à ce que toutes les composantes de la société somalienne (chefs de guerre, chefs tribaux, intellectuels ou associations de femmes) soient invitées sans discrimination.

Principal artisan de la chute de M. Barre, le général Aïdîd voudrait imposer cette « paix du vainqueur » au sein du groupe de toutes les factions. Au sein même de son propre clan, celui des Hawiyyes, rassemblés sous la bannière du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), il doit faire face à l'opposition de ceux qui ont préféré installer M. Ali Mahdi à la présidence intérimaire.

A ces inimitiés s'ajoute un conflit territorial, autour de la ville de Galkayo, dans le nord-est du pays, qui oppose le général Aïdîd au clan des Méjertines, réuni au sein du Front démocratique de salut somalien (FDSS). Quelques jours après l'ouverture de la conférence d'Addis-Abeba, ses troupes ont lancé une nouvelle offensive dans cette région pour tenter de gagner du terrain avant qu'un cessez-le-feu ne vienne figer les positions des belligères. Selon un responsable du FDSS, des officiers américains se sont rendus sur place, « probablement dans l'intention d'y envoyer des troupes pour pacifier cette ligne de front ».

Cette nouvelle flambée de violences - notamment marquée, vendredi, à 20 km de Mogadiscio, par un accrochage entre soldats américains et irréguliers somaliens qui s'est soldé par la mort de six autochtones - laisse sceptique sur l'application du cessez-le-feu et le désarmement. Les rivalités claniques sont restées intactes, constatent la plupart des observateurs. Le jour de la signature de l'accord d'Addis-Abeba, des militaires de la force multinationale ont surpris un déchargement d'armes sur un petit aéroport, situé à cinquante kilomètres à l'ouest de Mogadiscio. Selon le porte-parole des « marines », les deux avions ont décollé dès que les soldats se sont approchés de la piste. Ces derniers ont confisqué trois camions chargés de munitions.

JEAN HÉLÈNE

o ALGÉRIE : amnistie pour six mille détenus. - Six mille détenus ont bénéficié d'une « amnistie », décidée par le président du Haut Comité d'Etat (HCE), a annoncé, jeudi 14 janvier, l'agence APS. Le décret concerne des détenus de droit commun, « non impliqués dans des délits contre la sécurité et l'autorité de l'Etat, l'ordre public, des actes contraires à la morale ou le détournement des deniers publics ». D'autre part, un policier a été tué par balles, jeudi, devant son domicile, dans la banlieue est d'Alger, par deux « terroristes » qui ont réussi à prendre la fuite. - (AFP, Reuters)

o SÉNÉGAL : huit morts dans des attaques en Casamance. - Six militaires ou agents forestiers et deux civils ont été tués, jeudi 14 janvier, par des « indépendantistes » du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), au cours de deux incidents. Le premier, qui a fait six morts, a eu lieu dans le parc de Bass-Casamance, sur la route de Cap-Skiring. Deux civils ont, d'autre part, été tués à Singuéro-Baïno, dans le département de Ziguinchor. Au cours des cinq derniers mois, plus de deux cents personnes ont trouvé la mort en Casamance. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

L'épreuve de force entre Bagdad et Washington

L'Irak fait fi d'un nouvel ultimatum du président Bush

Un contingent de 300 soldats américains envoyés en renfort au Koweït est arrivé vendredi 15 janvier dans l'émirat, où il devait être rejoint au cours du week-end par le reste du bataillon de 1 100 hommes que le président George Bush a décidé de dépêcher, après le raid aérien américano-franco-britannique dans le sud de l'Irak. En attendant, une nouvelle épreuve de force s'est engagée avec Bagdad, qui refusait encore, dans la nuit de vendredi à samedi, d'assurer la sécurité des vols des avions transportant les inspecteurs de l'ONU.

WASHINGTON ET NEW-YORK (Nations unies) de nos correspondants

Entre l'Irak et les Etats-Unis, le jeu du chat et de la souris a repris, vendredi, et, de nouveau, est brandie la menace d'une intervention armée occidentale si Bagdad ne donne pas suite à un ultimatum émis dimanche.

A vrai dire, une extrême confusion a marqué cette énième parlie de bras de fer entre Irakiens et Occidentaux à propos, cette fois, de dispositions byzantines régissant le cessez-le-feu imposé à l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe. En deux mots, si l'on comprend bien ce qu'aucun porte-parole officiel n'était capable d'expliquer clairement, le président Saddam Hussein a, sur un point technique, lancé un nouveau défi aux Occidentaux. Et le président George Bush, d'autant plus exaspéré que la presse américaine qualifie de « demi-fiasco » le raid de mercredi, a immédiatement relevé le pari, menaçant le chef de l'Etat irakien d'une nouvelle vague de bombardements.

L'ONU n'est pas sur la même longueur d'onde

Le litige concerne la mission des inspecteurs de l'ONU chargés de surveiller le démantèlement par l'Irak de toutes ses armes de destruction massive (notamment son arsenal chimique et bactériologique). C'est une mission prévue par les résolutions du Conseil de sécurité - notamment la 687 - sur le cessez-le-feu imposé à l'Irak, après que les troupes de Bagdad eurent été chassées du Koweït.

Le régime irakien n'a cessé de mettre des obstacles au travail de ces inspecteurs. D'ordinaire, il entendait les forcer à se rendre et à voyager en Irak, uniquement à bord d'appareils de la compagnie nationale irakienne, alors que le Conseil entend que ces missions - notamment pour garder leur effet de surprise - soient effectuées à bord d'avions et d'hélicoptères de l'ONU (quittes à adresser ensuite la note à l'Irak).

On croyait le différend réglé depuis le raid de mercredi : Bagdad avait finalement renoncé à imposer sa compagnie aérienne aux inspecteurs de l'ONU. Soixante-dix d'entre eux s'apprêtaient vendredi à quitter Bahreïn pour gagner l'Irak et procéder à leurs investigations. Ils avaient « noté » aux autorités irakiennes leur intention de voler le jour même dans l'espace aérien du pays et de se poser à l'aéroport d'Habbaniya ; ils attendaient, confiants, un accord de réception et un accord de principe de ces mêmes autorités.

Pendant ce temps, le président américain s'énervait, jugeant que l'Irak faisait traîner sa réponse. Avant de s'embarquer pour son dernier week-end à Camp David, un George Bush de fort mauvaise humeur, traits tirés et lèvres pincées, lisait une courte déclaration à la presse en début d'après-midi : « Le vol [des inspecteurs de l'ONU] prévu pour aujourd'hui n'a toujours pas reçu l'accord pour pénétrer dans l'espace aérien irakien. Et les Nations unies ont informé Saddam Hussein que, si le vol n'avait pas cette autorisation d'ici à 16 heures [22 heures en France], l'Irak serait en violation [des résolutions de l'ONU]. » M. Bush ajoutait que « les partenaires de la coalition sont fermes en exigeant l'observation de ces résolutions ».

Autrement dit, M. Bush menaçait l'Irak d'un deuxième raid si la fameuse autorisation n'était pas donnée dans l'après-midi même. Non seulement l'Irak n'obtempérait pas et laissait passer l'échéance de cet « ultimatum », mais, à l'ONU, les propos du président étaient très froidement accueillis sur les bancs des « non-alignés » : ils trouvaient parfaitement abusif que M. Bush formulât au nom des Nations unies une menace qu'ils considéraient comme étant avant tout américaine ou occidentale. On était dans la situation

de mercredi : un nombre croissant de pays estimaient que les Occidentaux maintenaient la politique du « deux poids, deux mesures » en frappant l'Irak à la moindre incartade, alors que les artilleurs serbes qui, toute cette semaine encore, n'ont cessé, en violation des résolutions de l'ONU, de bombarder les populations musulmanes de Sarajevo, ne font, pour l'instant, l'objet d'aucune menace militaire.

Dans la soirée, arrivait, enfin, la réponse irakienne, sous forme de lettre adressée à la commission de l'ONU chargée de superviser le désarmement de l'Irak. Le message était clair et combatif. M. Saddam Hussein ne baisse pas les bras, il dit « oui » aux vols des inspecteurs de l'ONU, certes, mais, dans le même souffle, assure qu'il ne saurait « garantir leur sécurité » dans l'espace aérien irakien compte tenu de ce qui s'y est passé cette semaine...

Ouvertement ironique, la lettre indique que le gouvernement de Bagdad ne saurait assurer la moindre responsabilité « pour la sécurité des avions de l'ONU dans l'espace irakien, dans l'hypothèse où une erreur ou une confusion se produirait, ce qu'à Dieu ne plaise », à un moment où toutes les armes de l'Irak, y compris celles qui sont dans les mains du peuple, sont pointées vers le ciel du pays pour en assurer la défense.

En somme, les Occidentaux doivent comprendre, dit l'Irak, que les avions de l'ONU, après le raid de mercredi, ne seront pas à l'abri d'une missile tiré « par erreur » dans le ciel irakien (« ce qu'à Dieu ne plaise... »). La commission du désarmement de l'ONU pouvait difficilement ne pas y voir une « provocation » ; elle a considéré que c'était là un « refus » irakien à la demande de surveillance, constituant une « infraction » à la résolution 687 (et aux résolutions 707 et 715) et justifiant éventuellement un nouveau recours à la force.

La commission n'a pas repris les termes de l'« ultimatum » de M. Bush - qui, quoi qu'il en soit, le président, apparaît bel et bien comme ayant été un geste unilatéral américain - mais elle a annoncé qu'elle donnait une deuxième chance à l'Irak, en lui adressant une nouvelle « notification » d'un vol d'inspecteurs prévu pour dimanche. Si la réponse irakienne devait être la même, c'est-à-dire comporter ce refus de garantir la sécurité des avions de l'ONU, une escalade militaire paraît inévitable.

AFSANS BASSIR FOUR et ALAIN FRACHON

L'affaire des Palestiniens expulsés

Israël autorise la Croix-Rouge à porter médicaments et courrier aux déportés

Faisant quelque peu marche arrière dans l'affaire des Palestiniens qu'il a expulsés au Liban, le 17 décembre dernier, Israël a accepté, vendredi 15 janvier, l'acheminement par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de médicaments et de courrier aux déportés. Un porte-parole du ministère israélien de la défense, M. Oded Ben Ami, a déclaré : « Le CICR pourra aussi distribuer des formulaires afin de permettre aux Palestiniens de se pourvoir contre leur éloignement devant des commissions militaires d'appel. Israël a également accepté que le CICR ramène neuf [des quinze] Palestiniens expulsés par erreur. » (Le Monde du 16 janvier). Dans la mesure où les déplacements du CICR doivent se faire à bord d'un hélicoptère de la Force internationale de l'ONU pour le Liban (FINUL) - ce que le Liban refusait - le CICR a consulté le premier ministre libanais, M. Rafie Hariri. Celui-ci a jugé les propositions « partiellement intéressantes », en raison notamment du fait que l'appareil ne se poserait pas en territoire contrôlé par l'armée libanaise. M. Hariri attend des « réponses à quelques questions », avant de donner un avis définitif. - (AFP)

o Un Palestinien tué à Tel-Aviv après avoir agressé quatre personnes. - Après avoir blessé à corps de couteau quatre passants dans les rues de Tel-Aviv, un Palestinien originaire de la ville de Gaza a été tué par balles, vendredi 15 janvier, par un civil israélien. Selon la police, un tract de l'Organisation intégriste du Jihad islamique, ainsi qu'un Coran ont été retrouvés sur lui. Selon les premiers éléments de l'enquête, il aurait agi seul. - (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

INDE

Le bilan des émeutes de Bombay

Le premier ministre indien s'est rendu, vendredi 15 janvier, dans la ville de Bombay, ravagée par dix jours d'émeutes qui ont fait, selon le bilan officiel, 343 morts, et au moins 670 selon la population. M. Narasimha Rao s'est déclaré « profondément peiné » par ces violences intercommunautaires, ajoutant que si les principes de laïcité ne sont pas respectés « ce pays éclatera ». Selon lui, « une enquête détaillée semble absolument nécessaire ». Fortement critiqué par les musulmans pour sa passivité, M. Rao a assuré que les récents affrontements ont, « dans une certaine mesure, défiguré l'image de l'Inde dans le monde ». « Pendant un an et demi, nous nous sommes embarqués dans un nouveau programme de réformes économiques pour intégrer l'économie du pays dans l'économie mondiale. Nous devons redoubler d'efforts pour faire oublier au monde ce qui vient de se passer à Bombay. » - (AFP, UPI)

TCHAD

Le président Déby prononce une transition en souteuse

Le chef de l'Etat tchadien a souhaité, vendredi 15 janvier, lors de l'ouverture de la Conférence nationale, que soit évité « un scénario de mise à mort et de ruptures inévitables », et il a prôné « une transition en souteuse ». « Parvenu au pouvoir, les militaires et les maquisards se sont montrés incapables de faire la paix des braves », a reconnu M. Idriss Déby. Les malentendus ont été volés à jamais on n'a réussi à crever l'abcès.

Avant son discours d'ouverture, des armes avaient été symboliquement détruites au cours d'une cérémonie sur la parvis du Palais du peuple. Plusieurs pistolets-mitrailleurs et fusils automatiques hors d'usage ont été brûlés devant le corps diplomatique et de nombreux invités, parmi lesquels l'ancien président Goukouni Oueddei. - (AFP)

ZAÏRE

Le président Mobutu accusé de haute trahison

Le Haut Conseil de la République (HCR) a décidé d'engager une procédure devant la Cour suprême de justice contre le président Mobutu qu'il accuse de « haute trahison ». La décision a été prise après l'adoption du rapport d'une « commission spéciale » qui tient le chef de l'Etat pour responsable du « blocage du fonctionnement des institutions à tous les niveaux ». Toutefois, la procédure de mise en accusation par la Cour suprême n'a pas été clairement définie.

La centre-ville de Kinshasa et les quartiers périphériques sont restés déserts, vendredi 16 janvier, après l'appel à une opération « villa morte », lancé par l'« Union sacrée » qui rassemble les mouvements d'opposition au président Mobutu. Cette journée n'a été marquée par aucun incident. Seules de rares barricades ont été érigées dans quelques quartiers populaires. - (AFP)

POLITIQUE

La préparation

M. Chirac défend un « sage pragmatisme » sur la cohabitation

Le Mouvement national des élus locaux (MNEL), qui rassemble, sous la présidence de M^{me} Alice Saunier-Séité, les représentants de l'opposition de droite, a tenu, samedi 16 janvier à l'hôtel de Ville de Paris, sa dix-septième journée nationale consacrée à la préparation des élections législatives. A cette occasion, M. Jacques Chirac, président du RPR, s'est dressé, un état du paysage politique actuel, qui se caractérise, selon lui, par un « effacement accéléré » du PS et par une « stagnation » du Front national. Quant aux écologistes, ils expriment des préoccupations qui concernent profondément nos concitoyens », pense le maire de Paris.

Face à ce tableau, l'opposition serait frappée par « certains doutes qui font qu'alternance ne rime pas toujours avec espérance ». Afin de lever ses doutes, M. Chirac a tenu à répondre à trois questions portant sur le programme du RPR et de l'UDF, sur l'union entre les deux formations et sur la cohabitation.

Convaincu de l'existence d'un « vrai programme d'alternance » et d'une union effective, M. Chirac a précisé sa pensée sur le troisième point, la cohabitation. Se gardant de prédiction politique et de « déclarations définitives », le président du RPR a choisi de faire appel, en premier lieu, à un « sage pragmatisme », avant d'estimer « regrettable d'avoir un nouveau débat au sein de l'opposition, comme au sein de (ses) formations ». Pour lui, « ce débat est quelque peu surréaliste, dans la mesure où nous avons des institutions que nous devons respecter ».

M. Chirac juge périlleux pour l'opposition de faire campagne en se fixant pour objectif de provoquer « une crise politique qui s'ajouterait à la crise économique ». Le président du RPR ne veut pas, cependant, s'enfermer dans une seule logique. « Nous devons faire, le moment venu, à-t-il conclu, ce qui sera le mieux pour la France ».

M. Marchais : « Nous ferons tout pour faire barrage à la droite »

M. Georges Marchais, qui commentait, vendredi matin 15 janvier, au cours d'une conférence de presse, les conclusions du comité central du PCF sur la préparation des élections législatives, a réaffirmé que la lutte contre la droite demeure la priorité politique de son parti : « Ce serait faillir la politique des communistes que de dire que nous tirons sur tout le monde - le PS, les écologistes - et que nous ignorons la droite. En fait, nous commençons par tirer sur la droite, et, dans le même temps, nous disons qu'il faut changer la politique actuelle ».

Interrogé sur l'éventualité d'un accord électoral avec le PS, le secrétaire général du PCF a répondu : « Au deuxième tour, nous ferons tout pour faire barrage à la droite, ce qui implique, bien évidemment, la réciprocité. Cela est clair ».

Le chef de file du PCF a affirmé, au passage, que M. Charles Fiterman lui avait « fait part de son regret » de n'avoir pas pu assister, jeudi, à la seconde séance de travail du comité central en raison de ses engagements.

dans la Loire, où il mène campagne, et il a précisé, à ce sujet : « Je lui ai posé la question : « Si tu étais là, voterai-tu le rapport ? » Il m'a répondu : « Oui ». Et lorsque je lui ai demandé si je pouvais faire état de sa réponse et la question m'était posée, il m'a indiqué que je pouvais le faire. Cela ne signifie pas la disparition de divergences entre Charles Fiterman et notre politique ».

Des propositions reliées par un « fil rouge »

M. Marchais a confirmé, d'autre part, que sa propre candidature aux législatives dans le Val-de-Marne avait suscité des réticences chez certains militants de sa circonscription : « C'est vrai que dans le passé on a souvent parlé d'unionisme, mais, en fait, cela n'a jamais existé, à-t-il indiqué. Il y a toujours eu, dans un parti comme le nôtre, des opinions différentes, voire des divergences. (...) Il s'est, en effet, trouvé des camarades pour penser qu'un autre candidat serait mieux. Cela est normal. A Villejuif, à Cachan, à Gennevilliers, cela a été le fait d'un très petit nombre. A Arcueil, d'un peu plus, mais la grande majorité des communistes de cette ville s'est déclarée favorable à ma candidature ».

M. André Lajoie a profité de cette circonstance pour présenter une série de propositions qui constituent la plate-forme de campagne du PCF et qui ont en commun, selon le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, d'être reliées entre elles par « un fil rouge : celui qui unit la justice sociale et l'emploi, la démocratie et l'efficacité économique ».

Sur le terrain social, les candidats communistes mèneront campagne, notamment, pour la semaine de travail de trente-cinq heures, pour le droit à la retraite « complète » à soixante ans, pour la multiplication « par quatre » de l'impôt sur la fortune, pour le relèvement du SMIC à 7 500 F et pour « exonerer immédiatement de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation les revenus inférieurs au SMIC ». Ces propositions représentent, par ailleurs, les actualités, le programme arrêté en décembre 1990 par le vingt-septième congrès du parti.

A. R.

POINT DE VUE

A victoire annoncée, responsabilité anticipée

par Jacques Barrot

L'EFFONDREMENT du socialisme dans une crise sociale et morale plus encore qu'économique ouvre vraisemblablement la voie à une large victoire de l'opposition. Mais qui dit victoire annonce-t-elle aussi responsabilité anticipée. D'abord vis-à-vis des Français, souvent désabusés, ensuite vis-à-vis des partenaires internationaux de plus en plus inquiets de l'avenir de l'Europe. Plutôt que les discours d'un gouvernement en fin de course, ce sont désormais les positions des dirigeants de l'opposition qui seront observées à la loupe pour tenter de savoir où ira la France...

La perspective de la cohabitation suscite une curiosité bien légitime. Qui ne souhaite pas au fond de lui-même une clarification précoce que, dans nos institutions, seule une élection présidentielle permet d'obtenir ? Avec son exécutif à deux têtes, la cohabitation constitue une incertitude institutionnelle. L'opposition doit, bien sûr, souligner ce handicap initial qui ne peut que grever une alternance de plein exercice. Mais cette question ne pourra se dénouer qu'au dernier moment dans une sorte de face-à-face entre l'opposition française et le président. Mieux vaut donc ne pas laisser s'enliser chaque matin le débat électoral dans des scénarios refaits et défaits à l'issue introuvable. Mieux vaut ne pas se limiter à une croisade anticohabitationniste qui donnera aux Français le sentiment que tout se réduit à une question de prise de pouvoir au détriment de leurs problèmes et de ceux de la France. Les Français et le monde attendent mieux de nous. De la qualité, de la cohérence de notre discours d'aujourd'hui dépendra demain la réussite de notre action en même temps que la qualité de la France.

Le débat qui s'est ouvert sur le monnaie illustre bien : cette sorte de succédané du débat qui a entouré la ratification de Maa-

tricht entraîne, selon les conclusions qu'on en tire, des conséquences très différentes, voire opposées. C'est pourquoi il doit être tranché clairement et sans trop attendre. Certes, personne n'avoue explicitement vouloir revenir au passé, aux manipulations monétaires à la baisse pour relancer nos exportations.

Mais on évoque ici et là le retour au flottement du franc, comme si cette forme d'indépendance économique momentanée et largement illusoire allait permettre de faire baisser les taux d'intérêt... C'est oublier qu'on ne peut s'affranchir de la euphorie et du coup de baguette magique. C'est refuser de voir que la sortie du système monétaire européen prendrait nécessairement l'allure, aux yeux des observateurs internationaux, d'un renoncement à vingt ans d'efforts passés pour construire une stabilité européenne attractive.

Le franc flottant, symbole d'une dérive

Pour quelques soulèvements momentanés, les futurs responsables de la France entendraient-ils prendre le risque d'un coup de bluff qui aurait vite fait de discréditer les joueurs qui l'auraient tenté ? Chaque hésitation détruit la confiance, chaque manipulation est un retour en arrière. L'écho de nos états d'âme, chez un cambiste new-yorkais comme chez un industriel de la France profonde, est révélateur. Le franc flottant, c'est le symbole d'une dérive, d'une France qui aurait largué ses amarres européennes pour aller au gré des courants. Questions et spéculations ne manqueraient pas de se multiplier. Ses dirigeants seraient vite accusés d'avoir sacrifié les disciplines d'une parité fixe par peur d'engager les grandes réformes de structure avant une élection présidentielle qui imposerait toutes les habiletés, toutes les précautions...

A l'inverse, l'assurance d'une ligne monétaire courageuse, qui correspond d'ailleurs aux performances de la France en matière d'inflation, attesterait que ses futurs responsables auront fait des choix de long terme et souligné leur fiabilité. La confiance internationale sera au rendez-vous et permettra à la nouvelle majorité d'annoncer un véritable plan de soutien aux investissements, gagé par des choix budgétaires courageux, assurés par des techniques bien connues de déductibilité fiscale ou de prêts bonifiés.

Ce qu'un gouvernement à bout de souffle ne peut entreprendre sans être suspect de faire feu de tout bois, une nouvelle majorité peut le faire : la résider la supériorité de l'opposition, capable, au lendemain des élections et dans un délai bref, de procéder à de véritables inversions de tendance. Elle pourra renverser l'actuelle situation, scandaleuse, où l'argent placé au jour le jour rapporte infiniment plus que les investissements ou l'épargne courageusement constituée et conservée. Le soutien sélectif à l'investissement et à nos entreprises, loin d'être un soulagement provisoire, donné à crédit, apparaît comme le fruit d'une volonté déterminée. Rassurer les Français par des perspectives claires, c'est la condition première pour leur proposer, le moment venu, les projets ambitieux de l'avenir.

L'opposition est investie, dès aujourd'hui, d'une responsabilité majeure : incarner l'espoir des Français et faire fructifier le crédit international de la France. Par-delà les victoires électorales, la vraie réussite se mesurera au redémarrage de l'économie française. C'est cette responsabilité que nous devons d'ores et déjà engager pour préparer un pouvoir neuf et cohérent.

Ce n'est pas au lendemain d'élections législatives qu'il faudra l'initier. Le temps presse. Il y va de la réussite de la France.

► Jacques Barrot est président du groupe UDC de l'Assemblée nationale.

EN BREF

o Alpes-Maritimes : la sœur de Jacques Médecin affrontera M. Estroni (RPR). - M^{me} Geneviève Médecin-Assemet, sœur de l'ancien maire de Nice, Jacques Médecin, et conseiller général (app. RPR), a annoncé, vendredi 15 janvier, sa candidature dans la deuxième circonscription, dont le député sortant, M. Martin Daugreilh (ex-RPR) ne se représente pas. Le RPR a désigné M. Christian Estroni, député sortant de la cinquième circonscription, M^{me} Médecin-Assemet se présentera sous l'étiquette « médecine » du Rassemblement par le sport, un mouvement créé par son père en 1945. - (Corresp. rég.)

o Hérault : M. Frêche (PS) ne changera pas de circonscription. - La commission exécutive fédérale du PS a confirmé, jeudi 14 janvier, la candidature de M. Georges Frêche, maire de Montpellier, député sortant, dans la quatrième circonscription de l'Hérault, où se présente également M. Gérard Saumade, président (PS) du conseil général, député sortant de la deuxième circonscription (le Monde du 15 janvier). M. Robert Navarro, secrétaire fédéral du PS, a estimé que M. Saumade s'était « de lui-même mis hors du Paris socialiste ». - (Corresp.)

o Ile-et-Vilaine : M^{me} Isabelle Thomas (PS) candidate à Saint-Malo. - M^{me} Isabelle Thomas, chargée de mission à la présidence de la République, a été désignée jeudi soir 14 janvier comme candidate du PS dans la septième circonscription (Saint-Malo) par les militants locaux du PS réunis en assemblée générale. Elle affrontera notamment M. René Couanau, député sortant (UDF-CDS), maire de Saint-Malo. Membre du comité directeur du PS, M^{me} Isabelle Thomas, qui fut l'une des animatrices du mouvement des lycéens et des étudiants en 1986, avait échoué aux élections législatives de 1988 dans la deuxième circonscription de Seine-Saint-Denis contre M. Eric Raoult (RPR).

o Sondage : M^{me} Chirac et Delors meilleurs présidentiables. - Selon un sondage Louis Harris publié dans l'« Express » du 13 janvier, M. Jacques Chirac, à droite, et M. Jacques Delors, à gauche, apparaissent comme les meilleurs candidats à l'élection présidentielle. Le président du RPR, avec 25 % d'avis favorables (soit deux points de moins qu'en septembre), devance M^{me} Valéry Giscard d'Estaing (17 %) et François Léotard (14 %). Il est largement en tête (39 %) parmi les sympathisants de droite. Le président de la Commission des communautés européennes recueille pour sa part 24 % d'avis favorables (soit trois points de plus qu'en septembre) contre 20 % à M. Michel Rocard et 14 % à M. Bernard Kouchner. Il est toutefois devancé d'un point par l'ancien premier ministre (26 %) contre 27 % chez les sympathisants de gauche. L'enquête a été réalisée par téléphone les 8 et 9 janvier auprès de mille sept personnes.

o Le projet de schéma directeur d'Ile-de-France rejeté par deux conseils généraux. - Le conseil général du Val-d'Oise a rejeté, vendredi 15 janvier, par 32 voix contre 7, le projet de schéma directeur pour la région Ile-de-France. Les vingt-quatre conseillers de droite, les sept communistes et un ancien MRG passé à Génération Ecologie ont voté contre. Le deuxième conseiller GE et les six socialistes ont voté pour. Le conseil général des Yvelines a également émis un avis défavorable par 34 voix contre 4 et une abstention. Le conseil régional d'Ile-de-France se prononcera le 28 janvier.

Essonne : Jean-Luc Rougé candidat du Rassemblement par le sport

Directeur technique national du judo, ancien champion du monde, Jean-Luc Rougé sera candidat aux élections législatives dans la cinquième circonscription de l'Essonne, sous l'étiquette du Rassemblement par le sport (RPS). Le député sortant est M. Michel Pelchat (UDF), qui avait battu en 1986, au second tour, l'ancien champion d'athlétisme Roger Bambuck, alors secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Jean-Luc Rougé sera l'unique représentant de ce mouvement, formé de responsables sportifs et d'athlètes, qui n'a réellement pris son envol que depuis quelques semaines. « En me soutenant, le Rassemblement par le sport veut montrer qu'il est capable de mobiliser autour de ses idées ceux qui

croient que le sport est un élément fort et que ses valeurs peuvent permettre la reconstruction de notre société malmenée », a affirmé le judoka en présentant sa candidature à Orsay.

Le RPS se situe en dehors des clivages politiques. « Les membres du RPS viennent de toutes origines politiques, excepté les extrêmes », a précisé le cavalier Joël Bouzou, champion du monde de pentathlon en 1987 et président du Rassemblement. « Je suis un délégué, ce qui compte, c'est ce que l'on fera après », a encore souligné Jean-Luc Rougé. Joël Bouzou a indiqué que le RPS sera présent lors du scrutin municipal et surtout à l'occasion des élections européennes.

P. De.

LIVRES POLITIQUES

La passion n'a pas, comme on sait, de mesure : elle peut se saisir des plus étranges objets. Aussi ne s'étonne-t-on pas de constater que l'Etat, « le plus froid des monstres froids », selon Nietzsche, puisse en déclencher d'efforts entières, d'amour ou de haine, indifféremment : c'est la marque d'un véritable objet de passion.

Un économiste distingué, suivant les critères universitaires, n'hésite pas, par exemple, à dire tout le mal qu'il pense de l'Etat : « la perversion du mal français ». René Maury usa de ce titre provocateur au début d'une curieuse analyse psycho-socio-économique d'après laquelle le salarié, sachant que sa carrière ne lui apportera ni le pouvoir ni la richesse, « ne peut donc véritablement qu'espérer de l'amour ». L'amour, oui, « situé au cœur de l'économie productive », de même que « la caresse partagée reste le fondement de l'ordre social ». Le malheur vient de ce que les salariés sont, aussi, frustrés sur ce plan-là, d'où leur propension à rechercher l'essentiel en dehors de leur vie professionnelle. Le travail est dès lors vécu et utilisé comme une forme de prostitution, et « l'Etat n'a de sens qu'en raison des carences de l'amour », ce qui le conduit, selon l'auteur, à conforter la système et à devenir, par excellence, le « grand proxénète ».

A partir de là et d'un appareil de données moins subjectives, l'auteur fait le procès de l'Etat en ce qu'il lui paraît incarner la quintessence des perversions de certaines sociétés par rapport à d'autres. Aux gaspillages et au racket du système étatique qu'il dénonce, il oppose la liberté d'un jeu économique fondé sur l'épanouissement dans le travail, la mobilisation de la base, l'effacement du salariat et de la pression

L'Etat, passionnément

fiscale. Il cite volontiers en exemple les performances japonaises, qui doivent tant au mode de fonctionnement des entreprises dans ce pays, mais dont on peut douter qu'elles s'accompagnent d'un épanouissement comparable des individus.

Robert Lion, qui s'est démis de ses fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations le 16 novembre dernier (voir dans le Monde du 1^{er} décembre : « Robert Lion ou l'art de la sortie »), incarne une passion opposée vis-à-vis de l'Etat. Une passion non dépourvue de trente ans de service public à des fonctions, il est vrai, passionnantes : directeur de la construction au ministère de l'Équipement de 1969 à 1974, délégué général de l'Union des HLM jusqu'en 1981, puis directeur du cabinet de Pierre Mauroy, premier ministre, de 1981 à 1982, jusqu'à sa nomination à la Caisse des dépôts. L'inspecteur des finances Robert Lion connaît donc bien l'Etat, du dedans et du dehors et c'est de cette expérience qu'il a tiré la matière d'un livre arrosé, et que voici, sur l'Etat passion.

L'intérêt de l'ouvrage est précisément dans l'engagement personnel de l'auteur et les lignes qu'il a retenues de ses échecs et de ses succès au fil d'une carrière qui est loin d'être achevée. C'est une chance, écrit-il, que de diriger un morceau d'Etat. Il semble que Robert Lion l'ait, chaque fois, saisie avec audace. L'audace est, au reste, l'une des recettes qu'il préconise aux patrons du service public, les autres étant la durée, « car le temps long autorise l'action », la possibilité de s'appuyer sur une équipe de son choix et la définition d'un projet.

Si sa passion demeure, c'est

parce qu'il croit aux vertus d'un renouveau de l'Etat, au moment où celui-ci paraît handicapé dans son environnement européen par son modèle jacobin et ses traditions régalien. Cependant le besoin d'Etat ne disparaît pas, au contraire, devient la nécessaire adaptation aux règles de l'Europe : il doit être satisfait autrement, par un Etat fort, musclé, tout en se faisant plus léger, plus tonique, plus performant. Comment cela ? L'auteur préconise des ministères ultra-légers, fonctionnant comme des administrations de mission (à l'instar de la DATAR), une déconcentration élargie au profit d'établissements publics, d'offices, d'agences et des préfets de région ; une décentralisation plus poussée vers d'autres secteurs (l'université, le logement social) et vers d'autres bénéficiaires que les collectivités locales (des associations, des corps intermédiaires, missionnés pour des tâches précises). Il lui paraît nécessaire de réduire les échelons d'administration locale (le fin du département ?) et de définir la taille critique de certaines collectivités, telle la région. D'une manière générale, Robert Lion estime que l'Etat, mauvais patron, mauvais actionnaire, a intérêt à confier par contrat les tâches de gestion à des mandataires et à jouer la carte du partenariat.

L'auteur affirme qu'il faut bousculer le mode de sélection des hauts fonctionnaires, en modifiant l'enseignement de l'ENA et en empruntant des patrons du secteur privé, et revoir le statut de la fonction publique. Il suggère de l'assouplir à l'extrême pour les titulaires et de la changer pour les nouvelles recrues, sur la base de concours plus décentralisés et plus professionnels et de contrats

ANDRÉ LAURENS

de dix ans sans reconduction assurée mais avec des rémunérations comparables à celles du privé. Tout cela est possible, assure-t-il, sans dépenses supplémentaires, dans le cadre de projets et de contrats, l'autonomie financière permettant de financer les surcoûts par les gains de productivité. Ces réformes, conclut Robert Lion, n'ont pas besoin d'une grande loi : elles sont à la portée du gouvernement qui voudra, demain... Mais qui devra affronter l'inertie et la culture d'un Etat dont les serveurs ne sont pas tous acquis aux vertus d'un autre management.

La grande loi à laquelle il vient d'être fait allusion est celle de 1982 sur la décentralisation. Dix ans plus tard, un colloque organisé à Marseille par l'Institut de décentralisation a fait, avec une volonté prospective, le point sur l'application de cette réforme. L'essentiel des travaux est repris dans un ouvrage publié sous la direction de Michel Crozier et Sylvie Trossa. Michel Crozier souligne, justement, la nécessité de changer la nature de l'Etat central, dont le système de commandement hiérarchique ne correspond plus à une société moderne et à l'industrialisation dans le réseau des liens internationaux. A sa suite, les contributions à ce bilan prospectif avancent de nombreuses idées sur la constitution d'autres pouvoirs, la fonction partenariale de l'Etat et l'adaptation à l'Europe des divers niveaux d'une nouvelle hiérarchie des responsabilités.

► L'Etat maquisard, de René Maury, Albin Michel, 296 pages, 120 F.

► L'Etat passion, de Robert Lion, Pion, 214 pages, 92 F.

► La Décentralisation, réforme de l'Etat, sous la direction de Michel Crozier et Sylvie Trossa. Editions Pouvoirs locaux, 2, rue des Longs-Prés, 92100 Boulogne, 218 pages, 150 F.

شخصيات

POLITIQUE

des élections législatives

Les métamorphoses de Pierre Bérégovoy

Suite de la première page

Pas mondial, très attaché à sa famille - trois enfants et cinq petits-enfants - avec laquelle il défend une maison à la campagne, ne quitte jamais son bureau après 20 heures, restant chez lui en portant lui-même son gros cartable rempli de dossiers. Pierre Bérégovoy serait ainsi, regardant, le soir, la télévision, lisant des romans policiers, faisant des mots croisés. Grand amateur de football et de parties de belote, de gastronomie - mais il se surveille - et de chansons françaises. Pierre Bérégovoy passerait, si l'on y prenait garde, pour un Français bien ordinaire. Ne rechignant pas à valser avec sa femme, Gilberte, jusqu'à 4 heures du matin en compagnie de Charles Trenet - son chanteur préféré - qui n'a pas manqué de lui présenter en exclusivité son prochain album dans un restaurant parisien; cuisinant lui-même des brochettes au barbecue, le tablier décoré d'une grande tête de Mickey, tout en charriant son ami Alain Ayache, le patron de l'hebdomadaire *Le Meilleur*, qu'il invite en week-end dans sa résidence secondaire en Normandie et qu'il trouve parfois un peu court sur les bêtises. Lui, Pierre Bérégovoy, l'un des hommes politiques à qui l'on prête le moins d'humour!

Tranquille; il y a en réalité de la fausse sérénité chez cet homme à l'organisation parfaitement rodée, une nature sans doute inquiète, sans cesse en éveil, à l'image des innombrables sondages qu'il consulte dans ses poches et des moments qu'il consacre chaque dimanche à observer ses concitoyens à Nevers: «A la manière dont ils me disent bonjour, je sais si la semaine a été bonne ou non. Si l'Unité détermine les yeux ou fait un salut moins chaleureux, je dois deviner pourquoi, une mesure ou une déclaration qui ne passe pas...» A l'âge aussi de ces insomnies qui tarbustent certaines nuits, cette manière d'anticiper, d'être toujours prêt, travaillant sur ses dossiers après les soirées, se levant dès 5 heures et demie du matin afin de lire les journaux, écouter les chroniques des radios, peaufiner les dernières notes, préparer un petit-déjeuner à sa femme - un rituel - et prendre de court tous ses collaborateurs lorsqu'il arrive à 8 heures au bureau.

L'homme est réputé pour ses goûts de l'adversité, les trajectoires et les tentatives. «Il est d'un grand sang-froid dans ces moments-là, il ne se départit jamais de son calme. Il y a réusé même une surprenance», résumant, unanimes, ses nouveaux et anciens collaborateurs.

C'est «avant tout un excellent tacticien, un homme de rapports de force, d'homme un représentant de la haute finance qui le connaît bien. Il fonctionne comme dans une équation où il se dit à lui-même: «Je suis la puissance, et il ira la chercher, il la montera au front, négocier avec elle ou la combattre par surprise, épauler toujours».

L'homme, lui, semble surtout convaincu par l'évidence du chemin parcouru, oscillant entre la modestie et le sentiment d'une singularité supérieure, cette assurance que lui confère sa propre trajectoire: quelque chose qui pourrait ressembler de l'excellence, une performance qui n'aurait rien d'alexandrine, tenant du travail, de la patience et d'un caractère trempé par les circonstances. Certains diront dicté par les circonstances, laissant entendre que l'homme est agile et sait se fondre dans la fluidité des temps qui changent.

Pourtant rien, a priori, n'allait encourager «le petit Russe blanc», comme on l'appellait à l'école primaire, à une pareille destinée. Dans les années 20, son père, ukrainien, capitaine du tsar en exil, et sa mère, normande, tiennent un café-épicerie à Derville-Rouen, dans la banlieue industrielle rouennaise. Les Bérégovoy s'affairent dès 6 heures du matin, servant aux ouvriers du coin les «café au petit sou», du nom de la raclette de calva qui adoucit les fonds de tasse. Le soir, l'épicerie fonctionne tard: les quatre enfants, Pierre, Adrien, Michel et Jeanine, s'en iront vivre dès l'âge de cinq ans chez la grand-mère maternelle, M^{me} Emma Baudouin, à La Vauquière, un village de campagne à quelques kilomètres de là.

Le petit Pierre y est «élevé d'une main de fer», se souvient René Hanbert, un copain d'école. La grand-mère est veuve de guerre, «pleine de caractère, jamais un sourire, redoutable travailleuse». Les revenus sont modestes. Chaque soir après l'école, les enfants Bérégovoy sont de corvée: jardi, cueillette de «Pieris à l'apais». Bon élève, Pierre Bérégovoy est l'éternel troisième de sa classe et voue une admiration

fallait s'y plier. Un jeune ne pouvait pas s'imposer comme ça, il devait d'abord se soumettre à une longue période de mise à l'épreuve, c'était normal.»

A la même période, Pierre Bérégovoy se voit refuser son entrée dans la franc-maçonnerie. Celle-ci tentera plusieurs fois de le rattraper mais Pierre Bérégovoy se rebelle en fin, très fin négociateur, au point de presider la délégation socialiste. «Il ne résistait pas, c'était un dur. Il était résistant, et à la différence d'autres socialistes, il nous inspirait une certaine forme de respect, peut-être à cause de ses origines», se souvient Charles Fiterman, son interlocuteur au PCF.

Déjà, Pierre Bérégovoy marquait François Mitterrand à la trace et deviendra une sorte d'expert dans la lecture «du dit et du non-dit» présidentiel de Maitignon. Aux commandes de Maitignon, les records lui en seront reconnus, l'invitant tous les vendredis matins à 9 h 30 pour une séance spéciale, sans boucle de cristal. «Il nous donnait des conseils formidables et nous faisait de très sages erreurs», explique Jean-Paul Huchon, l'ancien directeur du cabinet de Michel Rocard. «C'était un véritable chiquetier, il avait raison neuf fois sur dix sur le décodage des décisions et des stratégies du président.»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»



ciné par le personnage: «Il m'a appris à travailler pour lui. A tenir quatre ans, rédiger une note pour Mitterrand, il m'a donné sa confiance, et ça, c'était, cela reste inestimable.»

1958 et ses ébullitions, le retour du général, la gauche française traversée par les courants de la rénovation, la période des alliances, des appareils de partis, des stratégies, des fusions et des défections. Pierre Bérégovoy est un poisson-pilote dans cette manœuvre en effervescence: du PSA au PSU, puis au tout nouveau PS. Savary, Mauroy, Mitterrand. «Il o toujours été dans le sillage de quelqu'un, et à chaque fois il en est parti au bon moment», dit machinalement un ancien dirigeant du PSU. «Ce n'était pas des lâchages, ses fidélités n'avaient pas l'air de l'esprit de chapelle, s'efforçant d'expliquer son ami Régis Paraque, aujourd'hui conseiller spécial du premier ministre. Sa conviction, c'était Mitterrand. Son ralliement tardif à François Mitterrand, Pierre Bérégovoy «devra l'expliquer pendant toutes ces années 70», se souvient un de ses compagnons au secrétariat national: «Il était sérieux, habile, assez terne. Personne n'aurait parié sur lui pour une grande carrière. Il avait un discours roboratif d'eau tiède. Sa volonté de puissance était cachée, peut-être n'était-elle pas revêtue: il faisait modestie, raisonnable, bon sens, mais c'était un homme de bon sens. Il était utile avec sa sagesse populaire. On le consultait, et petit à petit il est devenu un homme de conseil.»

Homme de conseil et d'appareil, Pierre Bérégovoy n'est pas pour autant rompu au terrain électoral. Il s'y essaie, une nouvelle fois. Il échoue aux élections législatives de 1973 dans la circonscription de Brive-la-Gaillarde, où les militants locaux, sous l'influence de Roland Dumas, se seraient livrés à quelques coups bas contre lui. Puis c'est l'implantation ratée à Maugey pour les municipales de 1977.

«François Mitterrand m'a appris à anticiper»

«A cette époque Bérégovoy n'a plus d'autre salut: il est condamné à devenir un rouage indispensable dans l'appareil de François Mitterrand», explique un ancien conseiller de l'Elysée. Tout en refusant de devenir un permanent du parti - il entend poursuivre sa carrière à Gaz de France et gravir, un à un, tous les échelons, pour terminer directeur adjoint d'une filiale en 1978 - Pierre Bérégovoy joue et gagne à ce jeu du double. Il s'impose, travaille, dévoile ses ressources de grand organisateur, ne dédaignant pas l'ombre et les besognes pré-gratification - le suivi et les réponses au courrier adressé au parti - et devient le «ministre des affaires étrangères» du PS, assurant le contact avec les syndicats et les multiples associations qui gravitent autour de la structure socialiste. Il lui faut du temps encore pour arriver à la reconnaissance du futur président. François Mitterrand n'a pas oublié que ce lieutenant à l'apparence disciplinée avait voté contre lui au congrès d'Epinay. «Il appréciait chez Bérégovoy ses qualités d'organisation, sa méthode, sa régularité

de coureur de fond, mais il se demandait s'il pouvait lui accorder une confiance totale», se souvient un ancien secrétaire national.

Celle-ci naîtra définitivement au moment des négociations sur la rationalisation du programme commun. Pierre Bérégovoy se rebelle en fin, très fin négociateur, au point de presider la délégation socialiste. «Il ne résistait pas, c'était un dur. Il était résistant, et à la différence d'autres socialistes, il nous inspirait une certaine forme de respect, peut-être à cause de ses origines», se souvient Charles Fiterman, son interlocuteur au PCF.

Déjà, Pierre Bérégovoy marquait François Mitterrand à la trace et deviendra une sorte d'expert dans la lecture «du dit et du non-dit» présidentiel de Maitignon. Aux commandes de Maitignon, les records lui en seront reconnus, l'invitant tous les vendredis matins à 9 h 30 pour une séance spéciale, sans boucle de cristal. «Il nous donnait des conseils formidables et nous faisait de très sages erreurs», explique Jean-Paul Huchon, l'ancien directeur du cabinet de Michel Rocard. «C'était un véritable chiquetier, il avait raison neuf fois sur dix sur le décodage des décisions et des stratégies du président.»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

«François Mitterrand m'a appris à raisonner toujours à distance, à anticiper, à méditer à l'avance, à ne pas voir ce qu'il y a devant soi, mais à voir ce qu'il y a derrière soi, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions, à ne pas se laisser emporter par les émotions...»

rapports de force du moment: sa doctrine, il la fait après coup», lui reprochent ses adversaires socialistes.

Il est vrai qu'à l'instar des socialistes au pouvoir l'homme a évolué, au point d'en incarner le mieux sans doute les diverses métamorphoses. Prenant un «mouvement historique de rupture avec le capitalisme» et une «stratégie de front de classe» dans les années 70, n'est-il pas adalé, en 1985, par l'établissement, au point d'être élu «homme financier de l'année» pour avoir entrepris les réformes du marché des capitaux, relancé, modernisé la Bourse, «ce que ses prédécesseurs aux finances n'avaient jamais osé faire depuis dix ans», s'exclame, réjoui, un grand patron français proche du RPR? Lui qui, aux côtés de Gaston Deffere et de Pierre Mauroy, réussit à convaincre François Mitterrand d'inscrire à son programme, en 1978, une augmentation du SMIC de 37 % au grand dam des experts économiques du PS, sera de tout son poids en 1981 pour faire payer, les trente-sept heures de travail sur la base de quarante heures et milia en 1983 pour une sortie du franc du SME, n'est-il pas aujourd'hui devenu le «paragon du franc fort», pour reprendre l'expression d'un socialiste débauché, l'homme de la bonne gestion, l'«apollon de la rigueur» et l'euro-péen convaincu?

«Seul contre tous»

«Avoir toujours raison, c'est avoir tort», répète-t-il aujourd'hui, laissant entendre que, s'il n'a pas cessé d'appréhender, il renoue plus que jamais avec la source de son engagement politique, ce mendésisme éternel d'illusions, s'interdisant une politique sociale «avec de la monnaie de tige», ne trahissant pas avec l'inflation, «ce n'est pas un jeu sur les paniers», et se déclarant «profondément touché» à l'idée d'être accusé d'avoir perdu, en cours de route, une identité d'«homme de gauche».

N'ayant jamais fondé une école au sein du PS, Pierre Bérégovoy a ainsi appris à avancer «seul contre tous», «s'engageant dans des murs de méfiance et de défiance» selon plusieurs anciens collaborateurs, «tellement blinde à force d'évoluer dans un monde où l'antipathie n'est pas une valeur fondamentale», au point d'être «parfois cassant, très blessant, autoritaire». Bérégovoy, mystérieux, secret et pudique, capable dans certains cas de débarrasser les relations humaines de toute dimension affective, d'être fonctionnel et expéditif, dans d'autres d'être «attentif aux détails de la vie des uns et des autres, sans être jamais patronal».

L'homme apparaît masqué, une suspicion instinctive à l'égard des intellectuels et une blessure jamais refermée. «Très tôt il o eu conscience de sa propre valeur. Elle était évidente, mais longtemps ses pairs ne l'ont pas reconnue, et il se trompait. C'est ce mélange de lucidité sur lui-même et d'ambitions jamais réalisées à temps qui l'a conduit à avoir une attitude très critique à l'égard des autres. Dès les années 70, peu de gens trouvaient grâce aux yeux de Bérégovoy, ce qui ne facilitait pas son insertion et ce qui o bûli sa réputation d'homme suffisant. Mais c'était injuste», analyse un ancien expert économique du PS.

«Autodidacte, il donne l'impression d'être sans cesse obligé de se prouver et de prouver aux autres qu'il est à la hauteur. Et d'ailleurs, c'est comme ça qu'il a évolué. Sans doute, cela a été d'évoluer avec la certitude d'être le meilleur tout en sachant qu'il n'occuperait jamais le premier rang», confie un d'anciens membres de son entourage. «A la limite, il serait plus équilibré dans sa relation avec l'adversaire qu'avec le partenaire, qu'il aura tendance à peu écouter, car, avec l'adversaire, il n'a aucun complexe ni de problème de rivalité», poursuit l'un des ses «partenaires» socialistes de l'établissement financier.

«Regardez ses chaussures!»

Ainsi Pierre Bérégovoy subit-il les similitudes de cette course à la reconnaissance d'origine. En 1981, il se voyait déjà à la tête d'un grand ministère social quand le président lui répétait, énigmatique, quelques jours avant le scrutin du 10 mai: «Bert, si on gagne, vous resterez auprès de moi, hein?» «Le lendemain des élections, nous l'attendions dans un café. Il est revenu de l'entre-venant le président tout déçu: il venait d'être nommé secrétaire général de l'Elysée. Il ne s'était pas rendu compte que c'était, vu la période très politique qui s'annonçait, le deuxième poste de la République!», se rappelle un équipier du staff de la

campagne présidentielle. Puis en 1982, quelques jours après sa nomination au ministère des affaires sociales, il reçoit des dirigeants syndicaux, qui l'écourent, estomaqués: «Cette nuit, j'ai fait un rêve. J'ai rêvé que j'étais nommé premier ministre de la France, et j'ai senti ce qu'il fallait faire pour sortir le pays des difficultés!» Pierre Bérégovoy sera ensuite plus discret sur les ambitions qui le tentaient, encaissant les successives nominations à Maitignon de plus en plus mal, intériorisant une déférence réelle à l'égard du président en déclarant un brin fataliste: «Le président ne m'a pas donné ma chance, mais il en a le droit. C'est comme ça, cela ne se discute pas.»

Il reste qu'encre-temps le ministre de l'économie et des finances s'est construit au niveau international une image de référence, tirant une certaine fierté de faire partie du cénacle des grands décideurs du sort de l'économie mondiale. Une fois encore, Pierre Bérégovoy ne savourera pas totalement le triomphe et les honneurs. Les scandales des débits d'initiales sur Pechiney et la Société générale débouchant sur l'implication de ses deux anciens directeurs de cabinet, Jean-Charles Naouri et Alain Boubill, ne peuvent épargner le ministre.

Le monde des affaires et de la politique s'était habitué à voir en Pierre Bérégovoy un homme prudent, méditant et rusé. Il découvre que le ministre n'est pas à l'abri d'une certaine naïveté ni d'excès de confiance, au point de croire qu'il est facile de désintéresser, par un raid boursier, le noyau dur d'une banque récemment dénationalisée; au point de ne pas s'inquiéter non plus de la présence de l'homme d'affaires Samir Traboulsi dans les négociations sur le rachat par Pechiney de la société American Can. Mais, soupçonné par la justice d'avoir été à l'origine des fuites qui ont permis le délit d'initiales, le self-made man libanais n'était-il pas, depuis 1981, un ami du ministre? Enigmatique amitié, qui ne s'explique pas seulement par les multiples services que Samir Traboulsi aura rendus à l'Etat français dans ses relations avec le Proche-Orient depuis 1981 - notamment pour des contrats d'armement et les négociations sur la question des otages, mais peut-être par le charme d'un homme dévoué et homme à l'entregent, s'étant lui aussi bâti à la force du poignet. Pierre Bérégovoy lui remet, le 3 octobre 1988, la Légion d'honneur «dans un excès d'élégance et de sincérité angossant pour ceux qui l'écourent», se souvient un témoin. «Croyez-vous qu'il est malhonnête?», interroge aujourd'hui Pierre Bérégovoy.

Celui-ci aura tenu bon, presque par miracle, vivant l'éclat des affaires et ses mises en cause indirectes comme autant d'«injures»: «Je savais qu'en politique les coups bas étaient permis. Je me suis dit: tu n'as rien à te reprocher, tiens bon, ça passera.» Pierre Bérégovoy tonne d'oublier aussi la petite phrase de Pierre Joxe, une défense maladroite, non dénuée d'un vague mépris, lorsque celui-ci déclara: «Pierre Bérégovoy est un ancien mécano. S'est-il enrichi? Allez voir son appartement, ses meubles, regardez ses chaussures, ses chaussures, ses chaussures!» Des chaussures, le futur premier ministre en recevra par dizaines des quatre coins du pays. Pierre Bérégovoy les confiera aux compagnons d'Emmanuel de l'abbé Pierre et n'en garda qu'une paire, aux couleurs de la France.

L'ancien mécano s'en trouva davantage endurci, peut-être plus secret, «d'autant moins son ombrage qu'augmentant», assure un proche. Dans son bureau de Maitignon, l'homme retrouve ses accents de modestie, se dévoile un peu et parle de cette inévitable angosse qui a accompagné chacune de ses promotions, de cette audace aussi qu'il a fallu, comme autant de sauts dans l'inconnu. Pierre Bérégovoy ne semble jamais oublier le passé. En 1981, accueillant son frère Michel au «Château», il s'était déjà exclaimé: «Pieris à l'apais». Des chaussures, le futur premier ministre en recevra par dizaines des quatre coins du pays. Pierre Bérégovoy les confiera aux compagnons d'Emmanuel de l'abbé Pierre et n'en garda qu'une paire, aux couleurs de la France.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Dialoguez avec Philippe Seguin

Aujourd'hui, êtes-vous de droite ou de gauche?

Faut-il intervenir en Bosnie? Votez en direct

3617 POLITIQ

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Entendu sur les comptes de Lugdunum Finances

M. Pierre Botton met en cause la gestion de M. Bernard Tapie à La Vie claire

Entendu le jeudi 14 janvier par le juge Philippe Courroye sur les comptes de la société Lugdunum Finances, M. Pierre Botton s'est vu notifier une nouvelle inculpation d'abus de biens sociaux au détriment de cette société, dont il était le PDG, constituée en novembre 1991 pour racheter La Vie claire. A cette occasion, l'homme d'affaires lyonnais, qui, avant son inculpation, avait menacé de révéler «des choses [qu'il] n'aurait pas dû voir» au sein de cette entreprise (le Monde du 13 novembre 1992), a mis en cause la gestion de M. Bernard Tapie, propriétaire de La Vie claire et ministre de la ville.

LYON

de notre bureau régional

«Un petit Starvsky». L'expression glissée naguère par un homme de robe pour qualifier M. Pierre Botton pouvait faire sourire. Aujourd'hui, certains sourires ont tendance à se figer tant les «dégâts» causés par les révélations ponctuelles de l'homme d'affaires lyonnais paraissent devoir s'étendre. Le parfum de scandale que l'ancien «faiseur de mairies» diffuse de plus en plus généralement, à chacune de ses extractions de la prison Saint-Joseph de Lyon, s'insinue dans de nombreuses sphères de la société : médiatique, économique, politique.

En s'en prenant, jeudi, à M. Bernard Tapie, M. Botton n'a pas vraiment surpris les connaisseurs du dossier. Ceux-ci savaient que «l'indemnité forfaitaire transactionnelle et définitive en réparation du préjudice subi», de 5,5 millions de francs (déjà versée à hauteur de 2 millions de francs, les 3,5 millions restants faisant l'objet d'une clause d'arbitrage), prévue lors de la résiliation, le 19 août 1992, du contrat de cession de La Vie claire, était loin d'avoir vidé la querelle entre les deux hommes.

C'est pourtant sur ses propres acrobaties supposées au sein de Lugdunum Finances que M. Pierre Botton a été principalement inter-

rogé six heures durant, en présence d'un seul de ses cinq défenseurs, M. Frédéric Pons. Dans cette société anonyme financière qui n'associait aucun pharmacien à son capital (de 250 000 francs) et ne comptait aucun salarié, mais dont M. Charles Giscard d'Estaing avait accepté d'être l'un des administrateurs (le Monde des 5 et 31 décembre 1992), M. Botton est soupçonné d'avoir laissé un compte courant débiteur de 2,5 millions de francs. Il a en outre facturé à Lugdunum des notes d'honoraires, dont le total dépasserait 2 millions de francs, et qui paraissent pour le moins «excessives» aux enquêteurs.

Un «canard boiteux»

Avant le rachat de La Vie claire, conclu le 20 février 1992, qui représentait pour lui une montée en puissance dans le monde économique, M. Pierre Botton n'a pas pris la peine de faire réaliser l'audit qui s'impose en pareille circonstance. Il s'est contenté de demander à Charles Giscard d'Estaing de rédiger un document, présenté aux banques, portant sur la situation financière de La Vie claire, «après examen des bilans de la société et de la situation de trésorerie». Examen trop superficiel? Confiance aveugle? Bien que la SDBO, filiale du

«Ça ne m'intéresse pas!»

Interrogé samedi matin à son domicile parisien, M. Bernard Tapie s'est refusé à entendre l'énumération des accusations portées contre lui par M. Botton. «Ça ne m'intéresse pas», nous a-t-il interrompu. Ça ne m'intéresse pas du tout. BT Finances, ce n'est pas une société qui concerne M. Botton, La Vie claire, non plus. Il ferait mieux de dire comment il a fait pour payer les campagnes électorales de ses petits copains. M. Botton peut dire ce qu'il veut, je vous la répète, ça ne m'intéresse pas le moins du monde, ni de près ni de loin. Pour moi, M. Botton est un

crédit à peu près égal à zéro. «Même si l'on dit que j'étais homosexuel, n'en tenez pas compte, à encore ironisé M. Tapie. Je vous jure que c'est pas vrai... La bave du crapaud... vous connaissez la formule. Maintenant, quand même, pour votre gouverneur, la seule réponse que je puisse faire est la suivante : c'est que BT Finances est une société que j'ai ne préside plus depuis près de deux ans; quant à La Vie claire, cela doit faire quatre ans et demi qu'elle est autonome avec une direction totalement décentralisée. Donc, un, ça ne m'intéresse pas; deux, ça ne me concerne pas.»

La contestation du nouveau code de procédure pénale

Plus de soixante magistrats ont demandé à être déchargés de leurs fonctions d'instruction

Le mouvement de contestation du nouveau code de procédure pénale se poursuit. Huit nouvelles demandes de décharge d'instruction demandant à être déchargés de leurs fonctions d'instruction sont ainsi parvenues vendredi 15 janvier à la Chancellerie. Ce jour-là, en début de soirée, le ministère de la justice comptabilisait soixante-deux demandes individuelles de ce type. Une

vingtaine de demandes supplémentaires, annoncées jeudi 14 janvier par les juges des tribunaux de grande instance de Bobigny et de Toulouse, devraient parvenir ce week-end au ministère. L'attitude des magistrats refusant d'appliquer un loi votée par le Parlement fait cependant l'objet de critiques, y compris dans les rangs de la magistrature.

POINT DE VUE

La République et ses juges

par Yves Lemoine et Frédéric Nguyen

La loi du 4 janvier 1993 sur la réforme de la procédure pénale n'est pas libérale, loin de là. Elle doit donc être appliquée de façon loyale et complète par ceux que la République a recrutés, formés et rémunérés : les juges d'instruction. Ceux qui osent s'élever contre la souveraineté nationale clairement exprimée sont des factieux. Si l'Etat et le régime se respectaient, ils en tireraient les conséquences et donneraient immédiatement suite aux demandes de décharge de fonction présentées par les juges d'instruction. Cinquante ans après que tous les magistrats, à une exception près, eurent été appliqués sans état d'âme ses lois scélérates, il s'en trouve aujourd'hui pour invoquer une clause de conscience contre une loi qui ne porte atteinte qu'à leurs prérogatives et tend — fort mal — à élargir le champ des libertés.

Fort mal, en effet. Pierre Arpailange eut le grand mérite d'engager un débat de fond sur la procédure pénale. Ce fut à l'honneur de ce gouvernement. Le rapport Dalmas-Marty répondit à cet objectif, quelle que soit l'opinion qu'on puisse por-

ter sur ses développements et propositions. Les successeurs de Pierre Arpailange n'ont tiré aucun bénéfice de ce travail important. Il fallait éviter l'ambition de poser les fondements d'une vraie réforme de la procédure pénale en tranchant les questions essentielles : le statut et les prérogatives du ministère public, le contrôle de l'action de la police judiciaire, l'équilibre entre les impératifs de l'ordre public et les droits des citoyens, le maintien ou la suppression du juge d'instruction.

Or, le projet gouvernemental et le travail législatif ont été bâclés, les problèmes de fond ont été escamotés, les contradictions internes et les erreurs de plume abon-

■ La Ligue des droits de l'homme : «Pas de juges au-dessus de la loi». — «Dans une société démocratique, le métier de magistrat consiste exclusivement à appliquer la loi. Les juges qui refusent de le faire portent atteinte à la séparation des pouvoirs dont ils se prévalent par ailleurs, en s'érigeant en juges du législateur, déclare dans un communiqué la Ligue des droits de l'homme (LDH). Ils nuisent à la crédibilité et à la légiti-

mité de leur fonction en laissant croire à l'opinion qu'ils peuvent décider a priori qu'une loi est ou n'est pas applicable avant même son entrée en vigueur». Déplorant, enfin, que des juges «versent dans les démons du corporatisme», la LDH estime que la réforme du code de procédure pénale, «en dépit de ses insuffisances, contient d'importantes mesures en faveur des libertés individuelles».

Ce n'est cependant pas une raison pour que des juges perdent toute considération des valeurs et principes républicains.

► Yves Lemoine est juge à Paris et Frédéric Nguyen juge d'instruction à Paris, membre du Syndicat de la magistrature.

Meur, rien n'interdit au parquet de Lyon de transmettre, à toutes fins, à celui de Créteil les éléments du procès-verbal qui pourraient motiver des vérifications à travers une enquête préliminaire.

Réquisitoires supplémentaires

Loi de La Vie claire, deux sociétés du groupe Botton intéressent particulièrement ces jours-ci les enquêteurs. Le parquet de Lyon a, à la demande du juge Courroye, déposé des réquisitoires supplémentaires concernant des faits nouveaux d'abus et de recel de biens sociaux au préjudice de Lugdunum Finances et surtout de Vivien SA — principale source des «largesses» de M. Pierre Botton. Le magistrat instructeur pourrait être amené à procéder à de nouvelles auditions.

Des personnalités des médias non citées jusqu'ici devraient faire partie de ces nouveaux «témoins». Une trouvaille des policiers et d'un expert financier va peut-être éclairer de nouvelles pistes. En 1988 et 1989, Vivien SA réglait simultanément les loyers de trois appartements parisiens : celui de l'avenue Paul-Doumer, dans le 16^e arrondissement, résidence principale de M. Pierre Botton et siège, notamment, de Lugdunum Finances, mais aussi de deux appartements moins identifiées, l'un boulevard Malesherbes et l'autre rue de Solferino, qui auraient pu constituer une permanence électorale. Des vérifications sont en cours.

L'application immédiate, à compter du 1^{er} janvier, d'une nouvelle disposition du code de procédure pénale — la suppression du «privilège de juridiction» qui imposait le «dépassement» d'une affaire mettant en cause certains des juges des officiers de police judiciaire — élargit le champ d'activité légal du juge en charge du dossier. Il est ainsi plus que probable désormais que, dans les semaines à venir, le magistrat instructeur sera amené à entendre M. Michel Noir, maire de Lyon, dont le nom apparaît à plusieurs reprises dans les pièces de la procédure en cours.

ROBERT BELLERET

Les explications de M. Michel Noir

LYON

de notre bureau régional

M. Michel Noir, que nous avons joint samedi matin 16 janvier à propos des dernières développements de l'affaire Botton, nous a déclaré que son «apparentement de fonction» «était au 9 de la rue Solferino» à Paris lorsqu'il était au ministère du commerce extérieur. Il a refusé de nous préciser dans quelles conditions il avait conservé cet appartement et comment les loyers avaient été payés de juin 1988 jusqu'en mars 1989. Il nous a seulement indiqué que lorsque «Pierre Botton cherchait un appartement à Paris, il avait vu le propriétaire de cet appartement». Quant au procureur général de Lyon, M. Jean-Louis Nadal, il nous a déclaré samedi matin : «Aucun commentaire ne peut être fait en l'état sur la nature des investigations entrainées par ce réquisitoire supplémentaire».

ROBERT MARMOZ

■ Un nouvel attentat commis à Nice a endommagé la maison d'arrêt. — Un attentat à l'explosif visant la maison d'arrêt de Nice, dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 janvier, a provoqué d'importants dégâts matériels sans faire de victime. Une charge explosive de forte puissance, déposée au pied d'un mirador, a creusé un trou dans la chaussée et a endommagé une voiture stationnée à proximité.

■ L'éruption du volcan Galeras en Colombie. — Le bilan de l'éruption du volcan colombien Galeras, situé près de la ville de Pasto, à 700 km au sud-est de Bogota (le Monde du 16 janvier), s'alourdit. Selon les autorités locales, ce sont finalement onze personnes qui auraient trouvé la mort au cours des trois explosions brutales émises par le cratère. La plupart des victimes sont des volcanologues qui faisaient partie d'un groupe d'une vingtaine de personnes venues observer le Galeras.

POLICE

Trois meurtres depuis le début de l'année

En Corse, la violence criminelle se banalise

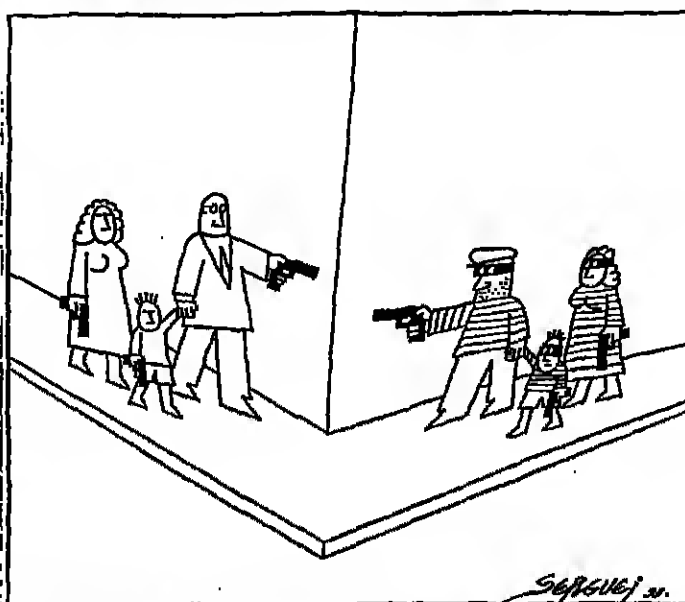
Trois meurtres ont été commis depuis le 1^{er} janvier, à Ajaccio, à Pila-Canale et à Luciana. Autant d'affaires qui illustrent la banalisation de la violence criminelle en Corse. Deux des hommes recherchés, Serge Codacci et Henri Herpding, dans deux de ces affaires de meurtre, se sont constitués prisonniers vendredi 15 janvier au palais de justice d'Ajaccio. Ils ont été inculpés d'homicide et d'écroués.

Sous la rubrique des règlements de comptes pourrait ainsi être classé le meurtre d'Ours-Meric Luiggi, tué d'un coup de fusil de chasse, samedi 9 janvier, à Luciana (Haute-Corse). C'était du bar de l'aéroport de Bastia-Poretta, l'homme était connu des services de police pour ses relations avec la bande bastiaise de la «Brise de

banale querelle de chasse surgie entre le frère jumeau de Tony et le meurtrier présumé. Deux jours plus tard, une nouvelle altercation mettait aux prises Tony et ce dernier, qui sortait un revolver de calibre 7,65 et blessait mortellement le jeune homme avant de prendre la fuite.

En Corse, l'usage des armes tend à devenir la règle, comme l'a montré la troisième de ces morts violentes, survenue le 7 janvier dans un bar d'Ajaccio. Un homme de vingt-deux ans, Philippe Herpding, aurait alors montré un revolver 357 Magnum à un consommateur assis. Un coup de feu serait parti accidentellement, tuant le consommateur sur le coup.

Cette accélération de la chronologie sanglante intervient après le record d'homicides enregistré en 1992 (40 meurtres, après 23 en 1991). Le basculement de l'île dans



mer», dont les activités criminelles en Corse et sur le continent ont marqué les années 80. Si l'enquête de la gendarmerie vient étayer cette hypothèse, la disparition d'Ours-Meric Luiggi relèverait donc du banditisme classique, qui, en Corse, reste la première cause d'homicides.

«Dérive mafieuse»

Au chapitre des querelles de famille, peut être répertorié, de son côté, le décès de Tony Santoni, vingt-six ans, survenu le 3 janvier à Pila-Canale. Originaire de ce village proche de Sartène, l'auteur présumé des faits serait un cousin de la victime, appartenant à une branche familiale qu'un problème d'indivision foncière opposait de longue date à celle de Tony.

Cette rivalité ancestrale avait été ravivée, le 1^{er} janvier, par une

la criminalité est illustrée aussi par la multiplication des attaques à main armée (260 en 1992, soit six par semaine), de plus en plus souvent accompagnées de prises d'otages, et par l'envoie des attentats par explosifs (569 en 1992, au lieu de 453 l'année précédente), fréquemment liés à des tentatives d'extorsion de fonds.

«La montée de la grande criminalité en Corse devient de plus en plus insupportable», s'est inquiété, début janvier, le procureur de la République d'Ajaccio, M. Pierre-Yves Radiguet. Cette banalisation de la violence place en effet la Corse au deuxième rang de la criminalité délinquante Paris. Les plus hautes autorités judiciaires de l'île tirent le signal d'alarme en soulignant les risques de «dérive mafieuse» (le Monde du 3 octobre 1992) que fait peser cette criminalisation sur la Corse.

E. In.

Les failles de l'Etat de droit

par Erich Inciyan

A la panoplie classique des indicateurs économiques et sociaux, tout observateur des réalités corse doit ajouter une série de diagnostics rendant compte de la criminalité. L'état de droit, la norme des homicides avait frappé les esprits au point de justifier un comité interministériel, qui, le 19 août 1992, adoptait un plan renforçant le dispositif policier en Corse. Du moins était-il alors possible de mettre en cause les effets de la «surpopulation» actuelle sur la recrudescence de la délinquance et de la criminalité. L'hiver venu, un nouvel effacement du baromètre criminel vient souligner l'impulsivité de l'Etat et des Corsas à restaurer la paix publique sur l'île.

Le plan du 19 août a certes été appliqué. Une note d'anciens juges de police judiciaire, venus de Paris, Lyon ou Marseille, font le va-et-vient entre le continent et la Corse, tentant de passer inaperçus sous un déguisement de touristes. Un groupe commun à différents services policiers a déjà permis de geler des opérations immobilières — complexes touristiques et golfes — soupçonnés de servir à «blanchir» de l'argent sale. Enfin, deux Compagnies républicaines de sécurité (CRS) sont venues en renfort de maintien de l'ordre. Mais, d'évi-

dence, ces ripostes policières n'ont pas empêché la Corse de sombrer davantage dans la criminalité.

«L'Etat de droit ne règne plus en Corse», soulignait, début janvier, M. Christian Rayseguel, procureur général près le court d'appel de Bastia. Le propos surprend lorsqu'il émane d'une autorité garante de cet Etat de droit. Du moins s'appuie-t-il sur un diagnostic lucide qu'un seul exemple — directement à l'origine de la chronique meurtrière des derniers jours — permet d'illustrer : la suramplification individuelle des Corsas. «Il faut en finir avec les incohérences du passé et les pseudo-raisons culturelles», a dit M. Rayseguel. Toutes les personnes surprises en infraction sur la législation sur les armes seront défilées au parquet, inculpées et écrouées.

Autant dire que ce n'était pas le cas avant. La jurisprudence établie par les juges locaux reflète, sur ce point comme sur d'autres, une compréhension confinant souvent à l'impunité. Devant l'aggravation de la délinquance et de la criminalité, la moindre des choses serait pourtant d'appliquer la loi, avec la fermeté exigée par le respect de l'Etat de droit.

هنا من الأخبار

CARNET DU MOI
Région
40-65-29

SOCIÉTÉ

POLICE

Le démantèlement d'un trafic de cocaïne

Le réseau « Morane »

Un réseau de trafiquants de cocaïne destinée à des membres de la jet-set parisienne a été démantelé par les enquêteurs de la 6^e division de la police judiciaire (DPJ) de la préfecture de police de Paris. Saad Bedadi, une figure des nuits « branchées » de la capitale, a été inculpé d'infractions au trafic de stupéfiants et de recel de vols, et écroué vendredi 15 janvier, par le juge d'instruction Olivier Deparis.

Avec ses étoilés de l'show-biz et ses traînées de cocaïne en guise de Vols lactée, la nuit parisienne tourne autour de la viellie lune du banditisme. Un club d'échangisme du quartier de l'Opéra était l'un de ces lieux où s'opéra la jonction entre un milieu de « branchés » fortunés et le milieu tout court. Vedettes des écrans (petites et grandes) ou des rings (un ex-champion du monde, des organisateurs de rencontres) et barytons du barreau (y compris des pénalistes) gravitaient autour du maître des lieux, Saad Bedadi, un Algérien de trente-neuf ans plus connu sous le nom de « Morane ».

Repris de justice

Pour ajouter à l'excitation de ces soirées, d'incontestables repris de justice y vandaient à prix fort - 1400 francs le gramme - une cocaïne d'excellente qualité. Côté « milieu », l'entourage de « Morane » se composait en effet d'une équipe spécialisée dans la traite de stupéfiants. Deux fournisseurs des discothèques et des établissements de nuit parisienne à la pointe de la mode, Philippe Jacques et Gaëtan Muraccioli, ont été les premiers interpellés. Le 30 novembre, et écroués, Philippe Jacques a reconnu qu'il vendait jusqu'à 100 grammes de cocaïne en une soirée. Angèle, sa compagne, n'est autre que l'ancienne épouse d'un rasecapé de la French connection - Jacky Martin, assassiné à l'automne sur l'île de Beauté. Le trafic d'heroinait, semble-t-il, aux mailleuses sources puerales de la drogue venait de Colombes.

Au bureau du frère d'Angèle, employé à la Caissa des dépôts et consignations, les policiers n'ont découvert que

quelques grammes de drogue. Mais à son domicile ils ont tombés sur 1,4 kilo de cocaïne pure et sur soixante-dix cachets d'ecstasy (la « pilule d'amour », une drogue de synthèse). Au gré des auditions, les enquêteurs ont démontré que Muraccioli, portier-vidéor d'une boîte de nuit à Agen, en écoulait une partie dans des discothèques du Lot-et-Garonne. Surtout, l'enquête a permis de préciser le rôle de « Morane » - un « beau mec », comme disent les policiers pour parler des délinquants d'envergure - et de démontrer son réseau de blanchiment d'argent.

Trésor de bijoux volés

La nuit venue, ce royaume de l'échangisme dirigeait aussi une grosse société de protection anti-incendie. C'est au siège parisien de cette société, Mondial-Incendie, que « Morane » a été interpellé, lundi 11 janvier. En compagnie d'un industriel d'Alger, Mohamed Choukh, qui lui a servi de « prête-nom » dans une banque de Paris. Au moins 3,5 millions de francs versés en espèces ont circulé en 1992 sur le compte bancaire correspondant : resta à établir comment cet argent a été réécylé dans des placements immobiliers et financiers apparemment fructueux. Dans un coffre ouvert à la même agence bancaire, les policiers ont mis la main sur un petit trésor de bijoux volés (pour une valeur de 1,5 million de francs). Ce qui vaut à « Morane » et à Mohamed Choukh d'être inculpés de recel de vols.

Discrettement observés pendant des semaines par les « cabarets » - les inspecteurs chargés de surveiller les établissements de nuit à la brigade de répression du proxénétisme du 36, qual des Orfèvres - les consommateurs de cocaïne ne devaient pas être inquiétés. Survenant peu après l'inculpation de l'humoriste Pierre Palmade pour infractions à la législation sur la traite de stupéfiants (le Monde du 25 décembre), l'affaire « Morane » donne toutefois la tendance d'une répression policière qui n'entend pas se limiter aux héros manés des squets parisiens et des cités de banlieue.

E. In.

SPORTS

RUGBY : Le Tournoi des cinq nations

Mutations anglaises

L'équipe d'Angleterre, que le Quinze de France devait rencontrer samedi 18 janvier à Twickenham pour son premier match du Tournoi des cinq nations, a bénéficié des évolutions du rugby national pour s'installer à la première place de l'ovale européen.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Dans le stade de Twickenham, le modernisme n'en finit plus d'encorcer la pelouse. Après les tribunes sud et nord, c'est le stand qui vient de céder. Les vieux sièges en bois ont été vendus. La carcasse de l'arène, conçue par l'architecte Peter Jones, est adossée au fameux parking où ont lieu les pique-nique mondains d'avant-match. Mais dans quelques années elle pliera à son tour. Dans le musée de Twickenham, une maquette dévoile en effet les intentions de la fédération anglaise (RFU), propriétaire des lieux : à l'horizon de l'an 2000, l'enceinte ressemblera à un stade de football moderne, d'un seul tenant, doté de loges. La raison commerciale aura définitivement écarté le charme de l'ancien « carré de chaux » acheté en 1907 par un trésorier de la RFU. Le temple se sera fondu dans le paysage d'un rugby anglais profondément bouleversé ces dernières années.

Tout a commencé le jour où les Anglais ont constaté qu'ils ne pouvaient plus se contenter de l'orgueil d'avoir inventé le jeu. Il leur a fallu s'abaisser à cette tâche subalterne qu'il leur semblait déshonorante : ils ont construit un championnat à trois étages autour de leur ballon ovale, sans s'arrêter aux demi-mesures en vigueur de l'autre côté de la Manche. Pour s'affronter dans la première division, les treize meilleurs clubs du pays ont déchiré leurs vieilles flammes, une sorte de carnet de bal où figuraient toutes les rencontres amicales, imposées par la tradition, qui rythmaient la saison.

C'est en grande partie à cette formule élitiste (1), que l'équipe d'Angleterre doit ses deux grands succès consécutifs et sa place de finaliste de la dernière Coupe du monde. S'il n'est pas aussi popu-

laire que la Coupe, créée dans les années 70, le Courage Championship - éammandité, comme il se doit, par une marque de bière - a drainé les meilleurs joueurs vers les clubs de premier plan. « Ils s'affrontent plus souvent dans des matches acharnés », constate John Gassos, vice-président des Wasps (les Wasps), un des cinq clubs londoniens de l'élite. Ils veulent se mettre en valeur dans ce championnat, les clubs souhaitent éviter le relégation : le niveau du jeu s'est forcément élevé. Mais le championnat a également augmenté la pression financière autour des recrutements. Pour s'attacher les meilleurs rugbymen, certains clubs n'hésitent plus désormais à promettre de l'argent, en plus des avantages habituels.

Le professionnalisme en marche

Cette inflation provoque une crise de schizophrénie au sein de la RFU, où le conservatisme est traditionnellement élevé en art de vivre. D'un côté, les dirigeants co-blazer rouge favorisent le recrutement de haut niveau, qui a porté ses fruits en équipe nationale. Ils savent que les bons résultats ont élargi l'audience de leur sport. Emulation de la haute société, le rugby attire aujourd'hui davantage les classes moyennes, notamment à tra-

vers les retransmissions télévisées des grands événements de la saison. De l'autre, ils se raccrochent à la notion d'amateurisme, seule garante de l'identité de leur jeu.

Dudley Wood, le secrétaire général de la RFU, l'homme qui détient en fait le vrai pouvoir au sein d'une fédération qui change de président tous les ans, continue à proclamer sa méfiance envers la Coupe du monde, qui n'a « pas grand rapport avec l'esprit du jeu ». Il souligne le fait que, malgré l'argent qui circule, la grande majorité des joueurs exercent un vrai métier, loin des professions de façade qui se multiplient en France. La RFU souhaiterait surtout consacrer son argent à l'alimentation de son réservoir de près de 400 000 pratiquants et 1 700 clubs. Les prestigieuses public schools - les écoles privées - qui ont fourni des générations de joueurs n'y suffisent plus, et le rugby a été banni des programmes d'éducation physique de l'enseignement public. La fédération a donc consacré des moyens considérables à la création des écoles de mi-rugby au sein même des clubs. Pour attirer les jeunes, les éducateurs y racoquent la belle histoire de Jeremy Guscott, centre d'origine africaine, passé de la petite formation du club de Bath à la grande, championne en titre, et à l'équipe d'Angleterre.

L'exemple de Guscott, qui fait fructifier sa notoriété en posant pour des photos de mode, ou celui du capitaine Will Carling, sans doute le joueur le plus populaire de l'histoire du rugby anglais, montrent pourtant que la RFU aura du mal à échapper encore longtemps à ses contradictions. Ces joueurs d'un nouveau genre se sont inscrits plus dans la tradition de l'ovale, qui a toujours placé les individus au service du jeu. Ils ont réussi à s'approprier le rugby. Il suffit de les regarder s'entraîner selon les techniques les plus modernes pour comprendre que la joyeuse approximation des périodes précédentes n'est plus de ce monde. Il suffit de les entendre présenter leur nouveau sponsor, totalement indépendant de la fédération, pour comprendre que le professionnalisme est en marche. Premier en Europe grâce ses résultats, le rugby anglais pourrait également devenir le premier à s'affronter à ce tournant-là.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) La saison prochaine, la première division sera même réduite à dix clubs, qui s'affronteront en matches aller-retour. Jusqu'à présent ils ne se rencontrent qu'une fois par an, en alternant les terrains, sur le modèle du Tournoi des cinq nations.

La fin du Rallye Paris-Dakar

Bruno Saby le converti

A la veille de l'arrivée à Dakar, samedi 16 janvier, l'équipage français Bruno Saby-Dominique Serley (Mitsubishi Pajero) avait virtuellement assuré sa victoire dans le Paris-Dakar grâce à 1 h 13 min 5 s d'avance sur Pierre Lartigue-Michel Penin (Citroën ZX), avant la dernière épreuve spéciale de 60 kilomètres. La situation était semblable chez les motards, où Stéphane Peterhansel (Yamaha), qui précédait Thierry Charbonnier de 1 h 20 min 8 s, était en passe de remporter sa troisième victoire consécutive dans cette épreuve.

NOUAKCHOTT

de notre envoyé spécial

Des dunes roses au lever du soleil et encore meubles grâce à la fraîcheur de la nuit. Quelques palmiers à proximité d'un village encore endormi. Un oiseau coince entre des falaises noires de

quelque 200 mètres de haut. Il est des jours où les concurrents du Paris-Dakar se regrettent pas leur réveil matinal. Même Bruno Saby, l'hercule anxieux malgré son âge, semble euphorique. Profitant d'un long secteur de sable gris et dur, parsemé de croissants de dunes, le pilote grenoblois enchaîne à la perfection les portes de ce slalom géant en maîtrisant parfaitement ses dérapages.

Longtemps considéré comme un des meilleurs spécialistes du goudron après ses victoires dans le Tour de Corse (1986) et le Rallye Monte-Carlo (1988), le pilote Mitsubishi est en passe de devenir le roi de la terre, juste un an après sa reconversion dans les rallyes tout terrain. Bruno Saby n'avait pourtant jamais imaginé qu'il pourrait gagner le Dakar à quarante-trois ans. Jeune Grenoblois passionné de course, il ne rêvait que du Monte-Carlo qu'il disputait dix-sept fois. Longtemps, il a même pesté contre le Dakar qui occultait en notoriété le départ de son rallye préféré.

Après sa victoire dans le Tour de Corse avec une 205 turbo 16, Jean Todt lui avait déjà proposé une reconversion dans le Dakar. Il avait même effectué les pressions de la 205 Grand Raid, mais une proposition de Lancia l'avait incité à continuer sa carrière dans le monde des rallyes. Il a fallu l'annonce de l'organisation du Paris-Moscou-Pékin en 1991 pour l'inciter à se lancer dans l'aventure.

« Adolescent, j'avais été fasciné par la Citroën jaune de Citroën raconte-t-il. Je voulais partir sur les traces de cette épreuve mythique. J'ai tapé à toutes les portes. En vain. Je me suis résolu à acheter une Nissan pour le compte de ma petite écurie (Grenoble Auto-Sport). C'est alors qu'Ulrich Brehmer, le patron du service compétition de Mitsubishi, m'a proposé un volant au côté d'Hubert Auriol dans une équipe B. Le putsch en Union soviétique n'a pas permis le départ pour Pékin cette année-là. Ulrich Brehmer m'a engagé pour Paris-Le Cap ».

Au premier contact, Bruno Saby n'a pas été conquis. « À Syrte, le premier bivouac a été monté dans trente centimètres de boue. Je me demandais ce que je

ferais là. Aujourd'hui, je préfère rester sous la tente à côté des mécaniciens, plutôt que d'aller dormir à l'hôtel. De même, il a pris plaisir à éprouver de nouvelles sensations de conduite. « Le Dakar n'est pas plus dangereux qu'un rallye de championnat du monde où l'on doit parfois négocier un centimètre près un virage verglacé. On sort de ces spectacles-là vidé nerveusement. Le Dakar n'est pas plus fatigant car le rythme est moins soutenu et la pression moins forte. Plus les étapes sont longues et mieux elles m'ont réussi puisque j'ai gagné à El Golfa et à Adrar ».

Dans l'océan de dunes

Sur le Dakar, ce conseiller municipal de Grenoble, ami d'enfance d'Alain Carignon, a aussi découvert la solidarité et l'esprit d'équipe. L'euphorie nationale du départ d'Adrar n'a pas duré toute la journée. Confronté à un problème de différentiel l'obligeant à ralentir sa cadence et à une panne de son GPS (système de navigation principal), Bruno Saby a douté de sa victoire dans l'océan de dunes qui attendait les rasecapés à quelque 300 kilomètres de l'arrivée. La présence à ses côtés de l'autre Mitsubishi de l'Allemand Erwin Weber et de Stéphane Peterhansel pour rechercher quelques passages avec sa moto, lui ont permis de rallier Nouakchott avec moins d'une demi-heure de retard sur les deux Citroën ZX d'Hubert Auriol et de Pierre Lartigue.

Dès lors, la victoire à Dakar aurait un saveur particulière. « Le Monte-Carlo, je voulais d'abord le gagner pour moi, dit-il. C'était l'accomplissement d'un rêve de gosse. La victoire à Dakar, je la voulais surtout pour l'équipe et pour ma famille. L'entraînement leur fait vivre ces courses très différemment. » Bruno Saby espère aussi avoir bien d'autres occasions de rallier Dakar ou Pékin. « Si elle n'est pas encore malade, notre discipline est sévère : mais elle est trop belle pour qu'on la laisse partir. Il faut impérativement faire de nouvelles règles et provoquer une prise de conscience avant qu'il ne soit trop tard ».

GÉRARD ALBOUY

o PATINAGE ARTISTIQUE : championnats d'Europe. - Dmitri Dmitrenko a été sacré champion d'Europe de patinage artistique, vendredi 15 janvier, à Helsinki. L'Ukrainien devance deux Français, Philippe Candeloro et Eriq Millot. C'est la première fois depuis trente ans - après le double Alain Giletti-Alain Calmat, alors champion et vice-champion d'Europe - que deux Français montent ensemble sur le podium de ces championnats.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
L'ÉCONOMIE

CARNET DU Monde

Décès

- Ses amis ont l'extrême douleur de faire part du décès de

FRANCK BAYLE,

survenu dans sa vingt-septième année, le 5 janvier 1993.

Nous conserverons toujours son souvenir.

- M^{me} Denise Boucher, son épouse, Frédéric et Béni Hedenström, Xavier et Catherine Boucher, Stéphane et Marline Boucher, Sophie Boucher, ses enfants et beaux-enfants, Clothilde, Clémence, Agathe, Cyril, Anne et Pierre, ses petits-enfants, Michèle Boucher-Gorridge et ses enfants, ont le douleur de faire part du décès de

Christian BOUCHER,

survenu le 15 janvier 1993, à l'âge de soixante-dix ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi 20 janvier, à 15 h 15, au cimetière de Garches, où l'on se réunira porte des Quatre-Vents.

11, rue de la Porte-Jaune, 92380 Garches.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

- M^{me} Simone Couetta, sa sœur Les familles Eberhard, Jurmand et Lepen, ont le douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingt-dix-septième année de

M^{me} Odette EBERHARD,

de Lucan.

Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Gabriel, 5, rue des Pyrénées, mardi 19 janvier 1993, à 10 h 30.

Pas de fleurs.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Benoît Pierre Naccache, son épouse, M^{me} et M^{me} Samir Naccache, ses enfants, Mourir et Karine, ses petits-enfants, Les familles Homay et Guinhat, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

M. Benoît Pierre NACCACHE,

ingénieur de l'École centrale de Paris,

survenu à Antony, le 15 janvier 1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Antony (Hauts-de-Seine), en l'église Saint-Saturnin, rue de l'Église, le mardi 19 janvier, à 15 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation suivra au cimetière d'Antony.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, avenue Jean-Monnet, 92160 Antony.

- Les familles Depont et Noël, ainsi que ses amis, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de

Jacques DUPONT,

né à Bruxelles le 3 août 1948 et décédé à Paris le 15 janvier 1993.

L'inhumation, suivie de la dispersion d'urnes, aura lieu le 21 janvier, à 12 h 15, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Erratum

- Il y a un an, le 17 janvier 1992, gai, plein d'espoir et de projets, confiant en la médecine,

Pierre SAINT-AURET

était brutalement arraché à l'amour des siens en l'hôpital de Grasse.

« Pourquoi les meilleurs d'entre nous s'en vont-ils à nos yeux tandis que les autres continuent à prospérer ? Je vous salue. »

William Mac Iwanney,

Strangé Loyalties.

De la part de Françoise, Marc et Marina, ses enfants.

Résidence Emeraude,

34, avenue Roca-Blaquez, 06130 Grasse.

(Voir le Monde du 18 décembre 1992.)

Condoléances

- Profondément touchés du décès de

Marie-Martine CARMÉ,

sus amis et collègues du ministère des affaires étrangères adressent à sa famille leurs marques de profonde sympathie et s'associent à sa peine.

Anniversaires

- Le 18 janvier 1992

René MAINE

nous quitte.

Une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

- A l'occasion du dixième anniversaire de la disparition du

baron d'ARCY,

une messe sera célébrée le 19 janvier 1993, en l'église Saint-Hippolyte d'Eylau, à 12 heures, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré.

Conférences

- M. Jacques Lantier, administrateur général de la Coma-Française, prononcera, le samedi 16 janvier 1993, une conférence intitulée « Un parcours moléculaire », à l'issue de la Journée Moléculaire de Sorbonne, organisée par Patrick Dandrey (université Paris-III), qui se tiendra, de 10 heures à 18 heures, dans l'amphithéâtre Richelieu, 17, rue de la Sorbonne.

Entrée libre et gratuite.

CULTURE

MUSIQUES

L'opéra piquant du Sichuan

La Troupe n° 3 de Chengdu présente un spectacle tout en acrobaties et en finesse

LA LÉGENDE
DU SERPENT BLANC
ou Théâtre du Rond-Point

Une belle immortelle, Serpent Blanc (Chen Qiaoru), tombe amoureuse d'un séduisant arhat, un disciple de Bouddha, Branche de Cannelier (Sun Yongbo). En guise de représailles, Fahai - l'Océan de la Discipline - le moine qui veille au respect des lois célestes, expédie Serpent Blanc sur terre et rétrograde Branche de Cannelier au rang de simple mortel. Depuis toujours, l'immortel Serpent Blanc (Zhu Jiangou) aime Serpent Blanc. La créature se transforme en jeune fille (Liu Ping) afin d'accompagner la maîtresse de son cœur chez les humains. L'intrigue est lancée : Serpent Blanc va pouvoir poursuivre Branche de Cannelier de ses assiduités avec la complicité désintéressée et fidèle de Serpent Bleu.

Les retrouvailles terrestres - deuxième coup de foudre, deuxième série d'yeux roulés et de cris d'étonnement aigus - des deux tourtereaux ont lieu sur une harpe. Il y a de l'orage et il lui prête son parapluie. Ils se marieront, mais le moine Fahai ne cédera pas devant l'évidence de la passion. Avec ses géométries, son crapaud-magicien (l'excellent acteur Li Zenglin, qui signe aussi la mise en scène), les esprits du vent et du feu, de Raobu, le maître des transformations du visage, des fions gardiens des herbes miraculeuses, il viendra à bout de l'immortelle rebelle.

Cet affrontement de forces maléfiques, de symboles de la fécondité et de l'insaisissable passe par une débauche de couleurs (les costumes, les maquillages), de plumes de faisans longues et flexibles, de rites sonores, de pirotechnie en volute et de mimiques savantes. *Comme d'habitude* où l'opéra s'amuse beaucoup des malheurs du crapaud, clown magnifique (ainsi lorsqu'il est désarticulé après que Serpent Bleu l'a roué de coups), séduisant et virtuose d'acrobatie qui tient en haleine durant qu'il exécute, drame à suspens où les visages se figent, *la Légende du Serpent Blanc* est aussi une pièce musicale complexe. La voix des acteurs et l'orchestre (claqueuses, tambours, cymbales, gongs et hautbois *suona*, en tout cinq musiciens et deux chanteuses, dirigés par le maître tambour Chen Lisheng) s'y répondent, en marquant le pathétique et la permanence.

Nous sommes ici loie de Pékin. La Troupe n° 3 de Chengdu, capitale du Sichuan, au sud-ouest de la Chine, cooou pour la subtilité de



« La Légende du Serpent Blanc », comédie d'art et de pièce musicale complexe, au service d'une très ancienne légende chinoise

sa cuisine, a de l'humour. Telle est sa réputation. Au Sichuan, l'opéra pratique l'art de l'opéra dans un style très particulier, le *chunju*. Aux formes classiques de l'opéra chinois, traits communs à toutes les variétés régionales, de Pékin au Yunnan, se mélangent les chants de bateliers et rythmes entrecroisés évoquant la pluie, le tonnerre ou le vent. Cheo Lisheng, le directeur musical, et Li Zenglin (mise en scène) ont choisi de donner de l'ensemble une version épurée. « De se passer de la version *hollywoodienne*, des éclairages voyants, de l'inflation orchestrale qui sont le lot de toute représentation en Chine », explique François Picard, musicien et musicologue français, conseiller artistique de l'opération. Les voix sont aériennes, les éléments du décor d'une simplicité éloquent (une rampe jaune d'or pour figurer la harpe, deux chaises, deux rideaux...). Dès lors, on voit tout, on entend tout.

Vaincue, la femme-serpent se soumet. Au temps glorieux du communisme chinois, elle aurait gagné. Au moins pour la forme, la scène finale n'aurait admis que d'optimistes et tapageuses réconciliations : le sentiment de délice ou devait pas faire partie de l'imagination populaire. Mais Xu Feo, femme de tête, dramaturge et auteur du livret, a voulu inverser la vapeur en retrouvant le cours originel de cette très ancienne

légende chinoise, dont on trouve les traces dans un roman anonyme du temps des Ming.

Xu Feo a fait de Serpent Blanc, créature divine, double de pouvoirs surnaturels, une femme d'aujourd'hui dans une Chine « en voie aux plus grandes contradictions, et où le rôle de la femme doit encore beaucoup évoluer ». Amoureuse, libre, elle affirme le droit au choix. Dans l'ultime tableau (il y en a sept, de durées inégales), Serpent Blanc et Branche de Cannelier sont enchaînés à terre. L'opéra, écrit en dialecte du Sichuan, se termine sur un grand éclat de rire des vainqueurs. Un rire amer, menaçant.

Car qu'ont-ils gagné, ces serviteurs de la loi ?

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le Rond-Point Théâtre Renaud-Barrault. Jusqu'au 24 janvier, à 20 h 30, sauf les dimanches, à 17 heures. Tél. : 42-58-60-70. Tournée au France jusqu'au 26 février. Le 28 à Metz (l'Arsenal), le 27 à Reims (le Manège), le 28 à Belfort (le Granit), les 29 et 30 à Strasbourg (le Maillon). Album (avec intégralité du livret en français et en chinois) chez Bude Records. 1 CD 92555 distribué par Adès.

La Chine au Rond-Point

La Théâtre du Rond-Point, à Paris, consacre sa programmation du mois de janvier à la Chine, ce qui coïncide avec le Nouvel An chinois, qui sera célébré le 23, début de l'année du Coq.

Opéra : *Médée*, d'après l'œuvre d'Euripide. Opéra chinois du Hubei. Mise en scène : Luo Jinlin. Sous-titré en français. Du 26 au 31 janvier à 20 h 30.

Exposition : Zheng Peili, peintre et vidéaste. Jusqu'au 7 mars. Théâtre contemporain : Au bord de la vie, de Gao Xinglan.

Mise en scène d'Alain Timar, musique de Barre Phillips, avec Thérèse Roussel, Philippe Goudard et la danseuse Thi-Hia Luong, le 16 janvier à 19 heures.

Poésie : Du tao à nos jours, poèmes au nouvelles de Chine lus par Marianne Auricoste et Michael Longdale, le 17 janvier à 15 heures.

2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Retenue : 42-56-60-70.

L'art de jouer du sèche-cheveux

Trois jours de concerts et d'études sur l'environnement sonore urbain à Saint-Denis

Rien d'y fait ! Le bruit de la pluie ne se laisse pas facilement dompter. Les microphones les plus sophistiqués ne parviennent pas à en restituer l'enveloppe exacte ni l'éclat. Une limite technique qui semble presque rassurer le compositeur Nicolas Frize, qui ne veut pas de bruit et de tardifs réglages de « machine à guitare ». De cette belle construction instrumentale faite de flacons, de tuyaux de perfusion et de bassines pivotantes imbriquées dans un rudimentaire portique de bois, Jean-Pierre Drouot, en percussionniste averti, extrait une incroyable diversité de rythmes. La « machine à guitare » et ses consœurs, la « machine à souffler » et la « machine à tisser », regroupées au centre de la scène, composent l'instrumentarium réalisé par Claudine Brahms pour *Tout contre*. Cette partition pour trois cents interprètes (chœur d'adultes, chœur d'enfants, voix soprano et basse, cor, trompette, percussions, claviers, violoncelle, divers solistes, objets sonores et bandes magnétiques...). Frize la dédie à l'urbanisme : « Le ville est habitée de musiciens sans le savoir, qui la travaillent, vive, qui s'y déplacent, s'y réjouissent, s'y froissent et s'y cognent ».

Musiques de la boulangère, créée par Frize. Le projet d'*il faudrait s'entendre* repose sur un ensemble de réalisations pilotes concrètes, sur des actions dans plusieurs écoles, des enregistrements d'entreprises, un travail spécifique dans la station de métro Saint-Denis-Bastille, et des interviews sur le thème de l'écoute de plus de quarante salariés, alpiniste, compositrice, ou chef de gare.

Sis dans le bâtiment 215, un entrepôt en plein cœur du vaste espace des Magasins généraux de la Plaine Saint-Denis, le dispositif d'*il faudrait s'entendre*, dont la création musicale *Tout contre* est l'œuvre de temps forts, achève d'être installé. Nicolas Frize déploie de n'avoir pu, faute de temps et en raison de la dimension de l'entreprise, travailler plus étroitement avec la centaine d'enfants de sept à douze ans de l'école primaire Robespierre mobilisés dans l'opération. Des dizaines de vases, pots, bidons, de bruits, de réveils et d'horloges, d'aspérités et de sèche-cheveux attendent, sur les gradins délaissés par les choristes, d'improviser des prestations à venir.

JEAN-JACQUES LAROCHELLE

► *il faudrait s'entendre* s'articule autour de trois axes : un concert les 18 et 19 janvier à 20 h 30, le 17 janvier à 17 heures ; deux journées d'écoute, exposition sonore d'objets quotidiens, projection de films, paysages acoustiques, le 16 janvier de 10 heures à 19 h 15, et le 17 janvier de 14 heures à 16 h 10 ; et un forum en présence de M^{me} Ségoline Royal, ministre de l'environnement, Madeleine Rebérioux, historienne, de Louis Dandré, compositeur, Pierre Sansot, écrivain, Magasins généraux, bât. 215, 50, avenue du Président-Wilson, 93200 La Plaine-Saint-Denis. M^{re} Porte-de-la-Chapelle. Entrée libre.

L'amour des quatre oranges

La découverte d'un jongleur, artiste musicien

FESTIVAL SONS D'HIVER

Val-de-Marne

C'est un spectacle et un concert à la fois. C'est surtout un relais, des musiciens qui viennent et qui s'en vont, pour un récit en chapitres contrastés, où tout s'enchaîne admirablement entre vocalité, rythme pur, violence et humour, séquences d'apparences improvisées et petits jeux de ping-pong instrumentaux réglés au quart de poil, cela s'appelle *le Livre des traditions*, production de la Muse en circuit (1) accueillie opportunément à Vincennes, jeudi 14 janvier, dans le cadre de Son d'hiver, vaillant festival itinérant dans le Val-de-Marne.

Traditions ? Parce que les musiciens réunis par deux des patrons de la Muse (Luc Ferrari à la console et Henry Fourès au piano) ajoutent à d'évidentes affinités jazzistiques partages, des pratiques individuelles plus exotiques. Patrick Moutal joue du sitar indien, Carlo Rizzo de toute une collection d'extraordinaires tambours siciliens (l'un grande, l'au-

tre tonne), Benat Achary chante en basque de ces mélodies glissées ou rugueuses qu'on lui connaît, et sa façon de triller ou de lancer de la glotte des onomatopées en gloses rapides rappelle exactement le son aquatique et la virtuosité « vocale » du sitar de Moutal. Avec Andy Emmer, Fourès au piano dans un extraordinaire numéro de marteau-pilon, répétitions ultra-rapides à quatre mains ponctuées de clusters fous, de plus en plus écartelés dans l'espace et serrés dans le temps. Horowitz, le pianiste qui répétait plus vite que son ombre, est battu haut la main.

Et puis arrive Jérôme Thomas. Il a sous le coude trois balles, puis quatre, à peine grosses comme des oranges. Ce ne sont pas des objets qu'on lance. Ce sont des instruments qui répondent au tambourin de Rizzo, aux saxos de Jean-Paul Autio. Oui, ces oranges hooisantes comme des doubles croches, lancées très haut comme des aiguës, piquant une table sonorisée comme des pas de flamenco, sont à elles seules danse, rythme et bel canto. Moult dans ce ponton de marlou, inquiétant sous son bête basque, sorte d'Artaud de la ballé au bond, le jongleur joue avec art sa musique ballistique. Et c'est peu de dire que cette musique, avant lui, n'avait jamais existé.

ANNE REY

(1) Studio indépendant doublé d'une unité de recherche et de production.

Prochains concerts du festival Sons d'hiver : Les Folk Songs de Luciano Basso par l'Ensemble Laborintus, le 19, et Sylvain Kaasap Saxtat, le 22. 21 heures, cinéma le Casino, 94350 Villiers. Rés. : 46-88-87-37.

POUR VRAIMENT PROGRESSER EN ANGLAIS !

études et méthodes en pratique vos connaissances de 8h à 22h, en compagnie de professeurs anglophones, 65 heures de pratique par semaine !

CERAN-LANGUES

20101 PONTFRAISSY

01 46 30 20 35

01 46 30 20 36

Autres cours de langues résidentielles : allemand, japonais, espagnol, italien, néerlandais et français

THÉÂTRE

Tout mot est un danger public

Nathalie Sarraute ambassadrice extraordinaire dans l'enfer éternel de la parole

POUR UN OUI
OU POUR UN NON
à l'Européen

« Comme on respire ! » : ce sont les mots premiers venus, pour dire que nous faisons quelque chose sans y penser, spontanément. « Comme on respire » on avertit un verre d'eau, on met un pied devant l'autre, on repousse la porte derrière soi... Expression quand même très étrange. Car elle est employée là comme une équivalence de « pas grave », « sans importance », « qui va de soi ». Or, qu'il y ait de la respiration, c'est évident. On ne respire plus, c'est fini ! Kaput ! C'est donc comme on respire, sans réfléchir, naïvement (mais avec ce rappel de la mort sous le manteau) que nous disons « comme on respire », que nous expédions devant nous, en l'air, du matin au soir, des mots et des mots. On parle.

Et ici nous butons sur un « obstacle majeur », un très bel obstacle : Nathalie Sarraute. Elle est l'adversaire déclarée, inébranlable, de la « parole » (c'est Sartre qui, parlant d'elle et de sa bête noire, emploie ce mot emprunté à Heidegger). Elle ne laisse passer aucun mot comme on respire. Tout mot, même d'une seule lettre, doit subir un examen de passage qui peut durer des heures, des jours.

Chaque œuvre de Nathalie Sarraute est un règlement de comptes avec quelques mots qui s'étaient pas encore passés au crible : approche à pas de loup, investissement, et à l'issue du traitement complet, affichage de l'ensemble des dangers, malentendus, divorces, assassinats, dans quoi ce mot vous fera sauter, à pieds joints. L'un des voyages de Nathalie Sarraute a pour titre *Pour un oui ou pour un non*. Deux amis inséparables se disputent sur le mot « faut » et probablement désespérés à jamais, ils n'y sont pour rien. C'est le travail

abject (ne nous en étonnons pas), d'un commando spécial de trois mots nets et brefs, « c'est bien », qui ont porté une blessure si grave soit un susceptible, un coupeur de mouches en quatre, un jaloux, un persécuté. Pas du tout ! Il a été victime du poison (sans antidote) du mot, ce mal absolu, universel, total, transmissible (pas de préservatifs), ce poivre de la vie. D'ailleurs Sartre encore l'a dit : « Nathalie Sarraute a mis au point une technique qui permet d'acquiescer, par-delà le psychologique, la réalité humaine, dans son existence même. » (Rappelons en passant qu'elle est native d'Ankara, mais ça n'explique pas tout.)

Les deux amis, victimes innocentes des mots, offrent à des comédiens l'occasion rêvée d'exercer leur art. Plusieurs ont déjà relayé ce « numéro un » et « numéro deux » - c'est leur non - capables, comme tout un chacun, de mettre l'univers à feu et à sang « pour un oui ou pour un non » prometteurs de travers ou même pas. Aujourd'hui, un jeune metteur en scène, Francis Frappat, pas encore usé ni mélancolique, arbore la descente au fond du puits des deux acteurs tout jeunes aussi, Gilbert Desvieux et François Grosjean, il y a aussi une femme dangereuse, jouée par Nathalie Fillon, qui vient mettre son grain de sel, avec une présence si « physique » qu'elle fait planer le nuage d'un monde. Une chose à voir dans sa fraîcheur naïve, parce que passe la voix de Nathalie Sarraute, et son charme infini.

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 13 février. Les Bliet, 75017 Paris. Tél. : 42-27-26-81.

CINÉMA

Terreur et terroristes

Le 21^e Festival d'Avoriaz, qui a lieu du 16 au 23 janvier propose son lot de sang, de cris et de rires

Tout commence par un hurlement horrible - il y en aura bien d'autres - poussé par un malheureux sur qui des voyous barbares tapent à coups hruyants, auprès d'une créature replète gisant sur un lit d'eau. Au mur, l'effigie d'un glorieux athlète, censé représenter le tournoi. Les tournaient sont des handicapés physiques et mentaux - dont un cul-de-jatte sur une soucoupe volante et deux frères siamois - remplis de haine pour tout ce qui est beau, jeune et en bonne santé. Ils forment une bande de terroristes. « Action mutante », dirigée par un costaud dont la moitié du crâne ressemble à un dessin d'écorché. Il vient de sortir de prison, et sur le leitmotiv de la série *Mission impossible*, emmène sa petite troupe au mariage d'une riche héritière avec un imbécile.

L'histoire se passe en un temps indéterminé, dans un pays qui ne l'est pas moins, et où l'on parle espagnol, puisque c'est la nationalité du film d'Alex de la Iglesia, *Action mutante*. Un film qui doit tout à la BD : les cadrages, les distorsions de perspective et de couleur, la déglutition glauque des décors, la dissonance appuyée du scénario, le comique ravageur. Le seul but étant d'amener des péripéties délectables où des armes à multiballons et des bombes atomiques de poche font jaillir le sang en geyser.

Pour être efficace, la parodie, y compris dans le « gore », exige des points de vraie peur. Ici, dès que le délire s'atténue, on frôle l'ennui. Le manque de scénario et de personnages y est pour quelque chose. Et les comédiens, qui jouent comme à la télé, sans folie. Mais Alex de la Iglesia, lui, est un vrai cinglé que rien n'arrête, surtout pas les frontières du « bon goût ».

C'est tout le charme de son film, produit par les frères Almodovar, et présenté au 21^e Festival d'Avoriaz, en compétition avec d'autres « gors » : *Evil Dead 3*, du maître Sam Raimi, dont le héros, prisonnier du Roi Arthur, porte dans une main un fusil à canon scié, tandis que l'autre est remplacée par une tronçonneuse. Parodie, sang, sexe et carton-pâte, le « gore » est un genre pour lequel on ne fait pas dans le détail. Ainsi *Hellraiser 3*, l'enfer sur terre, pacte diabolique et fasciste d'une jeunesse inconsciente. *Dormir avec un vampire*, d'Adam Friedman, puisque cette année marque le retour des Carpathes, des comtes qui fuient la lumière et des châteaux-souris. *Braindead*, de Peter Jackson (Nouvelo-Zé-

lande), enchaînerait ou les membres punifiés secrètement un mal plus profond encore que la maladie. Et le *Docteur Ricus*, de Manny Coto, qui aligne quelques scènes « gore » au long d'un scénario feuilleton-ado.

Simelarte 2, de Mary Lambert, retrouve les ingrédients du premier, cimetière indien, religions disparues, morts qui reviennent... *Forress*, de Stuart Gordon, avec Christophe Lambert, brode sur l'univers concentrationnaire. *Doppelgänger*, d'Avi Nasher, explore les labrynthiques des identités démultipliées. De même *Candyman*, de Bernard Rose, sorte de Freddy non pas griffu mais muni d'un crochet. Là, on a à faire à du pur suspense, avec beaucoup de meurtres, avec toute la culpabilité « wau » envers les Nôans, l'esclavage, le désir, le sexe interdit. *Candyman* (Tony Todd) pourrait bien s'appeler *Comte Dracula* ou le Diable. Mais le Diable, le vrai, hante le film du Britannique Richard Stanley, le *Souffle du Démon*, et ne tue que les désespérés.

Avec *L'œil qui ment*, de Raul Ruiz, on va au-delà, dans les sphères des fantasmes et poésies surréalistes. *Le Tour d'écrin*, de Rusty Lemorande, est inspiré par l'histoire sulfureuse de deux enfants et de leur gouvernante, récit d'Henry James dont Benjamin Britten a tiré un opéra et Jack Clayton une première version avec Deborah Kerr. Mais il est hors compétition, avec *Chérie, j'ai agrandi le bébé*, de Randal Kleiser - suite du film où papa avait rétréci ses enfants - *Motorama*, de Barry Shils, ennuie, aventure et rapacité ; *la Renarde de Billy le Kid*, de Jim Groom, un Anglais naturellement plein d'humour. Le Billy en question est le rejeton d'une chèvre et de son berger. *Sex and Zen*, de Michael Mak, fantasme de Hongkong ; *Histoires de fantômes chinois 3*, suite des deux premiers ; *Tale of a Vampire*. Film anglais en dépit du nom de son réalisateur, Shimako Sato.

Les vampires classiques seront présents : ceux de Tod Brown (*la Marque du...*), de Henry Cass (*le Sang du...*), de Roman Polanski (*le Bal de...*), de Tobe Hooper (*le...*), de Salem, de Tom Holland (*Vous avez dit...*) ainsi que les *Dracula Père et fils* d'Edward Molinaro, celui de Paul Morrissey dédié à Andy Warhol, plus le *Prince des ténébre*, prince incontesté, incontestable de Terence Fisher : Christopher Lee.

COLETTE GODARD

LETTRES

La mort de Georges Mounin

Le vieux liseur têt

Le linguiste Georges Mounin, de son véritable nom Louis Lebouche, est mort le 10 janvier à Béziers, où il habitait. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. L'écrivain Franck Venaille lui rend hommage.

Georges Mounin assumait totalement la fonction première de l'intellectuel : dire, se prononcer sans équivoque sur la marche du monde, faire pénétrer clairement le lecteur dans la subtilité scientifique de ce qui était son territoire : la linguistique (il fut professeur à l'université d'Aix-Marseille), les problèmes théoriques liés à la traduction, la communication poétique.

Durant plus de trente ans, j'ai fréquenté cet homme modeste, bon, ouvert à toutes les formes de la création littéraire et, en même temps, sûr de sa vérité, tranchant dans la polémique, s'attaquant sans cesse à ceux qui, selon lui, se contentaient de flirter avec la linguistique sans en posséder les secrets d'une fréquentation intime.

Pourquoi était-il ce linguiste-là ? Pourquoi s'est-il transformé peu à peu en gardien du Temple ? D'où lui venait ce goût de la vindicte envers qui ne pensait pas comme lui ? Je ne le sais pas et, en même temps, une intuition me hante. Le communiste Georges Mounin, le communiste de la première heure trahi, donc déçu et secrètement amer, avait reporté sur une autre science exacte (la linguistique) la passion rigoureuse qu'il avait vouée au marxisme. C'était un homme de foi. Est-ce pour cela qu'il a si durement combattu Barthes, Lévi-Strauss ou Foucault au nom d'un dogme ? En tout cas, dresser l'inventaire d'une séméiologie de la communication le fascine.

«Avez-vous lu Char?»

Oui, «communiquer» était probablement ce qui a donné un sens concret à cette loquace vie de chercheur qui amassait les connaissances comme Harpagon ses pièces d'or. Mais Georges Mounin distribuait, donnait, et sa générosité intellectuelle et morale est évidente. L'homme qui, dès 1945, à travers ses articles de *Lettres françaises*, d'*Action*, et de *Temps modernes* apparaissait comme l'un des plus fins et brillants bretteurs de l'époque s'était transformé en pédagogue. L'Université française y a gagné un maître.

J'ai connu Georges Mounin, en 1954, dans cette colline d'Aix-en-Provence où il lisait et traduisait un poète de la marge et de la frontière, alors totalement inconnu ici.

Umberto Saba. Mounin connaissait bien l'avenir immédiat d'un jeune homme de ce temps : la guerre en Algérie. Ce futur signataire du Manifeste des 121 en souffrait, et il n'a toujours semblé qu'il traduisait pour mon seul réconfort les poèmes du Tzestini afin que leur lecture puisse, à-bas, m'apporter calme et instant de surris. Je cherche simplement à dire que Mounin, traducteur et critique, pensait constamment aux autres. Il n'avait pas la science égociste. Et c'est probablement cette attitude qui l'a conduit à rendre René Char lisible à tous dans son fameux *Avez-vous lu Char?* d'où il arrachait littéralement l'auteur du *Marteau sans maître* à ce qu'il est convenu d'appeler l'herméneutique.

Qu'est-ce qui fait d'un énoncé linguistique un poème ? Toute sa vie, durant toute son œuvre, Mounin s'est posé cette question. Elle l'a obsédé. Elle lui a permis d'écrire ses plus belles pages. Elle l'a conduit à se tromper et, parfois, à se montrer injuste. Chez lui, toujours, le désir de faire partager ses certitudes l'emportait sur la prudence. Il aimait. Il détestait. Il exprimait cela de son écriture nette et fluide, heureuse d'annoncer l'apparition d'un poète nouveau. Oui, on se sentait bien chez lui. Oui, il a vécu une vie digne, comme dérangée de toute bassesse. Il a aimé Char et Dante, Pierre Morhange et Lucien Becker, Malraux et Montale, Malajkowsky ou Pétrarque, pratiquant Shelley, Lucretius ou Pasternak à côté de Whitman. Il les lut dans l'ombre d'André Spire, de Georges Lotte, de Troubetzkoy, d'André Martinet et de Bachelard. Oui, c'était un homme pour qui l'outil linguistique ne freinait nullement l'émotion. Oui, il est mort en vieux liseur têt.

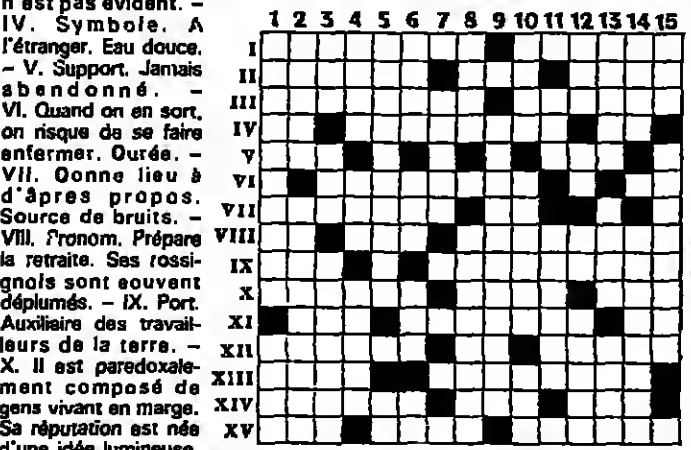
FRANCK VENAILLE

[Né le 20 juin 1910 à Vieux-Rouen-sur-Bresle (Seine-Maritime), fils d'un ouvrier verrier. Louis Lebouche avait commencé sa carrière comme instituteur, puis comme professeur à l'école normale d'instituteurs d'Aix-en-Provence. Sa rencontre avec René Char à l'Université de Sorbonne en 1940 avait inspiré son premier livre, *Avez-vous lu Char?* (1946). Engagé dans la Résistance et au Parti communiste, Georges Mounin, qui avait d'ailleurs été désigné comme candidat à la députation, a consacré l'essentiel de son œuvre aux questions de linguistique, notamment aux problèmes de la traduction. Ses livres les plus connus sont : *Les problèmes théoriques de la traduction* (1956), *Histoire de la linguistique des origines à 1900* (1967), *Sémantisme* (1968), *Introduction à la séméiologie* (1970), *La linguistique du XX^e siècle* (1972), *Linguistique et philosophie* (1975), *Linguistique et traduction* (1976), *La littérature et ses techniques* (1978), *Commentaire poétique* (1979).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5956
HORIZONTALEMENT

I. Curé de «campagnes». Parasite des cellules. - II. Est éventuellement plus en «train» les jours ouvrables que le week-end. Provoque l'agitation. Tire sur le cordon. - III. Agent travaillant à la commission. Certain, il n'est pas évident. - IV. Symbole. A l'étranger. Eau douce. - V. Support. Jamais s'en donne. - VI. Quand on en sort, on risque de se faire enrager. Ourde. - VII. Donne lieu à d'après propos. - VIII. Pronom. Prépare la retraite. Ses rossignols sont souvent déprimés. - IX. Port. Auxiliaire des travailleurs de la terre. - X. Il est paradoxallement composé de gens vivant en marge. - XIV. Sa réputation est née d'une idée lumineuse. - XV. Des nœuds. Auxiliaire d'un travail fait au poil. - 9. Pont leur pelote enroulant. - 10. Point trapu. Epicaire. Incite certains à ôter. - 11. L'or des conquérants. On peut lui devoir une belle chandelle. - 12. A l'étranger. Symbole. Odeur (inversé). Il en a entamé plus d'un au cabanon. - 13. Poisson. Commune. Ve à la mer. - 14. Ombre. Qualifie une industrie de couvertures. - 15. La première peut être aussi la dernière. Incorporés d'office.



1. Curé de «campagnes». Parasite des cellules. - II. Est éventuellement plus en «train» les jours ouvrables que le week-end. Provoque l'agitation. Tire sur le cordon. - III. Agent travaillant à la commission. Certain, il n'est pas évident. - IV. Symbole. A l'étranger. Eau douce. - V. Support. Jamais s'en donne. - VI. Quand on en sort, on risque de se faire enrager. Ourde. - VII. Donne lieu à d'après propos. - VIII. Pronom. Prépare la retraite. Ses rossignols sont souvent déprimés. - IX. Port. Auxiliaire des travailleurs de la terre. - X. Il est paradoxallement composé de gens vivant en marge. - XIV. Sa réputation est née d'une idée lumineuse. - XV. Des nœuds. Auxiliaire d'un travail fait au poil. - 9. Pont leur pelote enroulant. - 10. Point trapu. Epicaire. Incite certains à ôter. - 11. L'or des conquérants. On peut lui devoir une belle chandelle. - 12. A l'étranger. Symbole. Odeur (inversé). Il en a entamé plus d'un au cabanon. - 13. Poisson. Commune. Ve à la mer. - 14. Ombre. Qualifie une industrie de couvertures. - 15. La première peut être aussi la dernière. Incorporés d'office.

VERTICALEMENT

1. Salle prévue pour l'enregistrement du timbre et la vérification des registres. Jadis adoré. - 2. Dégénération recherchée au cours de certaines guerres. Décolorant naturel. - 3. Ne déteste pas trop le péché. Bénéficiaire d'une promotion de choix. Expressions de l'âme des poètes. - 4. Sa cuisine était essentiellement composée de lardons. Sonnet ou empêchement de se faire sonner. Coule de source. - 5. Pour celui qui entend avoir le dernier mot. Conjonction. - 6. Ours massif ou sur un globe. Chef d'atelier. Parvenu au bout du «port». Participe. - 7. Comme une gelée. - 8. Réuss. Coin.

Solution du problème n° 5955

Horizontalement

I. Révasser. - II. Etinceler. - III. Fat. Icône. - IV. Ulme. Ita. - V. Sa. Elonges. - VI. Go. Yens. - VII. Binette. - VIII. As. Nis. Do. - IX. Ste. Cel. - X. Tenture. - XI. Asa. Eupen.

Verticalement

1. Refus. Baeta 1 - 2. Etalagistes. - 3. Vite. On. ENA. - 4. An. Me. En. - 5. Scialytique. - 6. Sec. Osta. Ru. - 7. Eloigné. Cep. - 8. Remes. Da. - 9. Réuss. Coin.

GUY BROUTY

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 16 janvier

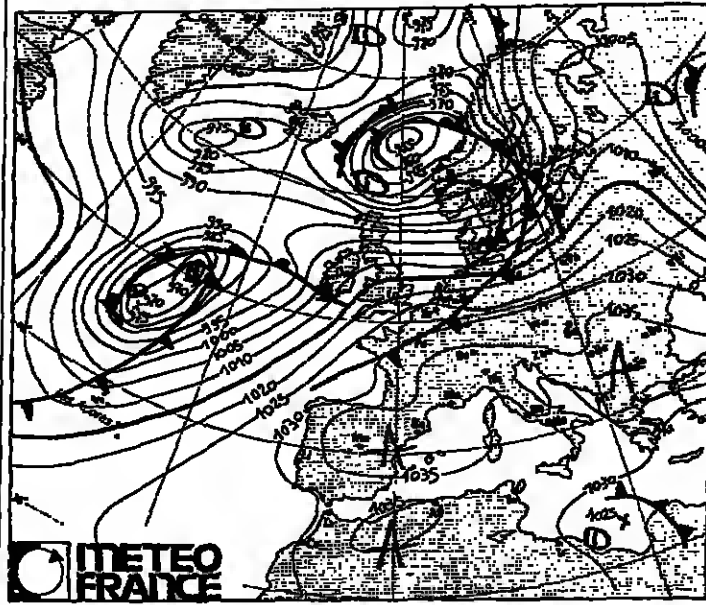
- TF 1**
- 20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Émission présentée par Philippe Bouvard. Avec Guy Montag, Michel Drucker, Sim. Jackie Sardou, Carlos, Philippe Castelli, Isabelle Mergault, Evelyne Leclercq, Laurent Baffie.
- 22.35 Téléfilm : La Visage du tueur. De Farhad Mann.
- 0.20 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : championnats d'Europe de patinage artistique, à Helsinki ; Coupe du monde de ski ; Super géant dames à Cortina d'Ampezzo, descente hommes, de Saint-Anton.
- 1.45 Journal et Météo.
- 1.50 Magazine : Le Club de l'enjeu.
- FRANCE 2**
- 20.50 Divertissement : Surprise sur prises. Présenté par Marcel Béauve et Georges Beller.
- 22.05 Magazine : Ardimat. Présenté par Thierry Ardisson.
- 23.10 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
- 23.30 Sport : Rugby. Tournoi des Cinq Nations : Écosse-Irlande, en direct.
- FRANCE 3**
- 20.45 Téléfilm : La Reine de Djarba. De Jean-Paul Roux.
- 22.20 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
- 22.55 Magazine : Vis-à-vis.
- ARTE**
- 20.45 Documentaire : Récolte sanglante. La Visitation de la nuit. De Konrad Sabrawsky.
- 23.45 Musique : Montreux Jazz Festival.
- 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
- M 6**
- 20.35 Musique : Flashback.
- 20.40 Téléfilm : La Grande Évasion. De Paul Wendkos.
- 0.30 Informations : Six minutes première heure.

Dimanche 17 janvier

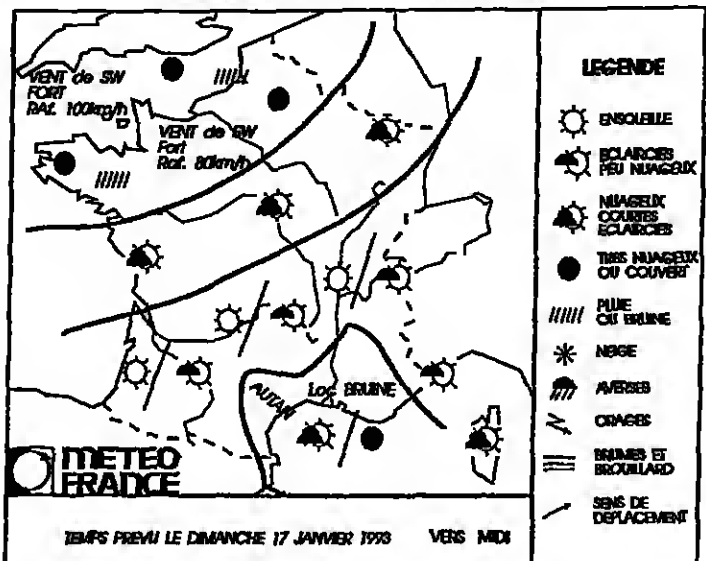
- TF 1**
- 20.40 Cinéma : Tequila Sunrise. ■ Film américain de Robert Towne (1988).
- 22.45 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.55 Cinéma : Les Chiens de guerre. ■ Film américain de John Lvov (1980).
- 0.40 Journal et Météo.
- 0.45 Magazine : Le Vidéo Club.
- FRANCE 2**
- 20.50 Cinéma : Bonjour l'angoisse. ■ Film français de Pierre Tchernia (1968).
- 22.30 Variétés : Taratata. Émission présentée par Nagui. Avec Jean-Jacques Goldman, Carol Frédericks, Michel Joss, Pierre Kropidour, Maurya, Philippe Laffont, Nicky Holland.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.05 Magazine : Divertimento. Séant, film de François Reichbach.
- FRANCE 3**
- 20.45 Spectacle : La Cirque de demain. Les grands moments du Festival mondial du cirque de demain.
- 22.05 Magazine : A vos amours. Présenté par Caroline Tresca. Invité : Jacques Mardin.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.10 Cinéma : Tous en scène. ■ Film américain de Vincente Minnelli (1953) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Un thé au Sahara. ■ Film britannique de Bernardo Bertolucci (1990).
- 22.45 Flash d'informations.
- ARTE**
- 22.55 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football : actualités sportive ; Boxe.
- 1.25 Cinéma : L'Amour nécessaire. ■ Film franco-italien de Fabio Carpi (1991).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique : La Voix.
- 20.41 Courts métrages : L'Instrument et ses excès. Les Chapelles de la vie ; Crie et chuchotements.
- 21.05 Cinéma : La Voix humaine. ■ Film italien de Roberto Rossellini (1947).
- 21.40 Documentaire : Michel Bouquet.
- 22.10 Courts métrages : Voix sauvages, voix savantes. Onomatopées : Voix du monde ; Le Retour des voix baroques ; Voix savantes, voix sauvages ; Alfred Deffer, de Benoît Jacquot ; Voix savantes, voix sauvages ; Les donneurs de voix, de Jean-Noël Roy.
- 0.00 Courts métrages : La voix telle qu'on la parle. Voix parlée ; On chante avec son oreille ; Kathleen Ferrier.
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Le Prix de la passion. De Richard Coles.
- 22.30 Cinéma : Voluptés aux Canaries. ■ Film français de Michel Leblanc (1986).
- 0.35 Six minutes première heure.
- 0.45 Magazine : Métal express.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 JANVIER 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 17 JANVIER 1993



Dimanche : pluie et vent très de la Manche. Plus calme ailleurs. - Sur les régions proches de la Manche, ce sera une journée très médiocre, avec un ciel gris, un peu de pluie au cours de la journée, et un fort vent de sud-ouest qui pourra souffler jusqu'à 100 km/h en rafales sur les côtes et 80 km/h dans l'intérieur.

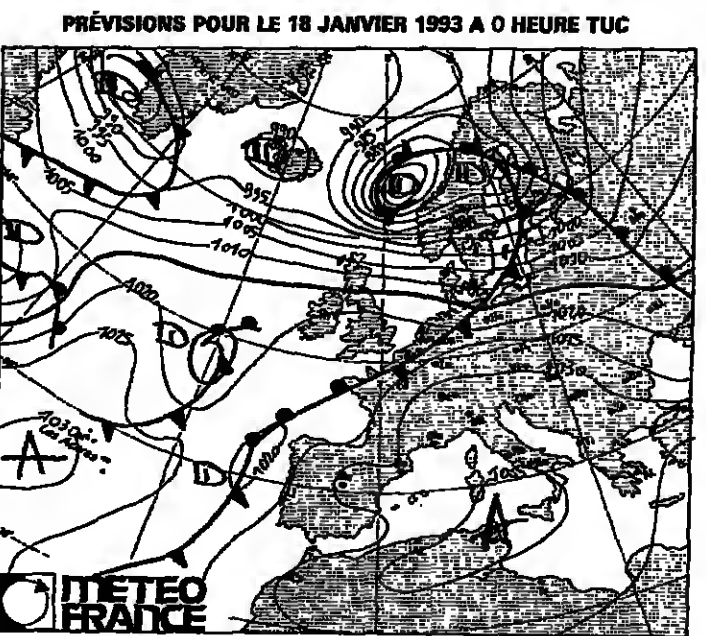
Sur les pays de Loire, le Bassin Parisien et le Nord-Picardie, le soleil du matin dépassera derrière les nuages l'après-midi, mais la pluie n'arrive pas avant la nuit. La nuit le vent de sud-ouest soufflera assez fort : entre 60 et 70 km/h en pointe.

Sur Poitou-Charentes, le Centre, la Bourgogne et Champagne-Ardenne, la journée sera ensoleillée, malgré l'apparition d'un voile de nuages élevés l'après-midi.

Sur le Sud-Ouest, le Massif Central, la région Rhône-Alpes et la Nord-Est, ce sera une journée printanière, avec du soleil et des températures très agréables.

Sur l'ensemble des régions méditerranéennes, la grisaille persiste, avec par endroits quelques gouttes de brume.

Les températures resteront en de nombreux endroits exceptionnellement élevées pour la saison : les minimales seront généralement comprises entre 5 et 8 degrés, mais plutôt 10 degrés sur les régions littorales, et les maximales entre 13 et 17 degrés, jusqu'à 20 degrés au pied des Pyrénées.

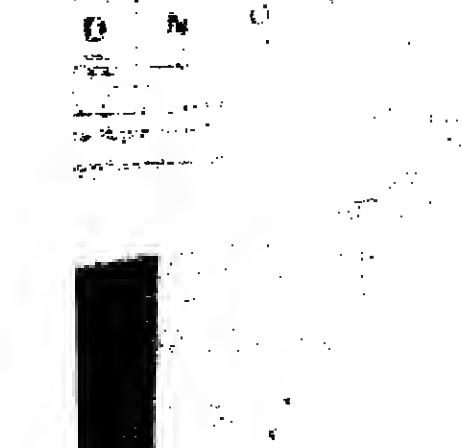
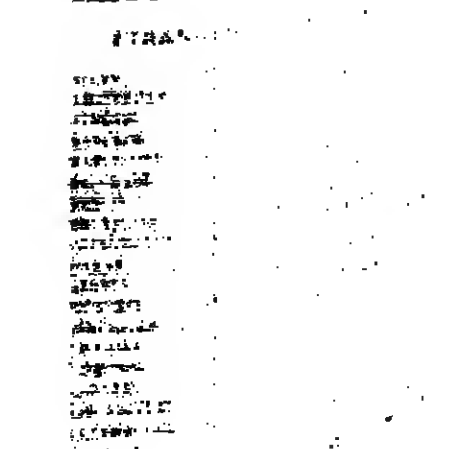
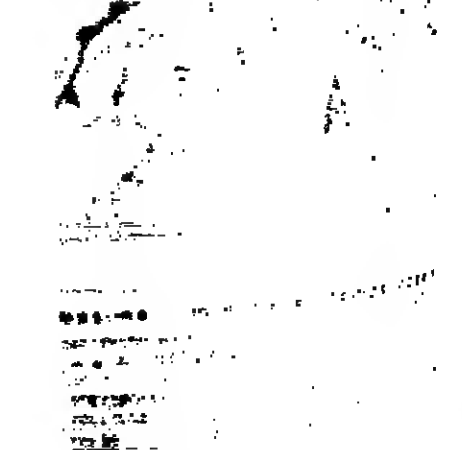
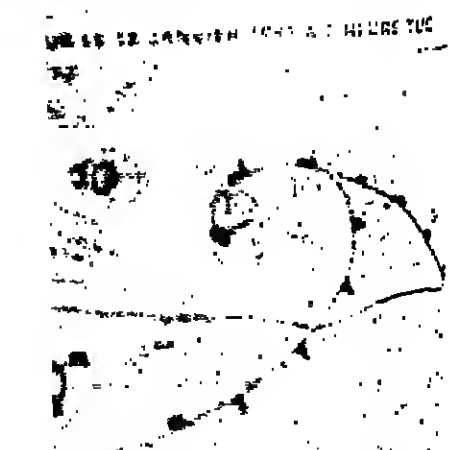
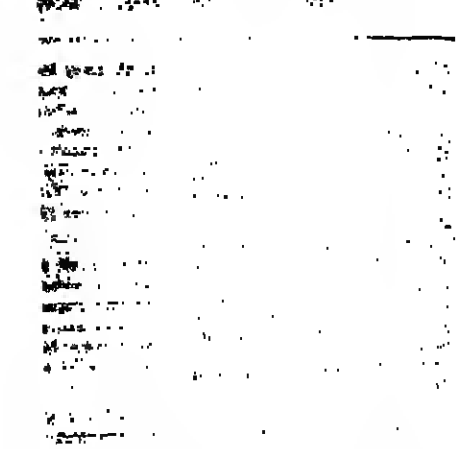
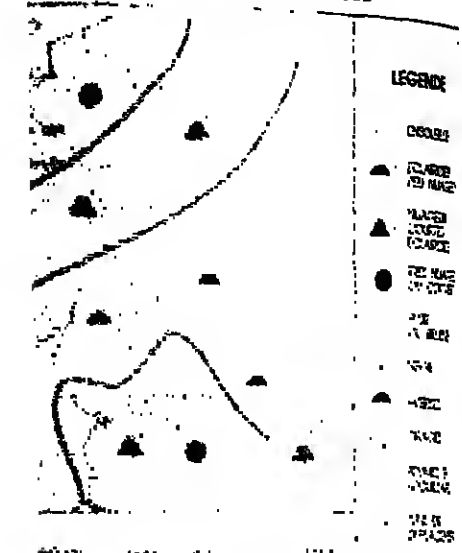


TEMPÉRATURES maximale - minima et temps observé le 15-1-1993 à 0 heures TUC et le 16-1-1993 à 6 heures TUC

FRANCE				STRASBOURG				MADRID			
ALACON	13	11	C	11	9	C	12	-1	D		
BLANCO	13	11	C	12	10	C	13	4	D		
BORDA	15	6	D				10	1	N		
BORGES	15	4	D				11	2	N		
BREY	13	10	C				11	-1	D		
CAIN	14	10	N				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLEGG	15	3	D				10	1	N		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CLUN	12	2	C				10	1	N		
CHENOUDE	13	10	C				11	-1	D		
CL											



SAONS POUR LE 11 JANVIER 1992



ÉCONOMIE

• Le Monde • Dimanche 17 - Lundi 18 janvier 1993 13

BILLET

Grévistes-actionnaires à la Société générale

Depuis le début de la semaine, les actions de la Société générale, qui prévoient de supprimer 728 postes en 1993, l'agitation, qui prend de multiples formes, reste minoritaire. Mais, outre qu'elle concerne un nombre non négligeable d'agences, elle menace de prendre des formes inédites, les salariés se souvenant qu'ils sont aussi des actionnaires de cette banque privatisée en 1987.

Les mouvements de protestation s'expriment d'abord par la diffusion, le 12 janvier, d'une liste de 2 847 salariés « licenciables », conformément à la convention collective qui exige que soit réalisé un classement des personnes ayant le même grade et occupant un poste de même nature que ceux dont la suppression est envisagée. Le nombre de « licenciables » est par conséquent plus important que le nombre de postes supprimés. Mais ce mécontentement tient également à l'incompréhension d'une partie des 32 000 salariés face à un plan dont l'objectif est de réduire de 2,5 % les effectifs chaque année pendant trois ans (contre 1 % auparavant) alors que leur entreprise, avec près de 2 milliards de francs de bénéfice au premier semestre, se trouve dans une bien meilleure situation que ses concurrents du secteur public. Celles-ci ont lancé des plans sociaux de moindre envergure et excluent a priori de procéder à des licenciements « secs ».

La direction explique que la rentabilité de ses fonds propres est encore insuffisante et qu'elle doit encore consentir des efforts pour satisfaire aux ratios « Cooke » imposés par la Banque des règlements internationaux. Ces explications ne satisfont pas les syndicats, qui ont décidé d'opter pour un mode d'action inédit. Ainsi, ils menacent de vendre toutes les actions Société générale de la caisse de retraite (1,2 % du capital de la banque) et les fonds communs de placement du personnel (qui détiennent au total 7 % du capital). Cependant, ces initiatives ne peuvent concerner que les fonds communs de placement souscrits depuis plus de cinq ans alors que toute décision de la caisse de retraite, organisme paritaire, implique un vote à la majorité.

Ces mouvements de mauvaise humeur - et, sans doute, davantage, la crainte d'une grève dure - ont conduit, vendredi 15 janvier dans la soirée, la direction à proposer une nouvelle rencontre, lundi, aux syndicats. Il s'agira de « rechercher les moyens de parvenir à une proposition de reclassement pour chaque agent concerné par une suppression de poste ».

JEAN-MICHEL NORMAND

La National Westminster gèle les salaires de ses 80 000 employés

Les salaires des employés de la National Westminster Bank (NatWest), deuxième banque de dépôt britannique, vont être gelés à partir d'avril en raison de la poursuite des difficultés de l'activité bancaire. Cette mesure, annoncée vendredi 15 janvier, touchera l'ensemble des 80 000 personnes travaillant en Grande-Bretagne.

NatWest, qui cherche comme les autres banques à réduire ses frais fixes, avait doublé son bénéfice impossible au premier semestre 1992, à 211 millions de livres contre 101 millions de livres pour la même période de 1991. L'an dernier, 5 500 emplois avaient été supprimés, selon le syndicat BIFU (Banking Insurance and Finance Union). La banque devrait envisager d'en supprimer 10 000 d'ici à 1993.

Le débat sur la retraite à 60 ans

M. René Teulade assure que le maintien de 37,5 années de cotisations est possible

A propos de la retraite à 60 ans, M. René Teulade va encore plus loin que M. Pierre Bérégovoy lors de sa conférence de presse, jeudi 14 janvier (Le Monde du 16 janvier). Dans un entretien publié le 16 janvier par le Parisien, le ministre des affaires sociales déclare en effet : « Je pense aujourd'hui que nous pourrions maintenir les 37,5 années de cotisations pendant pas mal de temps. » Le premier ministre, lui, s'en était remis aux partenaires sociaux, leur laissant le choix d'allonger ou non la durée des cotisations jusqu'à 40 ans.

Rappelant les 20 milliards de francs que l'Etat s'engage à verser chaque année, M. Teulade fait observer que, « d'ici à l'an 2000, cela constituera un apport de 140 milliards ». Si, de plus, les retraites étaient indexées sur les prix et non sur les salaires, « cela permettrait d'économiser 125 milliards jusqu'en 2005 », ajoute-t-il, avant de conclure : « Pour faire face à un déficit prévisible de 290 milliards environ, il resterait donc à trouver 25 milliards, chose possible grâce au fonds de garantie géré sur le patrimoine national ».

A ce sujet, le négociateur devrait s'ouvrir localement avec les partenaires sociaux et M. Teulade a « l'ambition (...) d'arriver à un protocole d'accord avec eux puis de préparer un texte de loi ». « Après, le Parlement fera son travail », précise-t-il.

Pour la première fois, le 15 janvier, M. François Perrot, président du CNFP, s'est exprimé sur ce dossier en parlant « d'une confusion extrême ». Souhaitant que « les interventions politiques cessent dans la gestion » des organismes paritaires, il considère toutefois que « le concept sur la distinction entre ce qui relève des assurances et de la solidarité avance ».

De son côté, M. Michel Rocard a déclaré, vendredi 15 janvier, à l'occasion du colloque sur la social-démocratie européenne organisé à Paris par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, que « le contrat, la négociation sont le vrai moteur de l'histoire ». « J'avais tenu une certaine démarche avec le Livre blanc sur les retraites et avec la mission sur le même sujet, mais le problème est aujourd'hui traité par nos méthodes conflictuelles, déclamatoires et passionnelles. » Évoquant la voie suivie en Allemagne, notamment, pour réformer le financement des retraites, l'ancien premier ministre a résumé : « Là-bas, on se consacre, les uns envers les autres, à la recherche de solutions sages, mais qu'elles ne peuvent s'imposer que par la négociation ».

Le rapport de Sir David Calcutt et le respect de la vie privée

Le gouvernement britannique cherche une voie médiane entre la contrainte et le laxisme dans la presse

Même si les récentes révélations sur la manière dont Lady Diana et le prince Charles ont été traités par la presse ont affaibli les partisans de sa mise au pas, la nécessité de protéger la vie privée s'impose. Il reste à trouver la voie médiane entre contrainte et laxisme.

LONDRES

de notre correspondant

La presse britannique, réputée la « meilleure » du monde, est-elle devenue si folle, si peu respectueuse des libertés fondamentales, qu'il faille lui imposer un carcan, voire une censure, pour la faire revenir à la raison et protéger chacun de ses excès ? Face d'avoir à s'auto-discipliner, les journalistes d'outre-Manche se sont-ils abîmés dans le « salon de la dernière chance » ? En utilisant, l'été dernier, cette expression imagée, M. David Mellor adressait un avertissement à la presse en général et aux journaux populaires en particulier, lesquels tout de la publication de scandales divers leur miel et leurs profits quotidiens. Depuis, l'ancien secrétaire d'Etat chargé du patrimoine national est lui-même « tombé », victime de la hargne d'une presse « de caniveau » qui prit d'autant plus de plaisir à disqualifier l'entente extrajudiciaire que celui-ci qui voulait la contraindre au respect de règles déontologiques.

C'est en effet à la demande de M. Mellor que Sir David Calcutt a rédigé ce rapport sur la presse (Le Monde des 12 et 16 janvier) dont la publication débâche depuis quelques jours un intense débat en Grande-Bretagne : faut-il que l'Etat, au nom des citoyens qu'il est chargé de défendre, se dote d'un arsenal législatif et coercitif pour « réguler » les méthodes journalistiques ? Comment trouver le point d'équilibre entre la nécessaire liberté de la presse, qui défend de facto le droit des individus à être informés (l'Etat et les pouvoirs établis étant, par



nature, captifs de l'information), avec cette autre exigence du respect de la vie privée de toute personne publique ou privée ? Enfin, s'il apparaît souhaitable de mettre fin à certains excès, ne risque-t-on pas d'utiliser des remèdes dont l'application se révélera pire que le mal ?

Le départ forcé de M. Mellor du gouvernement démontre une nouvelle fois la puissance du « quatrième pouvoir » qui, en Grande-Bretagne, allie l'excellence et les pires excès d'une loi de la jungle. Depuis, la presse « tabloïd » a bénéficié d'un répit, mais celui-ci fut de courte durée. Le successeur de M. Mellor, M. Peter Brooke, s'attaque à son tour à « ce sujet extrêmement difficile et controversé ». Il dispose d'un avantage par rapport à son prédécesseur depuis que l'opinion publique est choquée par l'exploitation de ces « révélations » (ou prétendues telles), concernant les membres de la famille royale et, au-delà, de toute personne, dont la vie privée est

offerte en pâture à la curiosité du public britannique.

Le rapport de Sir David arrive donc à point, à la fois pour lancer un débat de fond et, peut-être, imposer des règles pour faire respecter le droit. La difficulté de légiférer ou de codifier, s'agissant de la presse, réside dans sa dualité : d'un côté, les journaux dits « de qualité », Times, Financial Times, Guardian, Independent, Daily Telegraph, et, de l'autre, la presse populaire, les « tabloïds », avec, entre autres titres, le Sun, le Daily Mirror, le Daily Express, le Daily Mail, Today, Ensemble, ils représentent quelque 14,2 millions d'exemplaires vendus chaque jour, auxquels il faut ajouter les 18,2 millions de la presse dominicale. Cette formidable puissance - notamment sur le plan politique, qui profite largement au Parti conservateur - est celle qui impose des règles pour protéger le droit à la vie privée et de sanctionner ceux qui violent délibérément celui-ci.

Une panoplie de mesures draconiennes

Le second dresse un bilan sans concessions - voire sans nuances, selon les éditeurs des principaux journaux - du travail de cette commission : « Ainsi constitué, c'est un organisme mis sur pied par l'industrie de la presse, financé par cette industrie, dominé par elle et opérant selon un code de conduite conçu par elle et qui lui est totalement favorable. » Le rapport cite de multiples cas de harcèlement de la part de la presse populaire, de reportages et articles fondement, voire délibérément inexacts, de photographies et d'enregistrements de conversations privées sans autorisation, et relève que les victimes de ces pratiques « étaient pas toujours la cible de cet intérêt médiatique, mais des parents, partenaires, amis et collègues ».

« Les résultats furent souvent dévastateurs, affectant leur santé, leur réputation professionnelle et leurs relations personnelles. » Fort de ce constat, Sir David en profite pour demander une panoplie de

En attendant une nouvelle convention

Les syndicats de médecins réclament une hausse des tarifs

Les trois syndicats de médecins libéraux représentatifs ont lancé un appel en commun à leurs adhérents afin qu'ils appliquent volontairement « dès maintenant la grille tarifaire prévue par la convention de mars 1990 ». Selon la Confédération des syndicats de médecins de France (CSMF), la Fédération des médecins de France (FMF) et la Fédération française des médecins généralistes (MGF-France), ce texte doit s'appliquer « jusqu'à l'approbation d'une nouvelle convention, et au plus tard jusqu'au 30 juin 1993 ».

Avant même la mise en application effective de la loi sur la maîtrise des dépenses de santé, les syndicats de médecins engagent une nouvelle « guérilla tarifaire » en exploitant les conséquences juridiques de l'annulation en juillet, par le Conseil d'Etat, de la convention médicale, dont les principales dispositions (100 francs pour la consultation d'un généraliste, 140 francs pour celle d'un spécialiste) ont néanmoins été prorogées.

Des chefs d'entreprise poursuivis

Infractions au code du travail sur le chantier du tramway de Strasbourg

Portant sur le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité, une dizaine de procès-verbaux d'infractions à la législation du travail ont été établis sur le chantier du tramway de Strasbourg. Vendredi 15 janvier, trois des sept affaires dont le tribunal correctionnel a été saisi ont été mises en délibéré jusqu'au 19 février, jour où seront examinés les quatre autres dossiers. Des peines d'amendes, jusqu'à 10 000 francs, dont une assortie de sursis, ont été requises.

Plusieurs entrepreneurs et la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS) ont comparu. Depuis le début des travaux, l'inspection du travail a relevé une vingtaine d'accidents du travail. Celle-ci estime en outre que la construction contrevient à la législation en matière de travail clandestin, mais les lettres de mise en garde adressées à la Communauté urbaine de Strasbourg sont restées sans réponse.

Tandis que le commerce extérieur se détériore

L'inflation a atteint 2,9 % en 1992 aux Etats-Unis

Les Etats-Unis démarrent l'année 1993 avec une inflation bien maîtrisée, mais la reprise économique risque de rester poisseuse alors que les exportations, un des moteurs de la croissance, faiblissent avec l'essoufflement de l'activité économique mondiale. C'est en tout cas ce qui ressort de la série de statistiques américaines publiées vendredi 15 janvier par le gouvernement.

Sur le front de l'inflation, l'économie américaine a enregistré en 1992 sa meilleure performance depuis 1986 - l'inflation avait alors atteint 1,1 % - avec une hausse de 2,9 % des prix de détail sur l'ensemble de l'année 1992, contre 3,1 % en 1991, selon les chiffres publiés par le département du travail. Pour le mois de décembre, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 %, soit la plus faible progression enregistrée depuis le mois de juillet dernier.

Les derniers chiffres concernant la production industrielle sont également encourageants. La Réserve fédérale a annoncé une augmentation de 0,3 % de la production industrielle en décembre, conforme aux prévisions des analystes, après une hausse de 0,4 % enregistrée au mois de novembre. Le taux d'utilisation des capacités des entreprises a de son côté progressé à 79,3 % au mois de décembre, contre un niveau de 79,2 % le mois précédent.

Les statistiques du commerce extérieur font en revanche état d'une évolution moins favorable. Le gouvernement a en effet annoncé une nouvelle détérioration des termes de la balance commerciale en novembre avec un gonflement de 5,1 % du déficit à 7,59 milliards de dollars (50 milliards de francs), les chiffres pour le mois d'octobre ayant été révisés à la hausse à 7,22 milliards de dollars de déficit. Les exportations américaines ont baissé de 2,8 % au mois de novembre, tandis que les importations enregistrèrent un recul moindre, de 1,6 %, par rapport au mois précédent.

A l'occasion des vœux

M. François Pinault rassure les salariés de La Redoute

M. François Pinault, président du Printemps, a rassuré, vendredi 15 janvier, les salariés de La Redoute, démentant à l'occasion de la cérémonie des vœux du Nouvel An les rumeurs de cession qui couraient depuis le départ, en décembre 1992, de l'ancien président du Printemps, M. Jean-Jacques Delort.

Il proposera d'ailleurs, lundi 15 janvier, lors d'un conseil d'administration de La Redoute SA, de nommer M. Jean-Claude Sarazin (actuellement PDG de Redoute-Catalogue) PDG de La Redoute SA. Premier groupe français de vente par correspondance, La Redoute pèse 21 milliards de francs pour 16 500 salariés et réalise un tiers de ses ventes à l'étranger. M. Pinault a toutefois prévenu une année 1993 « difficile » en raison « de la conjoncture mornes, des poids excessifs des taux d'intérêt, des fragilités monétaires et de la menace sur la paix ».

LAURENT ZECCHINI

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 11 AU 15 JANVIER 1993

PARIS

Aguerris

« Mon Dieu ! que la guerre est jolie ! »
C'est la réplique du héros de Georges Feytaud dans la *Négrasse blonde* revenant en permanence dans les salles de marché au début 1991, lors du déclenchement de l'opération « Tempête du désert ». L'offensive alliée contre l'Irak provoquait une flambée des cours de la Bourse (7,05 % pour la séance du 17 janvier 1991, jour du déclenchement des hostilités). Deux ans plus tard, le raid aérien égyptien mené mercredi 13 janvier par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France contre les installations militaires de Saddam Hussein a été accueilli dans une quasi-indifférence, les boursiers s'étant aguerries. Une manière de confirmer l'un des principes selon lesquels, en Bourse, les mêmes causes produisent rarement les mêmes effets.

Déboussolé lors de la première semaine de janvier, le marché, qui cherche ses marques, semble toujours vouloir se raccrocher à deux espoirs : une reprise économique aux États-Unis et une détente des tensions en Allemagne. D'où une performance hebdomadaire mitigée (-1,38 %).

L'indice CAC 40 a donc évolué au gré du moral des intervenants qui ont globalement été découragés pendant les trois premières semaines avant de se ressaisir ensuite. Lundi, les valeurs perdaient 2,05 % dans un marché encore

sous le coup de la décision allemande, prise le jeudi précédent, de ne pas baisser le loyer de l'argent. Il reculait de 0,98 % mardi, tombant sous les 1 800 points, et encore de 0,79 % en clôture le lendemain, quelques instants avant l'attaque aérienne sur l'Irak. La « reprise technique » observée ensuite (+1,18 % jeudi et +1,31 % vendredi) est due principalement aux déclarations du président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, selon lesquelles il existerait une marge de manœuvre en politique monétaire, et à celles du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, affirmant que « les informations sur le plan monétaire montrent bien que la tendance à la baisse des taux est engagée ». Les statistiques américaines montrant que la reprise était encore incertaine ont en revanche pesé sur la tendance.

A la recherche des « blue chips »

Signe de ce regain d'intérêt, l'activité a de nouveau concerné des valeurs-phéres de la cote (blue chips) comme Elf-Aquitaine, LVMH, Matra, Hachette ou Eurotunnel. Au chapitre des rumeurs, a été évoquée en Bourse lundi une baisse plus importante que prévu des résultats d'Elf Aquitaine en 1992. L'hypothèse d'un repli supérieur aux 35 % avancés et provoqué un virage de l'Elf Aquitaine (-4,3 %), de sa filiale pharmaceutique Elf-Sanofi (-4,7 %) et d'Erap (-4,5 %). Les résultats officiels

devraient être présentés le 26 janvier. Mardi en début d'après-midi la cotation des actions LVMH étaient suspendue jusqu'au lendemain à la suite de l'annonce par le groupe Guiness de la constitution d'une provision de 125 millions de livres (1,07 milliard de francs) pour réorganiser ses activités de production de whisky en Écosse et de bière en Espagne. Or LVMH et Guiness ont des participations croisées de 24 %. Dans l'après-midi la firme présidée par M. Bernard Arnault annonçait de son côté qu'elle participerait à hauteur de son pourcentage dans Guiness à cette mesure financière. Cela devrait représenter pour LVMH un impact de 260 millions de francs, et entraîner un recul de près de 20 % des résultats du groupe français. Ils reviendront aux alentours de 3 milliards de francs. Mercredi, à la reprise des cotes, les valeurs du groupe de luxe figuraient parmi les plus fortes baisses. Elles terminaient en repli de 4,7 % pour LVMH, 3,7 % pour Christian Dior et 3,2 % pour le Bon Marché. Mais des jours ces valeurs se ressaisissent.

Les investisseurs se sont intéressés aux deux titres du groupe Lagardère, Matra (haute technologie) et Hachette (édition) en cours de fusion. L'intérêt a été accru avec l'annonce par le nouveau groupe que le volet de son émission d'obligations convertibles réservé au public avait été clôturé par anticipation dès mercredi, « compte tenu du succès rencontré ». Ces 600 millions de francs

doivent permettre une recapitalisation du groupe, éprouvé par les déboires financiers de son ex-chef de télévision, La Cinq.

Jeudi, Eurotunnel a vu son cours fléchir de 6,9 % dans un marché de reprise de Wall Street. La tendance continuait le lendemain (+4,4 %) avec 5 millions d'actions négociées à l'action clôturait la semaine à 34,15 francs. Sous évaluation du titre en dessous de 30 francs, éventuellement d'un prochain accord entre les constructeurs TMI et Eurotunnel, anticipation d'une baisse des taux pouvant bénéficier à ce groupe très endetté, aucune explication n'était véritablement satisfaisante pour expliquer ce regain d'intérêt autour du futur tunnel sous la Manche.

Malgré le plus troublant est le volume d'échanges de ces deux journées. Il faut remonter aux périodes euphoriques de 1989 ou aux temps de crise pour trouver une telle agitation.

Ce regain d'activité arrivera-t-il à se propager sur l'ensemble des valeurs de la cote ? Il est permis de rêver en ce début d'année d'autant que de nombreux analystes financiers n'hésitent pas à prédire que 1993 sera une année faste pour les marchés. A parer l'époque, voilà un an, ils étaient nombreux à tenir le même discours. L'histoire montre que ce n'était que des vœux...

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Incertitudes démocrates

INDICE DOW JONES

+0,6%

L'escalade des tensions dans le Golfe et le flou entourant le plan économique du président élu Bill Clinton ont entravé cette semaine les velléités de reprise de Wall Street. Le marché est parvenu à se maintenir grâce aux gains des valeurs technologiques, et l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 271,12, en hausse de 19,45 points (+0,6 %) par rapport à la semaine précédente. L'annonce d'une hausse de la production industrielle américaine et d'une inflation contenue en décembre a été bien accueillie, mais l'ensemble des chiffres publiés durant les cinq séances illustre surtout les difficultés de redressement de l'économie : demandes d'allocation chômage à la fin décembre octettement supérieures aux prévisions, et progression moins rapide que prévu des ventes de détail en décembre.

Malgré, si mercredi l'intervention militaire alliée en Irak a été perçue comme un non-événement, le Dow Jones demeurait quasiment inchangé (-1,08 point à 3 263,56), c'est que les investisseurs ont d'autres préoccupations. Leur souci

concerne le futur programme économique du président démocrate à quelques jours de son investiture. Les investisseurs attendent des précisions sur les intentions de M. Clinton : soutenir la reprise économique américaine ou s'attaquer directement à la réduction du déficit budgétaire. Du coup, la confiance des investisseurs dans la nouvelle administration, qui avait soutenu le marché à l'automne, semble s'émousser.

Indice Dow Jones du 15 janvier : 3 271,12 (c. 3 251,67).

	Cours 9 janv.	Cours 15 janv.
Alcoa	70 3/4	69 3/8
American	67 1/2	67 1/4
Boeing	38 3/4	37 1/4
Chrysler	27 3/4	28 1/8
Deere & Co.	44 1/2	44 1/4
Eastman Kodak	41 3/4	40 5/8
Exxon	60 1/2	60 1/8
Ford	46 1/8	46
General Electric	55 1/2	54 3/4
General Motors	33 3/8	34 1/8
IBM	55 1/2	56 1/2
ITT	46 1/2	46 1/4
Johnson & Johnson	70 1/8	71 5/8
McDonald's	52 1/4	52 1/4
Merck	62	61 5/8
Pfizer	55 1/2	56 1/8
Schering-Plough	55 1/2	56 1/8
Tecumseh	55 1/2	56 1/8
Union Carbide	130 1/2	128 1/4
United Technologies	48 3/4	47
Westinghouse	12 1/2	12 3/4
Xerox Corp.	54 1/4	54 5/8

TOKYO

Quatrième semaine de baisse

INDICE NIKKEI

-0,72%

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine en baisse jeudi 14 janvier, à la veille d'une journée chômée en raison de la Fête des adultes, dans un climat marqué par la tension en Irak et l'inquiétude à l'égard de l'état de l'économie. L'indice Nikkei, qui avait cédé 290,26 points la semaine précédente, a perdu 119,09 points en quatre séances, soit 0,72 %, à 16 515,60 points. Le volume moyen quotidien des transactions s'est élevé à 171 millions d'actions contre 173 millions la semaine passée.

Le regain de tension qui a conduit au raid allié sur l'Irak mercredi 13 janvier a contribué à la baisse, ont indiqué des courtiers. Le marché est également resté déprimé par l'inquiétude des investisseurs quant à la santé de l'économie japonaise, on s'ajoute. Selon eux, « l'économie japonaise ne repartira pas aussi vite que le croit le gouvernement ».

Les investisseurs espèrent que le gouvernement du premier ministre

Kiichi Miyazawa prendra de nouvelles mesures de relance économique. En ce sens, certains courtiers s'attendent à une prochaine baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon, actuellement fixé à 3,25 %.

L'annonce des fiançailles du prince héritier Naruhito avec la diplomate Masako Owada n'a pas eu les effets escomptés sur le marché. De plus, les investisseurs institutionnels, principaux acheteurs des derniers mois, ont été peu actifs depuis le début de l'année. En conséquence de nombreux investisseurs estiment que la tendance à la baisse va s'accroître jusqu'à la fin de l'année fiscale fixée le 31 mars.

Indices du 14 janvier : Nikkei, 16 515,60 (c. 16 634,69); Topix, 1 267,91 (c. 1 289,52).

	Cours 8 janv.	Cours 14 janv.
Aikensha	1 220	1 200
Bridgeport	1 150	1 140
Canon	1 370	1 360
Fuji Bank	1 750	1 700
Hitachi	1 280	1 250
Mitsubishi Electric	1 120	1 100
Mitsubishi Heavy	1 520	1 510
Sony Corp.	1 480	1 460
Toyota Motor	1 430	1 420

LONDRES

Nouvelle faiblesse -1,2%

Pour la deuxième semaine consécutive, les valeurs ont reculé au Stock Exchange, poursuivant le repli observé depuis le début de l'année après la série de records atteints à la fin de 1991. Les spéculations sur une baisse des taux d'intérêt britanniques ont cependant réduit les pertes en fin de semaine, ainsi que l'attaque éclair des alliés contre l'Irak mercredi soir.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé la semaine en baisse de 34,1 points (-1,2 %) à 2 765,1. Après sept séances consécutives de baisse, le Footsie a entamé une reprise jeudi dans l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt avant la publication du budget britannique le 16 mars. Sa progression a cependant été freinée vendredi par la publication des chiffres de l'inflation pour décembre.

Indices « FT » du 15 janvier : 100 valeurs 2 765,1 (c. 2 799,2); 30 valeurs 1 386,6 (c. 2 179,8); Fonds d'Etat 93,6 (c. 93,83); Mines d'or 62,2 (c. 61,9).

	Cours 8 janv.	Cours 15 janv.
Alfred Lyons	6,25	6,04
BP	2,36	2,29
BT	5,47	5,47
Canary	4,80	4,80
De Beers	8,53	8,31
Glaxo	24	23,14
ICI	11	11
Imperial	14,05	13,77
ITC	6,72	6,57
Shell	5,42	5,30
Unilever	10,82	10,70

FRANCFORT

Hésitant +0,85%

La semaine a été marquée par un mouvement de balancier à la Bourse de Francfort, où morosité et optimisme se sont succédés. L'indice DAX a enregistré une hausse hebdomadaire de 0,85 %. Les valeurs se sont dépréciées de 0,89 % mercredi avant de repartir à la hausse (+1,37 %) vendredi.

Les courtiers ont attribué ce rebond à des effets techniques, vendredi étant le jour de clôture pour janvier du marché à terme allemand, la DTF. L'incertitude est toujours de rigueur sur le marché allemand, souligne la Commerzbank, en raison de la faiblesse économique et des mauvais résultats enregistrés par les entreprises. Toutefois, indique la WestLB, les espoirs de baisse des taux d'intérêt directs et les inquiétudes liées à l'évolution de l'activité économique continuent de s'équilibrer, ce qui confère au marché une certaine stabilité. La prochaine réunion du conseil central de la Bundesbank se tiendra jeudi 21 janvier, mais la plupart des analystes tablent sur une baisse des taux en février ou mars.

Indices du 15 janvier : DAX 1 544,55 (c. 1 531,52).

	Cours 8 janv.	Cours 15 janv.
AGF	158,00	158,00
BASF	211	212,50
Bayer	285,30	285,30
Continental	246	246,50
Deutsche Bank	642,00	638
Hoechst	248	248,00
Karstadt	481	481
Messerschmitt	257,00	244
Siemens	572,50	568,00
Volkswagen	254,50	258,50

Agroalimentaire

	15-1-93	Diff.
Bouygues	2320	- 96
BSN	910	- 22
Edenred	601	+ 11
Freemove	3950	+ 15
LVMH	3380	- 108
Perrier	360	+ 5,30
Remy-Cointreau	137	- 5
Saint-Louis	1114	- 58

Assurances

	15-1-93	Diff.
AGF	527	+ 20
AXA	1065	+ 7
GAN	354	+ 22
Groupama	5	- 5
SCOR SA	400	+ 38
UNP	500	- 9

Bâtiment et matériaux

	15-1-93	Diff.
Bouygues	573	+ 3
Ciments français	279,50	+ 17,50
Colson	938	- 17
Eurochem	35,35	+ 2,35
Fosberg	690	+ 23
GTI Entreprise	348	+ 13
Immat. Phénix	143,20	- 1,20
Jean Lefebvre	8	- 8
Lafarge-Capelle	320,70	- 15,80
Poliet	220	+ 22,20
Saint-Gobain	498	- 12
SGE	182,50	- 1,50
Sole-Batignolles	322	+ 17

Chimie

	15-1-93	Diff.
Elf Aquitaine	772	- 8
Elf Sanofi	1053	- 37
Gaspar	315	- 9
Industrie Minière	7 020	- 70
Michellie	195,30	- 0,80
Plastic Omnium	805	+ 5
Rhône-Poul. Ch.	515	- 30
Roussel-Uclaf	430	- 5
Synthelabo	1180	+ 1

Consommation non alimentaire

	15-1-93	Diff.
BOC	1048	+ 29
Christian Dior	225,90	+ 11,40
Chanel	487	+ 20
DNV	268	- 1
EBF	893	- 7
Estel	414	+ 4
Groupama	605	+ 9
L'Oréal	1027	- 23
Moulinex	72,90	- 0,70
Salomon	1624	- 1
SEB	335	- 6
Simen-Hiltner	1205	- 10
Yves Saint Laurent	620	+ 85
Zadac	1820	- 5

Crédit et banques

	15-1-93	Diff.
Comp. bancaire	414,50	+ 1,50
BNP CI	450,50	+ 7,30
Citibank	1061	+ 11
CFR	267	+ 4,80
CZE	219	- 1
CZP	224,80	- 4
CFP	599	+ 10
CLF	335,90	+ 2,30
Crédit Lyonnais	804	+ 43,80
Crédit national	1158	+ 22
Société générale	538	+ 11
SOVAC	1069	+ 19
UBF Lauch	219	+ 20
UFG	485	+ 9
Vin Sengue	263	- 10

Distribution

	15-1-93	Diff.
Alcatel	1840	+ 75
Banque Paribas	445,15	- 18,90
Carrefour	2770	- 124
Casino	154,20	+ 1,20
Carrefour	814	+ 29,30
CDI	385	- 2
Compt. Modernes	1197	- 68
Décathlon	385	- 13,50
Galeries Lafayette	1670	- 105
Guyotex	1488	- 6
Primat Print	598	- 48
Proximité	558	+ 8
SCOA	11,85	+ 0,56

Electricité et électronique

	15-1-93	Diff.
Alcatel	651	+ 17
CESE	608	+ 13
Antenne 2	390,20	+ 0,20
Labinal	578	- 14
Lafayette	4112	- 178
Matra	236	+ 23
Matra-Guth	24	- 24
Redoutelectronique	249,60	+ 25,60
Sagem	2419	- 1
Schneider	634	- 10
Servat Automat	136,80	+ 10,70
Thomson CCF	145,50	- 3,50

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nombre de titres	Valeur en cap. (F)
Alcatel	1419451	532280
BNP	894222	518448
Elf Aquitaine	860340	338368
Carrefour	1433960	48447
Carrefour	641220	265118
LVMH	170138	547787
Schneider	248250	478053
Labinal	294330	283391
Perrier	672128	338478
Pengard	459800	289041
Société Générale	867890	285554
Société Générale	862236	322215
Suez	1488790	397138
Total	1288518	367945

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

	Valeur	Hauss. %	Valeur	Baiss. %
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1
Logis Incent	+12,5	15,3	Carrefour	-12,1

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	8-1-93	11-1-93	12-1-93	13-1-93	14-1-93
RM	2 606 077	2 156 188	1 941 259	2 337 811	2 429 030
Comptant	22 604 241	21 004 690	23 899 818	25 029 646	25 255 818
R. et obl.	114 317	182 430	194 591	174 639	165 075
Total	25 324 635	23 343 266	26 035 666	27 542 156	27 850 923

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	15-1-93	Diff.
France	1027	- 23
Allemagne	1624	- 1
SEB	335	- 6
Simen-Hiltner	1205	- 10
Yves Saint Laurent	620	+ 85
Zadac	1820	- 5

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	11-1-93	12-1-93	13-1-93	14-1-93	15-1-93
Indice gén.	484,90	477,60	471,20	473,50	477,90
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	1 814,58	1 796,78	1 782,53	1 803,54	

attitudes démocrates

Les entreprises industrielles sont de retour

dés capitaux et, partant, de montrer aux yeux de tous que les efforts du gouvernement Amato sont honorés par la communauté internationale. Cet objectif a été pleinement atteint, contribuant en Italie même à rassurer les investisseurs. Comme celle du Crédit foncier, l'émission de l'Italie était dirigée par la Deutsche Bank.

Le rendement proposé initialement aux investisseurs était de 7,25 %. L'Italie envisage de solliciter d'autres emprunts du marché international comme ceux du dollar, de la livre sterling, du franc français et du yen. Comme celles libellées en marks, ces opérations auront pour but principal d'attirer sur le marché un train de retraits vers son crédit. Les montants qu'il entend lever sur l'euro-marché sont annuels comme mesure avec ceux qu'il lui faut obtenir sur son propre marché national où, en l'espace d'un seul mois, il doit se procurer trois fois plus que durant tout l'année sur le marché international. C'est donc bien en fin de compte les Italiens eux-mêmes qui importent de convaincre.

Les efforts déployés en ce sens par les autorités italiennes ont d'autant plus de chances d'aboutir que, parallèlement, la Communauté européenne est en train de donner au pays de nouvelles marques officielles de soutien. Bruxelles vient d'approuver le principe d'une aide financière de 8 milliards d'écus. Les fonds nécessaires seront obtenus en plusieurs étapes par la Communauté économique européenne, qui empruntera à cet effet sur le marché international pour réinjecter les capitaux à l'Italie. Le programme est si vaste qu'il faudra vraisemblablement plusieurs années pour l'accomplir.

CHRISTOPHE VETTER

Net raffermissement du franc

au 31 décembre. Quant au dollar, il évolue, actuellement. Dans une « phase » de 1,60 DM-1,64 DM (5,50 francs à 5,60 francs).

Assez significativement, le bombardement allié des emplacements de fusils irakiens ne l'a nullement dopé, pas plus que ne l'ont déprimé les chiffres, plutôt décevants, sur l'évolution de l'économie des Etats-Unis (ils se situent dans le bas des fourchettes de prévisions).

F. R.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN :
Amplifier des variations de chaque monnaie
par rapport à la plus forte

**15
Janv.
1993**

100%
75%
50%
25%
0%
-25%
-50%
-75%
-100%

FRANCE
ALLEMAGNE
PAYS-BAS
BELGIQUE
MON. D'ALLEM.
MARK FRANCO
DOLLAR (Moyenne)
LIRE (Moyenne)

Quotient du 17 septembre, du franc français à 16,33 et de la plus faible à 115,51 par participation pour les indicateurs de change de SME.

Taux calculés par rapport aux cours
septennaux de la Banque de France

Le caoutchouc rebondit

server les périodes non couvertes par l'accord. Entre 1975 et 1979, par exemple, les eours avaient atteint des sommets pour mieux s'enliser dans les bas-fonds.

Le mécanisme est le suivant : 80 % des pays producteurs et consommateurs (l'accord paise très probablement son succès dans cette présence quasi unanime) convien-

netin d'une douzaine de prix : entre 166 et 249 cents (1) le kilo. Un organisme d'intervention injecte la marchandise lorsque les prix flambent (mais la baisse est assez rare) ou en achète dans le cas inverse. Le système est souple, nuancé, entre une intervention facultative (« may buy ») (2) et obligatoire (« must buy »).

Les responsables du stock régulateur peuvent à loisir user de leur pouvoir d'appréciation pour acquérir (jusqu'à 550 000 tonnes) ou vendre du caoutchouc si les cours s'éloignent trop des prix convenus. Comme le note M. Philippe Chalmayn dans les *Marchés mondiaux*

1992 (Editions Economica) : « Le seul risque est celui de l'insuffisance des ressources financières mises à la disposition de l'accord. » Fin décembre 1993, date de la renégociation, les observateurs sauront si, oui ou non, le budget est élastique.

MARIE DE VARNAY

[1] Ce ceal n'a rien à voir avec la monnaie américaine. Il représente une moyenne de toutes les monnaies.

12) Le Stock Manager peut intervenir si les cours mondiaux s'éloignent de 15 % du prix médian de la flurchette. Il doit obligatoirement intervenir si les cours s'éloignent de 20 %.

« Le café reprend des forces » paru dans le *Monde* daté 3-4 janvier, la société Mereuria, filiale de Sucres et détreurée, n'a pas déposé son bilan, mais a suspendu son activité « café », tout comme l'entreprise anglaise Rayner. En revanche la firme italo-suisse Bazzn a bien déposé son bilan.

	Cours 2-1-83	Cours 15-1-83
Or fin (pale au barre)	58 000	58 100
- (pale au lingot)	58 100	58 250
Pièce française (20 fr.)	337	338
• Pièce française (10 fr.)	339	419
Pièce suisse (20 fr.)	338	333
Pièce italienne (20 fr.)	337	332
• Pièce touristique (20 fr.) ¹	337	325
Souverain	436	430

● Souverain Epiroten II ¹	442	442
● Demi-souverain	296	290
Pièce de 20 dollars	2.270	2.340
● - 10 dollars	1.080	1.100
● - 5 dollars	600	580
● - 00 pesos	2.225	2.195
● - 20 roubles ²	500	498
● - 10 Roubles	352	340
● - 5 roubles ³	280	262

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance

La tension persiste à Paris

l'heure actuelle. D'autre part, dès le mois de janvier, les fonds ainsi retirés sont le plus souvent réinvestis, ce qui est en train de se passer actuellement.

Mais l'ampleur inhabituelle des retraits du mois de décembre dernier est due, très probablement, à la modification du régime fiscal

des sicya court terme à partir du 1^{er} janvier 1993, avec une diminution de moitié du seuil d'imposition des plus-values sur cession de parts réalisées dans l'année. Ce seuil étant fixé à 32 000 francs, les petits particuliers et sicya d'actions, il n'est plus que de 162 900 francs pour les sicya de trésorerie. Cette perspective a incité de nombreux particuliers à profiter de l'ancien seuil de 316 900 francs, valable jusqu'au 31 décembre, pour effectuer leurs retraits, quitte à réinvestir dès les premiers jours de janvier, ce que nous montront, pour les statistiques d'On Paris, les graphiques ci-dessous. On voit en particulier, selon une enquête de la Banque de France, détenir environ 60 % de l'encours des sicya monétaires.

Notons, enfin, que la diminution du seuil d'imposition s'applique aussi bien aux scavs de capitalisation en obligations qu'à celles de trésorerie. Pour le ministre des finances, il s'agit de réduire l'exonération de l'ensemble des produits « de taux » qui devraient être taxés au régime de droit commun (un peu plus de 18 %). Au surplus, rue de Bercy, on estime qu'il est quasiment impossible de fsire la différence entre les scavs de trésorerie et les scavs d'obligations, qui sont souvent aréés comme des scavs

court terme, pour limiter les risques de baisse des cours en cas de hausse des rendements, en même temps que cela s'est produit à plusieurs reprises ces dernières années. Il n'en reste pas moins qu'en haut lieu, certains seraient tentés de favoriser un peu les produits de

placement en obligations, dont l'Etat est, aujourd'hui, le principal détenteur (220 milliards de francs au moins en 1993).

En ce qui concerne les performances de l'année écoulée, il est intéressant de constater que les sicav monétaires, dans le palmarès Europerformance, avec un gain de 10,17 %, cèdent leur première place aux sicav obligataires (+10,21 %).

FRANÇOIS RENARD

Administrative Support Staff:

It) Ce cent n'a rien à voir avec la monnaie américaine. Il représente une moyenne de toutes les monnaies.

□ Rectificatif. — Contrairement à ce que nous écrivions dans l'article « Le café reprend des forces » paru

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 4-1-93	Cours 15-1-93
Or fin (sans impôt)	58 000	58 100
— (sans impôt) (20 li.)	58 100	58 250
Pâtes tendres (10 tr.)	337	338
— Pâtes tendres (20 tr.)	338	339
Pâtes fortes (20 li.)	338	333
Pâtes fortes (20 li.)	337	332
— Pâtes tendres (20 li.)	337	335
Comptant	436	439
— Rente d'Etat (20 li.)	462	462
— Rente d'Etat (20 li.)	496	496
Pâtes de 20 dollars	2.270	2.340
— 10 dollars	1.080	1.180
— 5 dollars	600	680
— 20 dollars	2.225	2.195
— 10 dollars	1.080	1.080
— 5 dollars	352	345
— 5 dollars	282	282

« Ces pâtes d'or ne sont vendues qu'à la demande »

Constatant leur impuissance face à la montée du chômage

Les dirigeants sociaux-démocrates sont à la recherche d'une stratégie de croissance

La première séance, vendredi 15 janvier, du colloque sur « l'actualité et les promesses de la social-démocratie », auquel M. Jacques Delors a invité les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates européens, à Paris, avec le club Témoin et la Fondation Friedrich-Ebert, a été consacrée à la recherche d'une stratégie de croissance et à la définition de nouvelles finalités sociales.

Le tableau de la social-démocratie européenne qu'offre le colloque organisé vendredi et samedi par M. Jacques Delors est celui de partis et de personnalités qui réunissent essentiellement le constat d'une impuissance, « Personne n'aime voir son banquier décider à sa place », a observé M. Michel Rocard, après avoir désigné parmi les « facteurs de non-croissance » la « non-maîtrise des interférences entre la sphère financière et la sphère productive ». Plus brutalement, M. John Smith, chef du Parti travailliste britannique, a demandé : « Si ce sont les marchés financiers qui commandent, à quel point le pouvoir politique ? » Et M. Franz Steinkühler, président du syndicat allemand de la métallurgie, IIG Metall, a rappelé que « la social-démocratie suppose des relations démocratiques entre les pouvoirs sociaux ».

Entre social-démocrate, aujourd'hui, en Europe, c'est cela : constater que la bonne santé économique globale de la Communauté a pour contrepartie 17 millions de chômeurs officiellement recensés, dont un peu de moins de vingt-cinq ans sur cinq ; s'en indigner, et s'inquiéter de ce que l'exclusion atteigne, comme l'a dit M. Rocard, « un seuil destructeur de civilisation, en tout cas de cohésion sociale » ; admettre que l'on ne sait pas quoi faire pour y remédier car, selon les termes de M. Giorgio Ruffolo, ancien ministre italien de l'environnement, « le monétarisme a fait faillite », mais « la gauche démocratique n'a pas trouvé la réponse ».

Des propos des invités de M. Delors, il ressort que la première conviction commune aux sociaux-démocrates européens est, simplement, la nécessité d'une action publique pour organiser la vie sociale, qui ne peut pas être abandonnée aux seules forces économiques. « Autant de marchés que possible, autant d'Etat que neces-

saire », a résumé M. Ingrid Matthäus-Maier, vice-présidente du groupe SPD du Bundestag. Cette action publique est-elle praticable ? M. Ruffolo a fait la liste des « impasses » dans lesquelles elle se trouve enfermée : impossibilité des politiques de relance dans « un contexte de vulnérabilité internationale » des économies ; réduction constante de l'offre d'emploi ; limite de la redistribution, parce que la pression fiscale devient très vite « intolérable » ; contrainte fiscale résultant du fait que la ressource abondante, c'est-à-dire le travail, est taxée lourdement, alors que la ressource rare — énergie, matières premières, espaces naturels — ne l'est pas.

Les regrets de M. Rocard

La « nécessité d'une offensive de croissance », que M. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, a relevée au terme du débat économique, appartient donc au domaine du mot d'ordre et non à celui de l'action effective. Celle-ci est actuellement dominée par des politiques économiques aux limites M. Smith a reproché de faire payer « un prix élevé pour une inflation relativement basse, qui a été supprimée plutôt que réellement jugulée ». L'intervention de M. Rocard a montré qu'il est l'un des responsables sociaux européens les plus écoutés par ses pairs lorsqu'il s'agit de réfléchir aux instruments d'une nouvelle croissance. Pourtant, l'ancien premier ministre a accompagné ses propositions du rappel des obstacles qu'il avait rencontrés pendant ses « trois ans de présence subalterne » à la tête du gouvernement.

Adaptable la fiscalité, afin de réduire les entraves au développement d'entreprises créatrices d'emploi ? « La France », a affirmé M. Rocard, est réformable sur ce plan. C'est de privilégier la spéculation au détriment des SICAV à 8 % ou 9 %, alors que la croissance s'est établie en moyenne, ces dernières années, à 2 % ? « On en a tant fait politiquement », a-t-il souligné, que ce changement est pratiquement hors de portée. Quant aux politiques monétaires, l'ancien premier ministre a souhaité que se rouvre le « débat théorique » sur ce sujet, car si l'inflation est « un cancer social », cela n'entraîne pas que l'on doive ne la combattre que d'une seule manière. Pourtant, a-t-il ajouté, « j'ai géré ces équilibres budgétaires et ma balance des paiements, pendant trois ans, avec

une brutalité impavide ». Tout en assumant sa part de responsabilité, M. Rocard ne s'est donc pas interdit de mettre implicitement en cause celle de M. Pierre Bédégovoy et celle de M. François Mitterrand dans les concessions faites à un monétarisme qui paralyse la gauche.

Il a reproché, aussi, au chef de l'Etat et à celui du gouvernement, sans les désigner clairement, la façon dont ils ont cherché à traiter le problème du financement des retraites (lire page 13). Aux pistes de réflexion économique indiquées par l'ancien premier ministre se sont ajoutées celles de d'autres ont évoqués en matière sociale. « Comment réformer l'Etat-providence ? », a demandé M. Antonio Guterres, secrétaire général du PS portugais.

M. Martine Aubry, ministre du travail, a souligné que, s'il ne faut pas « rejeter la base de la social-démocratie, qui est la protection minimale », il est nécessaire, aussi, de « la dépasser », en considérant que « la sécurité n'exclut pas la responsabilité » et que « l'assistance n'est pas la finalité d'une politique de gauche ». D'accord avec M. Rocard, qui avait insisté sur la recherche de politiques sociales fines, rompant avec la pratique habituelle de la définition de groupes sociaux auxquels est appliquée une prise en charge globale, gérée par une administration verticale, M. Aubry a souhaité « lutter contre deux tabous : la baisse des prélèvements obligatoires et celle de la fiscalité du capital ».

M. Laurent Fabius a réaffirmé que vingt ans de croissance continue du chômage, en dépit des politiques menées par la gauche et par la droite, imposent de repenser le problème en prenant pour base le partage du travail. Le premier secrétaire du PS est allé au-delà en se demandant « pourquoi, avec tant de bonnes idées, la social-démocratie, qui est à certains égards la première force politique en Europe, ne parvient pas à les mettre en œuvre ». « Est-ce que nous agissons en relais ? », a-t-il demandé, « ou sommes-nous simplement des hommes de gouvernement ? » a-t-il ajouté. La question était générale, certes, mais, à deux mois des élections législatives, elle devait aussi tinter aux oreilles du premier ministre et du président de la République, auquel M. Delors et ses invités allaient rendre visite en fin d'après-midi.

PATRICK JARREAU

Pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne en Bosnie

Les Occidentaux se sont mis d'accord sur un projet autorisant le recours à la force

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne se sont mis d'accord sur un projet de résolution autorisant le recours à la force pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine, a-t-on appris, vendredi 15 janvier, de source diplomatique aux Nations unies.

Ces pays espèrent présenter ce texte en séance plénière du Conseil de sécurité mardi ou mercredi prochains, attendant ainsi la réponse des Serbes de Bosnie au projet constitutionnel présenté à Genève par les médiateurs Cyrus Vance et David Owen.

La Russie a fait part de ses réserves sur certains passages de ce projet de résolution, qui était à l'étude depuis plusieurs semaines. L'ONU a décidé en octobre dernier une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine, concrètement pour empêcher l'intervention de l'aviation serbe dans les combats. Le texte ne prévoit toutefois aucune mesure pour faire respecter cette interdiction de survol. Les détails du texte mis au point vendredi par les Occidentaux ne sont pas connus. On précise toutefois, de source diplomatique, que le projet de résolution prévoit d'accorder aux Serbes un délai de grâce de trente jours pour se plier aux exigences de l'ONU, faute de quoi ils s'exposeraient à une intervention armée.

Il s'agit d'abord d'intercepter les avions serbes, avant de s'attaquer, si nécessaire, à leurs bases de départ, comme le souhaitent les Etats-Unis. L'opération, le cas échéant, serait placée directement sous le contrôle du Conseil de sécurité, mais la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans l'ex-Yugoslavie serait informée à l'avance de toute initiative. L'ONU a fait état de plus de 300 violations (serbes et croates).

Le ministre français de la Santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, et le président bosnien, M. Alija Izetbegovic, ont quitté ensemble Zagreb, samedi matin 16 janvier, pour Split (sud-ouest de la Croatie), d'où ils devaient se rendre à Sarajevo. A Zagreb, M. Kouchner avait eu un entretien avec le président croate, M. Franjo Tudjman, tandis que M. Izetbegovic rencontrait les coprésidents de la conférence de Genève sur l'ex-Yugoslavie, M. Cyrus Vance (ONU) et lord Owen (CEE). — (AFP)

de la zone d'exclusion aérienne en Bosnie depuis octobre. De nombreuses voix se sont élevées en France et en Grande-Bretagne pour contester le recours à la force en vue de faire respecter la zone d'exclusion. On souligne notamment le risque de représailles qui pourraient viser les « casques bleus » déployés sur place et l'on s'interroge aussi sur l'efficacité d'une telle initiative.

Le commandement de l'éventuelle opération en vue de faire respecter cette zone d'exclusion sera confié à l'OTAN, mais l'ONU aura la possibilité de faire cesser l'opération en cas de danger pour les « casques bleus » se trouvant au sol, a-t-on d'autre part appris vendredi de sources diplomatiques et diplomatiques à Bruxelles.

« L'ONU devient une cible »

La France et tous les pays qui ont déployé des « casques bleus » dans l'ex-Yugoslavie avaient auparavant demandé que l'opération soit placée sous commandement de l'ONU, et les seize pays membres sont parvenus jeudi à un compromis satisfaisant toutes les parties, a-t-on indiqué de

sources diplomatiques. Les Etats-Unis se refusent de leur côté à envoyer des troupes au sol dans l'ex-Yugoslavie.

Par ailleurs, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a accusé, vendredi, tous les belligérants du conflit en Bosnie-Herzégovine de prendre les convois humanitaires pour cible. « L'ONU devient une cible. Personne ne respecte le caractère humanitaire de ces convois », a déclaré un porte-parole du HCR, M. Silvana Foa. « Le mépris total de toutes les parties à l'égard de l'action humanitaire s'accroît », a-t-elle encore dit, ajoutant que le nombre des incidents, coups de feu de tireurs isolés ou bombardements au mortier contre des convois humanitaires, avait atteint la moyenne de deux par jour. Les combats se sont poursuivis sur l'ensemble du territoire bosnien. A Sarajevo, notamment, huit personnes — des hommes, des femmes et des enfants — ont été tués et dix-huit autres blessées par un obus tombé sur une file d'attente. Parallèlement, de violents affrontements ont opposé Croates et Musulmans à Gorzki-Vukov, en Bosnie centrale. — (AFP, Reuters)

Les Serbes de Macédoine, à leur tour...

Le Parti démocratique des Serbes de Macédoine (PDSM) a réclamé, vendredi 15 janvier, la convocation d'élections anticipées à la proportionnelle à l'organisation d'un nouveau référendum pour décider d'une éventuelle association de la Macédoine avec la Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Au cours d'une conférence de presse à Skopje, le PDSM a réclamé la tenue de ces élections et de ce référendum avant la fin du mois de mars.

Ce parti fait valoir que les Macédoines ont été consultés en septembre 1991 par référendum pour savoir s'ils étaient favorables à une Macédoine souveraine avec le droit de s'associer avec d'autres Etats de l'ex-Yugoslavie. Il considère que les Macédoines devaient désormais pouvoir s'exprimer sur le second volet de ce référendum. Les Serbes de Macédoine réclament également, d'ici à la fin de l'année, l'organisation d'un recensement ethnique sous contrôle international. Selon la PDSM, la Macédoine compte 300 000 Serbes, alors que la

dernier recensement n'en a fait apparaître que 44 000. Selon le gouvernement macédonien, il n'en reste plus que 30 000 après le départ de Macédoine, au printemps dernier, des membres de l'armée yougoslave. Le PDSM estime que les Serbes de Macédoine sont privés de leurs droits culturels et qu'ils devraient figurer dans la Constitution macédonienne au tant que « peuple constitutif ».

Le vice-président du parti serbe, M. Dobrivoje Tomic, a souligné que son parti tenterait de réaliser ces objectifs « par des moyens démocratiques ». Mais en cas d'échec, a-t-il dit, « nous serons contraints de prendre des mesures d'autodéfense ». « Sur ce point, nous comptons sur l'aide de notre mère-patrie (la Serbie), a-t-il ajouté. Des hauts avaient opposé la soir de la Saint-Sylvestre, dans le village de Kucaviste (nord de la Macédoine), des policiers macédoniens et des jeunes Serbes qui avaient organisé une manifestation nationaliste. — (AFP)

SOMMAIRE

DATES

Il y a deux cents ans, Louis XVI est condamné à mort... 2

ÉTRANGER

Le sommet russo-ukrainien à Moscou... 3
Loin des capitales : début d'ouverture à Saratov... 3
L'arrestation à Palerme du chef de Cosa Nostra... 4
Somaia : l'accord entre les factions est accueilli avec scepticisme... 5
Angola : les combats se sont encore étendus en province... 5
L'Irak fait fi d'un nouvel ultimatum du président George Bush... 5

POLITIQUE

La préparation des élections législatives : M. Chirac défend un « sage pragmatisme » sur la cohabitation... 6
M. Marchais : « Nous ferons tout pour faire barrage à la droite »... 6
Point de vue : « A victoire annoncée, responsabilité anticipée », par Jacques Barrot... 6
Livres politiques : « L'Etat, passionnément », par André Laurens 6

SOCIÉTÉ

M. Pierre Botton met en cause la vision de M. Bernard Tapie à la Vie claire... 8
Démentiellement d'un trafic de cocaïne... 9
La fin du Rallye Paris-Dakar... 9
Rugby : le Tournoi des cinq nations... 9

HEURES LOCALES

• Destination Poitiers | • Régions : mariages à la toulousaine | Ile-de-France : Paris expérimente les

compteurs au franc : la difficile bouelega de l'A 86 • Dossier : restauration municipale : un marché très convoité • Cités : Troyes : le réveil tardif de la belle Auboise... 17 à 24

CULTURE

L'opéra piquant de Sichuan... 11
Théâtre : pour un oui, ou pour un non, de Nathalie Sarraute... 11
Cinéma : la 21^e Festival d'Avoriaz... 11
La mort de Georges Mounin... 12

ÉCONOMIE

Le débat sur la retraite à soixante ans... 13
Le gouvernement britannique, la presse et le respect de la vie privée... 13
L'inflation a atteint 2,9 % en 1992 aux Etats-Unis... 13
Revue des valeurs... 14
Crédits, changes, grands marchés... 15

Services

Abonnements... 2
Cartes... 9
Météorologie... 12
Mots croisés... 12
Télévision... 12
Spectacles... 10
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » folioté 17 à 24 et un cahier « Radio-télévision » Le numéro du « Monde » daté 16 janvier 1993 a été tiré à 475 154 exemplaires.

En remplacement de M. Fitzpatrick

M. Bourguignon va diriger Euro Disney

M. Philippe Bourguignon, directeur général d'Euro Disney, va prendre la tête du parc de loisirs, remplaçant à sa présidence M. Robert Fitzpatrick, qui a porté le projet sur les fonts baptismaux. Symbole ou génie de la communication ?

Outre le nom du nouveau patron, il faut noter la présence d'un homme d'affaires cautionné par la volonté affichée d'un « européaniser » le parc, — la date officielle de la passation de pouvoir a été fixée au 12 avril, jour du premier anniversaire de l'ouverture du parc.

On réfute chez Euro Disney toute idée d'une mise à l'écart de M. Fitzpatrick ou l'hypothèse d'une sanction due à un succès moins grand que prévu. Euro Disney doit publier vers la fin janvier ses résultats. Les derniers chiffres remontent à la mi-novembre : une perte de 188 millions pour le premier exercice clos le 30 septembre était affichée et une autre était prévue pour les six premiers mois de l'année fiscale de 1992-1993.

M. Fitzpatrick, qui continuera à siéger au conseil d'administration d'Euro Disney SA et sera consultant auprès de la compagnie américaine, est un spécialiste des lanceurs de projets, explique-t-on dans le groupe. Marié à une Française, il restera dans l'Hexagone pour aider des entreprises étrangères à s'y implanter.

Son remplaçant, M. Bourguignon (quarante-quatre ans), connaît bien la maison : après quatorze ans passés chez Accor, il est entré en 1988 chez Euro Disney pour s'occuper des questions immobilières avant d'en devenir en septembre dernier le numéro deux. Sa nomination est une illustration de « l'europanisation » du parc qui a souffert auprès du public Français, notamment, de

son image « d'enclave de la culture américaine ».

Depuis plusieurs mois, le groupe rapatrie d'ailleurs un grand nombre de ses cadres américains et un effort est fait pour mieux se fonder dans le paysage. Déjà, cet automne, la campagne publicitaire pour les fêtes de conception Française, marquant un tournant dans la communication du groupe.

Apparemment ces efforts portent leurs fruits : après un mois de novembre morose — comme dans toutes les affaires françaises — décembre a bien marché : il a même fallu rouvrir deux étages d'un hôtel fermé.

F. V.

EN BREF

□ Transfert de technologie américaine vers la Chine. — La Chine utilisera secrètement de la technologie liée au missile anti-missiles Patriot pour améliorer des missiles sol-air de fabrication soviétique, moins performants, selon la revue spécialisée *Aviation Week*. L'hédo-madire indique que Pékin veut développer une technologie balistique indétectable par les systèmes de défense américains, ce qui lui permettrait de gagner des marchés dans les pays en voie de développement. Le directeur de la CIA avait indiqué début décembre que la Chine avait obtenu des informations sur le système Patriot, mais s'était refusé à dire qui les lui avait fournies. — (AFP)

□ Visite de M. Bruno Durieux en Turquie. — Le ministre délégué au commerce extérieur, M. Bruno Durieux, venu, jeudi 14 janvier, coprésider la troisième session de la commission mixte franco-turque,

Après quinze mois de conflit

Les dockers de Marseille ont voté l'accord avec les employeurs

MARSEILLE

de notre correspondant

Après quinze mois de conflit, les dockers du port de Marseille-Fos ont ratifié, vendredi 15 janvier, par 81,8 % des voix, le protocole d'accord sur l'application de la loi Le Drian conclu dans la nuit de vendredi 8 à samedi 9 janvier entre le syndicat CGT et les employeurs de manutention (le Monde du 12 janvier).

Aux termes de cet accord, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mars, sept cents dockers seront mensualisés et

trois cents trente-huit doivent conserver un statut d'intermittent. Mais il reste à boucler le financement d'un plan social de 800 millions de francs. « Je souhaite », a déclaré M. Georges Chapuis, président du syndicat des employeurs de manutention, que les ouvriers dockers se rendent compte, très vite, que la mensualisation ce n'est pas le bagne, mais, au contraire, quelque chose de positif. De son côté, le porte-parole de la CGT, M. Gilbert Natalini, a estimé que l'accord « était, hier, un maximum. Il devient, aujourd'hui, un minimum ».

G. P.

Mort du parolier Sammy Cahn

Sammy Cahn, qui avait écrit des chansons pour Frank Sinatra, Bing Crosby, Tony Bennett, est mort vendredi 15 janvier d'une crise cardiaque à Los Angeles. Il avait soixante-neuf ans. Fils d'un restaurateur juif new-yorkais, il s'était inspiré d'un classique du folklore yiddish pour son premier succès *Bei Mir Bist Du Schön*, interprété dans les années 30 par les Andrews Sisters. Il écrivit les textes de plusieurs classiques du jazz, *Until The Real Thing Comes Along* (Link Wray, Fats Waller), *Shoe Shine Boy* (Louis Armstrong) avec le pianiste Saul Chaplin.

Avec Jimmy Van Heusen et Johnny Burke, il fut l'auteur de quelques-uns des plus grands succès de Frank Sinatra, *Love and Marriage* (réécrit par le chanteur de raggauffin Shmoochie), *The Tender Trap*. Il écrivit également les paroles de *Missy*, d'Erroll Garner. — (Reuters)

هذه من الأخبار

Le Monde

Mariages à la toulousaine

Autour de la ville rose, les communes se regroupent en deux camps

19

Paris expérimente les compteurs en francs

EDF inaugure le franc à la carte pour les usagers des transports

20

Restauration municipale : un marché très convoité

Les entreprises privées tentent de séduire les maires

22

Troyes : le réveil tardif de la belle Auboise

La bonneterie n'est plus seule à offrir des emplois

24

18 Livres ■ Agenda ■ Nominations ■ Formation ■ Textes ■ Propos ■ 23 Débat ■ Courrier ■

HEURES LOCALES

DESTINATION POITIERS!

Pour accueillir les personnels décentralisés, les collectivités locales se mobilisent. Une action indispensable, aux effets difficiles à mesurer

Le sort les a arrêtés à Poitiers. C'est là que leur entreprise, Saft, qui produit des générateurs électrochimiques, s'apprête à transférer certaines de ses unités basées auparavant à Romboville, ex Seino-Saint-Denis. Alors, immobiles, le regard inquiet, les «délocalisés» écoutent avec attention les vœux de bienvenue. Autour de la table, ils sont une douzaine qui bésitent encore, tandis que des représentants, presque plus nombreux, des collectivités locales et des administrations poitevines s'emploient, si ce n'est à les convaincre, au moins à les rassurer.

Jusqu'à un certain point : «Nous sommes prêts à vous aider», annonce Gérard Biette, directeur du développement économique du conseil général de la Vienne. Mais il s'agit de coopération, pas d'assistance. Ses voisins acquiescent. Représentants du conseil régional, de la municipalité de Poitiers, de la chambre de commerce, de l'union patronale, de la préfecture, de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), ou d'Occi-Atlantique (une émanation de la DATAR), tous savent qu'ils ne peuvent se substituer aux salariés déplacés pour trouver un logement à leurs goûts, ni un emploi pour leurs conjoints. Alors les candidats au départ limitent leurs rares questions aux domaines de compétences traditionnelles des collectivités locales.

Depuis janvier 1992, c'est la septième journée de ce type organisée pour les salariés de Saft. Découverte de l'entreprise, réunions d'information, repas avec des responsables locaux, visite de la ville en autobus, «pratique, pas touristique», prévient Gabriel Ancizar, conseiller municipal chargé du logement. La cellule d'accueil, commuée à la ville, au conseil général et aux administrations partenaires, est rodée. Aussi a-t-elle pu mettre à profit son savoir-faire lors de l'arrivée, cet automne, des fonctionnaires du Centre national d'enseignement à distance (CNED), en provenance de Vanves, dans les Hauts-de-Seine.

Le transfert de Saft concerne environ cent cinquante emplois, celui des activités du ministère de l'Éducation nationale amènera, à terme, deux cents personnes dans les locaux fonctionnels bâtis pour eux sur le site du Futuroscope. Cette implantation constitue un atout important pour cette aire de loisirs, de formation et d'entreprises, chère au cœur de René Monory (CDS), président du conseil général. Deux bâtiments ont été construits, financés essentiellement



ment par le département. Le premier est mis gratuitement à la disposition de l'équipe de production audiovisuelle du CNED.

Un « bon partenariat »

Ces «localisations en région» selon la terminologie prônée par Michel Delebarre, ministre de la fonction publique, représentent également un enjeu pour un district de 105 000 habitants, regroupant huit communes. La ville de Poitiers, au dire de son maire, Jacques Santrot (PS), était plus habituée ces derniers temps à favoriser l'implantation ou le transfert d'entreprises de dix à vingt personnes. D'où l'intérêt d'unir les bonnes volontés.

Du côté du conseil général, François Boudet, recruté spécialement pour aider dans leur recherche d'emploi, les époux et épouses des personnels déplacés, vante avec enthousiasme la «bonne collaboration» entre l'ensemble des services concernés. Le maire, qui vient de recruter trois conjoints des nouveaux personnels de la Saft et du CNED, lui

reçoit la politesse en mettant en avant ce «bon partenariat». A Poitiers, la satisfaction mutuelle paraît sans faille, depuis la préfecture qui se charge de placer les conjoints fonctionnaires, en passant par le rectorat qui a trouvé des postes pour les enseignants et des places dans les établissements scolaires souhaités pour leurs enfants.

Tous les volontaires ont trouvé aisément à se loger dans le secteur public, avec l'aide de l'équipe municipale, ou privé, par l'intermédiaire des services du département. Ce dernier a poussé la sollicitude jusqu'à obtenir d'une banque des prêts intéressants pour les acheteurs. Il a, en outre, commandé une étude exhaustive sur les logements vacants, elle pourrait servir pour les prochains. Mais que pèsent l'accueil chaleureux des collectivités locales, les réceptions à l'hôtel de ville, les cadeaux de bienvenue, l'écoute bienveillante des administrations, voire les primes diverses de l'État face à la rupture avec des amis restés en Ile-de-France et face à la perte d'emploi du conjoint?

La situation de chaque délocalisé est

unique. A Poitiers, l'expérience aidant, chacun souligne avec force l'importance du facteur humain dans la réussite de ces greffes. Alors les ratés sont vécus comme un échec partagé par tous.

Mais, à quelques rares exceptions près, Jacques Santrot estime que l'installation des volontaires «ne se passe pas trop mal». Le maire admet qu'il appréhenderait les effets de deux opérations de délocalisation simultanées sur le marché local du travail.

En fait, les collectivités n'ont pas eu à faire face à des déferlantes d'anciens Parisiens. Le CNED évalue qu'au final environ 20 % des fonctionnaires de Vanves auront suivi leur poste. Pour la Saft, ce taux s'élève à 30 %. Ces proportions semblent faibles, mais elles restent proches de celles des autres opérations de localisation en région. Les déplacements massifs de fonctionnaires, que certains avaient pu imaginer, sont très éloignés de la réalité!

de notre envoyée spéciale à Poitiers
Martine Valo

Signal

DRÔLE de semaine pour les automobilistes italiens. Il leur a fallu abandonner leur précieux véhicule pour se déplacer dans quelques villes de la Péninsule. La cause de cette entrave à leur liberté individuelle porte un nom : la pollution atmosphérique produite par les gaz d'échappement.

L'augmentation importante de l'oxyde de carbone dans l'air, révélée par des appareils détecteurs, a obligé les municipalités de Rome, de Florence, de Milan puis de Trieste à prendre des mesures exceptionnelles. Interdiction de la circulation à certaines heures, système alterné permettant aux voitures de rouler un jour sur deux en fonction des numéros, pairs ou impairs, de leurs plaques minéralogiques. Faute de pouvoir faire appel au civisme des habitants, les élus ont eu recours aux remèdes déjà expérimentés dans d'autres pays.

Ces mesures sont-elles susceptibles de faire réfléchir les automobilistes français? Peuvent-elles les inciter à oublier leur voiture au parking pour tester les charmes des transports en commun ou de la marche?

Le recours à la répression n'est peut-être pas suffisant. Pour faire évoluer les mentalités on ne peut se contenter de mettre en place, brutalement, des plans anti-automobile.

La solution se situe plutôt du côté de l'éducation, d'un travail long et continu pour promouvoir, et au passage améliorer, les transports publics. De la réglementation aussi, qui ne doit pas favoriser la construction de parkings sous les immeubles de bureaux. Des municipalités enfin, qui peuvent choisir d'abandonner une politique favorisant l'implantation de sites souterrains à voitures.

L'Italie envoie un signal aux collectivités de l'Hexagone. Elles aussi peuvent connaître l'asphyxie par les tuyaux d'échappement. Un feu orange pour les grandes villes.

Serge Bolloche

ILE-DE-FRANCE

LE DIFFICILE BOUCLAGE DE L'A 86

L'achèvement de cette rocade de la région parisienne se heurte aux oppositions locales

La décision du conseil régional d'Ile-de-France de ne pas inscrire à son budget les sommes pour les travaux sur l'A 86 prévus dans le contrat Etat-région en 1993 relance le débat sur l'importance du bouclage, attendu depuis près de vingt ans, de cette rocade. En contournant la capitale à une dizaine de kilomètres des portes de Paris, l'A 86 désengorge la circulation sur le boulevard périphérique, qu'empruntent les véhicules qui transitent entre les autoroutes qui desservent les différentes régions de France et d'Europe.

Mais l'A 86 joue un rôle essentiel dans les transports interurbains à la région. Ceux-ci doivent augmenter de plus de 60 % pendant le prochain quart de siècle, et ces nouveaux déplacements s'effectueront pour plus des trois quarts de banlieue à banlieue. Mais les transports en commun ne présenteront jamais un maillage suffisamment dense en grande couronne pour inciter les habitants d'Ile-de-France à délaisser la voiture individuelle.

Les Franciliens perdent déjà chaque année dans les encombrements l'équivalent des heures travaillées par l'ensemble des

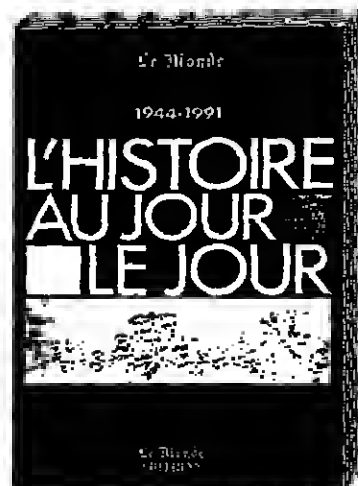
habitants de la région Rhône-Alpes... probablement parce que leurs déplacements en voiture entre leur domicile et leur travail restent en moyenne d'une durée plus courte que les mêmes trajets dans les transports collectifs (1). Une grande partie des embouteillages, qui ont connu une progression annuelle de 17 % ces quatre dernières années, se produisent au débouché des autoroutes sur la voirie locale. Devant cette situation, le gouvernement de Michel Rocard a décidé, le 13 octobre 1989, un plan d'urgence pour les transports en Ile-de-France, et fixé à

1996 et 1998 les dates limites pour le bouclage de l'A 86 au nord-est et à l'ouest de Paris.

Jusqu'à l'été 1992, il semblait que ce calendrier pourrait être respecté. L'influence des thèses écologistes dans les associations et les instances politiques de la région a remis en cause les projets en cours, alors que trois tronçons restent à réaliser pour qu'une continuité soit assurée sur les 68 kilomètres du tracé définitif. A Fresnes (Val-de-Marne) et Antony (Hauts-de-Seine), les travaux en cours devraient permettre l'achèvement en 1998 de tunnels et de voies couvertes qui transformeront en mauvais souvenirs les embouteillages de la Croix-de-Berny.

Christophe de Chenay
Lire la suite page 21

(1) Selon une enquête de l'Union routière de France, les trajets domicile-travail en grande couronne sont en moyenne de vingt-deux minutes en voiture individuelle et de une heure en transports collectifs (Le Monde du 6 octobre 1992).



Le Monde
ÉDITIONS

Un demi-siècle
d'histoire dans
les archives du
Monde

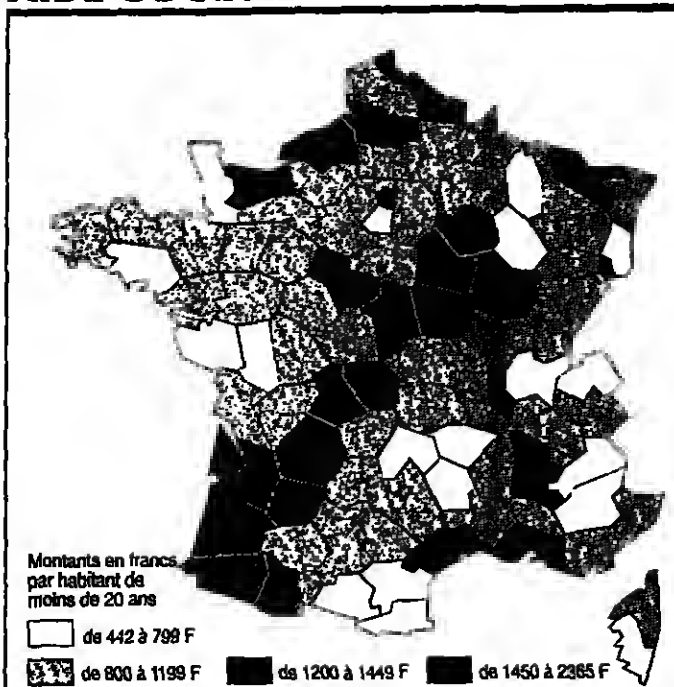
Une encyclopédie
pratique de
1064 pages (avec
chronologies, cartes
et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

REPÈRES

AIDE SOCIALE



Des politiques diversifiées

Les données recueillies par l'ODAS (Observatoire national de l'action sociale décentralisée) montrent que les dépenses d'aide sociale à l'enfance, par habitant de moins de vingt ans pour l'année 1990, varient entre départements du simple au sextuple. Cette inégalité dans la prise en charge de l'enfance en danger par les conseils généraux s'explique difficilement. Il y a certes des facteurs liés aux modes d'hébergement, d'autres inhérents aux problèmes budgétaires qui se manifestent, ici et là, avec plus d'acuité. Mais l'ODAS craint que, pour certains départements, des considérations électorales interfèrent dans les choix politiques.

« Les disparités, écrivent les responsables de l'ODAS, ne sont admissibles que dans la mesure où elles correspondent à des différences dans la situation économique et sociale des départements. (...) La rédaction des schémas départementaux des institutions médico-sociales montre que les départements adoptent très vite de la politique d'aide à l'enfance des attitudes très différentes. On peut aussi se demander si l'Etat n'a pas son mot à dire dans ce système social inégalitaire dont les enfants font les frais. »

[Source : Observatoire national de l'action sociale décentralisée.]

COMMENT SECOURIR L'ENFANCE EN DANGER

Un rapport vient rappeler que les conseils généraux ont encore à faire dans ce domaine

Le nombre d'enfants victimes de sévices reste dramatiquement inquiétant dans la France de 1993. Des chiffres insupportables ressortent d'une enquête de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS), menée auprès des conseils généraux, sur le signalement de l'enfance en danger. Environ 30 000 cas de maltraitance d'enfants ont été signalés en 1991. Parmi ceux-ci 6 000 à 6 500 concernaient des violences physiques et 2 000 à 2 500 des abus sexuels.

Les rapporteurs soulignent dans leur texte, publié jeudi 14 janvier, les difficultés rencontrées pour la récolte des données, et notamment l'absence de références communes, nationales, tant sur le signalement que sur la maltraitance. Afin de donner des estimations proches de la réalité, l'Observatoire a travaillé avec des représentants des principales administrations centrales concernées et les professionnels d'une dizaine de départements. Ainsi le signalement s'entend dans l'enquête comme « une information qui a donné lieu, après évaluation, à la décision d'intervenir. L'intervention décidée peut être soit directe (administrative), soit judiciaire ».

L'enfance maltraitée est classée en trois groupes : les jeunes ayant subi des sévices physiques, des sévices sexuels et enfin des carences affectives ou éducatives. L'ODAS a tenté de ne pas assimiler à l'enfance maltraitée toute l'enfance en danger, en particulier les enfants

dont la situation familiale précaire est un facteur de risque, sans qu'il y ait pour eux des carences ou sévices patents.

Malgré ces réserves, les rapporteurs précisent qu'environ 65 % des 30 000 signalements viennent de professionnels (médecins, travailleurs sociaux), 30,6 % émanent de la population elle-même (parents, voisins), le reste, soit 4,4 %, passant par le téléphone vert. En ce qui concerne les transmissions de dossier à l'autorité judiciaire, les rapporteurs notent qu'elles sont nettement plus fréquentes dans les départements les plus peuplés.

Diminuer les placements

En 1992, les dépenses d'aide sociale à l'enfance devaient atteindre 20 milliards de francs. Elles étaient de 18,2 milliards en 1990 et représentaient 4 % du total de la dépense d'aide sociale des départements. Plus de 71 % de ces dépenses sont consacrées à l'hébergement de près de 140 000 enfants (1), le reste allant aux diverses aides liées à l'action en milieu ouvert, qui concernent 110 000 actions éducatives.

Depuis une quinzaine d'années, la tendance a été de privilégier le maintien des liens de l'enfant avec sa famille et a donc entraîné une diminution des placements. Les rapporteurs notent toutefois un fléchissement de cette tendance et même depuis deux ans un arrêt du

mouvement. Ils se demandent si, crise aidant, on ne va pas assister à une légère remontée. Mais ils notent aussi une diminution du placement familial (20 % en quatre ans), peut-être due aux difficultés de recrutement des familles et à une admission croissante d'adolescents en établissement.

Le rapport confirme les efforts des départements pour installer ou rendre plus efficace leur dispositif de signalement des enfants maltraités. Mais les déficiences sont encore importantes. Par exemple, il existe une insuffisance de coordination entre les intervenants (justice, éducation, police, gendarmerie, social) à l'intérieur des dispositifs. Ce qui est particulièrement dommageable dans la mesure où la protection de l'enfance relève du champs d'intervention de plusieurs institutions. La pratique partenariale devrait au contraire être un réflexe.

Douze départements seulement ont répondu à la question : « De combien de signalements transmis à l'autorité judiciaire avez-vous été informés ? » « Les autres, note l'ODAS, ne disposent pas des éléments de réponse nécessaires. Cela souligne fortement le caractère non organisé de circulation de l'information entre deux principales administrations concernées ».

Les rapporteurs pointent aussi les disparités qui existent entre départements dans les dépenses d'aide sociale consacrées à l'enfance. Ils mettent en garde contre les tentations qui

déjà se font sentir de diminuer ce poste destiné à une population de « faible poids politique ».

L'autorité judiciaire souffre, elle aussi, de divers maux, son rôle et ses modalités d'intervention sont mal perçues. Les particuliers et même des autorités ne connaissent pas les procédures d'accès aux permanences, ce qui complique les signalements. La mauvaise coordination entre le juge des enfants et le juge aux affaires matrimoniales, tous deux appelés à statuer sur les affaires d'une même famille, ne favorise pas les choses.

Le secteur associatif n'est pas non plus d'une égale qualité ; or il a un rôle très important au sein de l'aide sociale. Il offre les deux tiers des capacités d'hébergement et prend en charge 84 % des mesures d'assistance éducative en milieu ouvert. Ce secteur, depuis la décentralisation, dépend des départements pour l'aide sociale, mais continue à rester sous la tutelle de l'Etat pour l'enfance délinquante. En ce qui concerne les relations avec les départements, l'Observatoire note une volonté de dialogue de la part des présidents de conseils généraux, mais l'analyse des schémas départementaux et de conventions avec des établissements risque « de banaliser et d'appauvrir les prestations fournies du fait d'une fixation trop draconienne des prix de journée, du refus de création de postes ou de l'encouragement des formes les moins coûteuses de prise en charge ».

L'avenir de dizaines de milliers d'enfants dépend de cet équilibre fragile entre institutions et responsables publics.

Christiane Chombeau

(1) 26 % en établissements, 55 % dans des familles d'accueil, 19 % dans des hôpitaux, internats scolaires ou établissements médico-éducatifs.

LIVRES

VIVRE ENTRE VILLE ET CAMPAGNE

LES PÉRIURBAINS DE PARIS

sous la direction de Francis Beaurion et Guy Burgel, Laboratoire de géographie urbaine, université Paris-X, revue Villes en parallèle n° 19, juin 1992, 192 p., 36 cartes, 150 F.

LES périurbains. Cette appellation, imaginée par les statisticiens de l'INSEE, désigne une nouvelle catégorie de Français dont l'apparition remonte aux années 70. Ces hybrides, que les sociologues ont quant à eux baptisés « rurbains », résident à quelque distance des grandes métropoles et tentent de cumuler les avantages de la ville et ceux de la campagne.

Leur « ethnicité » est particulièrement étonnante en Ile-de-France où elle peuple une sorte de troisième cercle situé entre 25 et 40 kilomètres de Notre-Dame. Le premier, marqué par la périphérie, est celui des « ruraux » parisiens ; le deuxième, formé des trois départements de la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne), est réputé celui des « banlieusards ». Le dernier, mais non le moindre puisqu'il compte davantage d'habitants que Paris intra-muros, est donc celui des périurbains. Il couvre en tout ou en partie quatre départements (Val-d'Oise, Yvelines, Essonne, Seine-et-Marne).

Les particularités de cette constellation de planètes gravitant autour de Paris ont justifié une étude spéciale des géographes urbains de l'université de Nanterre. Les contributions d'une dizaine d'auteurs sont réunies dans la dernière livraison de la revue *Villes en parallèle* (1).

Les territoires périurbains, notent-ils, ont connu depuis vingt ans un véritable boom démographique. De 1968 à 1982 (date du dernier recensement

considéré par les chercheurs), ils ont vu débiter en région parisienne plus de 320 000 personnes, soit un habitant nouveau sur quatre. Un bouleversement démographique et social sans précédent. Une partie de ces émigrants, principalement des jeunes ménages de classe moyenne avec enfants, ont d'abord choisi les villes nouvelles bâties exactement à la frontière entre le deuxième cercle banlieusard et la grande couronne, mais ils n'y restent pas.

Il leur faut aller vers la vraie campagne. De même les employés et les membres de professions intermédiaires qui s'installent dans le parc HLM périurbain le quittent dès qu'ils le peuvent pour acheter ou faire construire un pavillon. Interrogés par les géographes de Nanterre, les rurbains expliquent que leur migration n'est nullement motivée par un problème d'emploi, mais par le désir de devenir propriétaire dans un cadre agréable, c'est-à-dire rural, tout en restant proche des équipements et des services urbains.

Qualité de la vie d'abord

Comment sont-ils accueillis ? Fort diversément. Certains maires rechignent à voir grossir leur bourgade. D'autres déroulent le tapis rouge devant les projets de lotissement, mais ils sont vite déçus car, à peine installés, les périurbains refusent toute nouvelle immigration au nom de leur qualité de vie. Le processus est donc auto-bloquant. Le conseil régional n'ayant pas jugé bon de s'assurer le contrôle de l'agence foncière de la région parisienne et les achats de terrains des départements étant modestes, l'extension des périurbains se fait au petit bonheur la chance.

Dans une aimable anarchie, l'agglomération parisienne mange bon au mal au 2 000 hec-

tars des meilleurs terres agricoles de France. A ce rythme, elle aura doublé de surface en 2040 avec l'important problème de transport que cela suppose. Cas typique analysé par les chercheurs de Nanterre : la plaine de Montesson (Yvelines), zone maraîchère à haut rendement dont les 500 hectares aux franges ouest de Paris sont encore miraculeusement préservés se voit déjà rongée sur ses marges et tranchée par une nouvelle autoroute, la femelle et fort contestée A14.

Qui sont donc les périurbains ? Aux ruraux d'origine est venue s'ajouter depuis vingt ans l'éventail complet des catégories sociales. Ouvriers et employés sont présents, mais aussi, quasiment aussi nombreux, les professions intermédiaires, les cadres supérieurs et les membres des professions libérales. Signe particulier : les deux tiers ont famille et enfants. Ils arrivent de Paris bien sûr, de la banlieue, mais également de province. Bref, un melting-pot dont les composants ont en commun de ne vouloir vivre ni en banlieue ni dans la France vraiment profonde. Ils forment une société peu ségrégée, fort mobile, grosse consommatrice de biens matériels. Leur prototype est un couple jeune dont mari et femme exercent un métier, avec deux enfants et souvent deux voitures.

Les périurbains de Paris dessinent le visage d'une France moyenne, ni provinciale ni franchement parisienne. Comment les répartir sur le territoire français de manière cohérente alors qu'aucune autorité centrale ne maîtrise vraiment les terrains ?

Le schéma directeur de l'Ile-de-France y suffirait-il ? Une fois que les rurbains sont établis comment gérer ces immenses zones où les populations sont dispersées, mais exigent des équipements coûteux sous forme d'autoroutes, de voies ferrées, d'adduction d'eau, de réseaux d'assainissement, d'écoles, etc ? La périurbanisation lance un nouveau défi : faire vivre « ces villes à la campagne » dans le régal Alphonse Allais.

Marc Ambroise-Rendu

(1) *Villes en parallèle*, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex.

BLOC-NOTES

AGENDA

■ **Jumelages.** - L'Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE), qui préside Jacques Chaban-Delmas, organise un colloque intitulé « Quel avenir pour la coopération franco-allemande en Europe ? », à la Sorbonne, lundi 18 janvier. Des maires de communes jumelées allemandes et françaises doivent participer à cette manifestation qui est soutenue par l'université de la Sorbonne nouvelle Paris-III, le Goethe Institut de Paris et l'Institut d'Allemagne d'Asnières.

■ **Renseignements au (16) 38-77-83-83.**

■ **Collectivités et emploi.** - Les régions et les départements qui obtiennent les meilleurs résultats en matière économique sont ceux qui mettent le mieux l'attractivité entre les ressources locales et les besoins des entreprises. Le colloque organisé, jeudi 21 janvier à Melun, par Seine-et-Marne Développement, devrait permettre d'engager une réflexion entre les partenaires du développement économique de ce département d'Ile-de-France.

■ **Seine-et-Marne Développement.** 49-51, avenue Thiers, 77000 Melun.

■ **Action extérieure des collectivités locales.** - Depuis près d'un an la loi autorise les collectivités locales à conclure des conventions avec leurs homologues étrangères, dans la limite de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux de la France. Juridiquement la coopération décentralisée des collectivités locales est maintenant possible. Un colloque organisé à la Roche-sur-Yon (Vendée), par cette ville dont le maire est Jacques Auxéméry (PS), et l'association Cnés unies de France, qui préside Bernard Stasi (CDS), devrait faire le point sur ce sujet, les jeudi 21 et vendredi 22 janvier.

■ **Renseignements au (16) 51-47-48-48.**

■ **Formation et développement.** - Comment les nouvelles technologies peuvent-elles répondre aux besoins en matière de formation, et plus largement favoriser le développement régional ? Tel est le thème du séminaire organisé par l'association Technologies éducatives et nouveaux apprentissages (ATENA), avec le soutien du conseil régional de Languedoc-Roussillon, à Montpellier les mercredi 27 et jeudi 28 janvier. Des exemples concrets de formation à distance devraient y être présentés. Ces journées seront animées par le directeur du département

recherche et innovation du Centre national d'enseignement à distance.

■ **Renseignements au (16) 67-60-89-42.**

■ **Insertion professionnelle.** - Les exclus du marché du travail : sans doute l'un des problèmes les plus criants auxquels les collectivités locales sont confrontées. Elles ne sont pas seules : le colloque « Parcours d'insertion et activités économiques », qui aura lieu le jeudi 28 et le vendredi 29 janvier à Nancy, devrait permettre aux associations de prendre la parole sur ce thème. Ces journées sont organisées par la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (FNARS), avec le soutien de nombreux partenaires institutionnels.

■ **Renseignements au (16-1) 45-23-39-09.**

NOMINATIONS

■ **Nouveau secrétaire général pour les affaires régionales à la préfecture de Rhône-Alpes.** - Sous-préfet hors-classe, Gérard Dumont, quarante-deux ans, a été nommé secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR) à la préfecture de la région Rhône-Alpes, où il succède à M. Dominique Henry.

Né le 24 mars 1950 à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), Gérard Dumont est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien titulaire de l'école normale d'administration (promotion André Malraux). Il rejoint, en mai 1977, la direction générale des collectivités locales. En novembre 1980, il occupe les fonctions de secrétaire général

adjoint, puis de secrétaire général de la Préfecture de la région Rhône-Alpes. Sous-préfet de Carpentras en 1983, il est détaché, l'année suivante, à la mairie de Marseille comme secrétaire général adjoint, avant de devenir secrétaire général, chargé de l'administration, de décembre 1989 jusqu'en novembre 1991. Après une courte période de mise en disponibilité, il était, depuis juillet 1992, au cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur.

FORMATION

■ **Ecologie et pouvoirs.** - Le nouveau marché de l'environnement, la gestion des crises à dimension écologique, l'évolution de l'opinion publique, thèmes inscrits au programme du séminaire « Ecologie, pouvoirs publics et entreprises », sont d'actualité. Organisé par l'Institut d'études politiques de Paris, il aura lieu en deux sessions : les lundi 18 et mardi 19 janvier, puis début février.

■ **Renseignements au (16-1) 45-49-50-98.**

TEXTES

■ **Rapport des schémas de coopération.** - Les commissions départementales de la coopération intercommunale chargées d'établir des schémas devraient disposer d'un délai supplémentaire de six mois pour rendre leurs propositions. La date limite serait le 6 août 1993, au lieu du 6 février. Ce report a été adopté par le Parlement dans un article additionnel au projet de loi relatif à la prévention de la corruption.

PROPOS

■ **CRISE DE L'IMMOBILIER**
« Quatre ans seront nécessaires pour résorber les 365 000 mètres carrés de bureaux vides dans Paris intra-muros. »
Yves Bugaud, président du groupe de conseil Septime-Colliers, le *Nouvel Economiste* du 8 janvier.

■ **COMMUNAUTÉ DE VILLES**
« La communauté de ville repose sur une logique fondamentalement bonne. Les impôts sur les ménages restent aux communes pour leur permettre de pourvoir aux besoins quotidiens de la population. La taxe professionnelle, en dehors de la part qui est reversée aux communes, va à la communauté pour les grands équipements. »
Michel Crépeau (MRG), maire de La Rochelle, le *Quotidien du maire* du 13 janvier.

■ **BANLIEUES**
« Il y a des politiques publiques qui vont dans le bon sens, mais, la situation économique et sociale dans les quartiers populaires périphériques étant ce qu'elle est, cela se dégrade. D'où le titre de mon rapport : les nouvelles frontières. »
Adil Jazouti, sociologue, responsable de Banlieuescopes, l'*Humanité* du 12 janvier.

مخدم الأكل

HEURES LOCALES

RÉGIONS

MIDI-PYRÉNÉES

MARIAGES A LA TOULOUSAIN

Autour de la ville rose, les communes se regroupent en deux camps différents

Le 7 novembre 1992, le Syndicat intercommunal de la vallée de l'Hers (Sicoval) dont le siège était installé à Labège, une bourgade du Sud-Est toulousain - a cédé la place à une communauté de communes, importante par sa taille puisqu'elle regroupe trente-trois communes sur 23 000 hectares et près de quarante mille habitants. Quatre cent quatre-vingt élus se sont donc penchés sur les fondements de cette communauté, qui conservera, pour des raisons de notoriété, son appellation Sicoval. Un événement marqué par la venue du secrétaire d'Etat aux collectivités locales, Jean-Pierre Sueur. Une indéniable réussite de la coopération intercommunale, puisque, sur les trente-quatre communes adhérentes au syndicat, une seule a fait défaut, préférant jouer sa carte dans une autre structure.

Trouver des solidarités

Avec ses immeubles de verre et d'acier, aux formes travaillées avec un zeste de matériau traditionnel - la brique en pays toulousain, - l'Innopole de Labège a un indéniable cachet local. Dans ce parc technologique de la deuxième ou troisième génération, les permis d'urbanisme sont autant de signes distinctifs d'appartenance à un univers en voie de formation, le monde de la high tech.

Sur des pelouses qui ont poussé en quelques jours, à proximité de deux pièces d'eau où, par beau temps, les innopolitains peaufinent leur technique de la planche à voile, sont sorties de terre, en neuf ans, quelque trois cent cinquante entreprises qui accueillent aujourd'hui plus de six mille salariés. Ils travaillent dans des activités de services ou des laboratoires. Car l'objectif était de décourager les industriels aux activités polluantes et encombrantes.

L'Innopole est un campus à l'américaine, à proximité du complexe scientifique de Rangueil, à deux pas de l'autoroute Bordeaux-Montpellier, à portée d'hélicoptère de l'aéroport de Muret. C'est aussi une douzaine d'écoles ou d'instituts pour 3 000 étudiants et stagiaires. Un palais des congrès, alors que la ville de Toulouse hésite toujours sur le choix du site, est venu ces derniers mois compléter le dispositif d'accueil.

Le bilan est donc plutôt positif pour les quatre communes rurales, Labège, Saint-Denis, Escalquens et Auzielle, qui s'étaient associées, il y a dix ans, pour construire ensemble quelques équipements sportifs. Après ces premiers pas sur le chemin de l'intercommunalité, ces quatre communes les ont

RHÔNE-ALPES

LA PRIME DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le département de la Loire a mis en place une politique d'intéressement du personnel

Les sept cent quatre-vingt agents du conseil général de la Loire ont perçu avec leur bulletin de salaire du mois de décembre une prime d'intéressement, inférieure ou égale à 1 800 francs. Le principe de cette prime a été adopté à l'unanimité lors de la dernière session de l'assemblée départementale. Au nom des élus communistes, Paul Chomat a expliqué que ceux-ci « partagent tout à fait l'objectif de modernisation du service public » poursuivi par cette politique d'intéressement. Se faisant l'écho de certaines positions syndicales, il a émis toutefois des réserves sur la notion même de prime qui ne donne pas lieu au calcul de points de retraite.

Un sentiment d'appartenance

Destinée « à reconnaître et à valoriser le travail accompli », cette prime d'intéressement résulte de l'adoption, en mai 1991, d'un plan de développement des services. Les objectifs énoncés alors par Lucien Neuwirth (RPR), président du conseil général, étaient de « consolider les résultats positifs de la décentralisation » et d'« assurer la solidarité

rer la participation de chacun aux objectifs de l'institution et des services ». « Pour les sténodactyles, ces indicateurs pourront être liés à la présentation du courrier, pour d'autres agents, cela correspondra par exemple aux délais de traitement des factures », explique François Demonet.

Celui-ci convie néanmoins de la difficulté de « mesurer la plus-value d'une action administrative ».

Une évaluation en 1993

Ces paramètres feront l'objet d'une première évaluation en 1993, année où ils seront intégrés dans le calcul de l'intéressement. Pour 1992, cette prime se compose d'une partie fixe, d'un montant de 1 000 francs, correspondant à la participation à un « entretien de validation de poste », et d'une partie variant entre 300 et 800 francs, selon le nombre de jours d'absence relevés entre le 1^{er} novembre 1991 et le 31 octobre 1992.

Pour le budget 1992 du conseil général de la Loire, le versement de cette prime représente 1,5 million de francs, un peu moins de 1 % de la masse salariale. Symbolique, cette prime constitue toutefois pour Lucien Neuwirth « un premier pas vers une politique de participation plus ambitieuse », destinée, selon le président de l'assemblée départementale, à « renforcer l'adhésion des clients du service public que sont nos administrés ».

de notre correspondant à Saint-Etienne Vincent Charbonnier

BRETAGNE

Le conseil régional se met au vert

UNE délégation à l'environnement vient d'être créée au conseil régional de Bretagne dont le président, Yvon Bourges (RPR), a annoncé la mise en place lors d'une conférence régionale de l'environnement. Son conseil scientifique émettra en toute indépendance « des avis sur les grands axes de la politique de l'environnement en Bretagne », ainsi que des avis plus ponctuels sur tout dossier qui pourrait lui être soumis.

Pour les responsables des Verts, cette initiative, « qui va dans le bon sens », ne devra pas se limiter « à repêcher en vert des murs sales ». Selon les écologistes, « une politique volontariste suppose des moyens ». Ils espèrent que cette conférence régionale « n'aura pas la même absence de réalité que le groupe de travail sur l'eau, qui ne s'est jamais réuni ».

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Des volontaires pour les Jeux méditerranéens

Le comité d'organisation des Jeux méditerranéens, qui doivent réunir des athlètes de 20 pays en Languedoc-Roussillon du 16 au 27 juin, est à la recherche de 6 000 bénévoles. Inspirés des Jeux olympiques d'Albertville, cette initiative permet d'affecter des volontaires à des tâches d'accueil, de transport des athlètes, d'accreditation des personnalités, de gestion des parkings, de secrétariat, etc. Ils doivent être recrutés sur les sites d'épreuves eux-mêmes, au moins dans la région pour les associer à la vie des Jeux sans avoir à prendre en charge des frais d'hébergement trop coûteux. Ainsi, 400 d'entre eux seront installés sur le site de Béziers, 360 à St-Est et 1 000 à Agde, où aura lieu la cérémonie d'ouverture et où sera situé le village des athlètes. Pour composer l'équipe event le mois de mars, 5 000 affiches et 35 000 dépliants ont été distribués dans la région. Tous seront ensuite vus aux couleurs de la manifestation, dont le mascotte, une rascasse joyeuse, vient d'être officiellement présentée.

Le percement du tunnel du Puy de Sancy

Le percement du tunnel du Puy de Sancy a été achevé.

Le dernier coup de pioche du tunnel du Puy de Sancy a eu lieu lundi 11 janvier, deux ans après les premiers travaux de forage en novembre 1990. Mais il faudra attendre la fin de l'année 1994 pour la mise en service de cet ouvrage. Situé sur la RN 20, entre Toulouse et Barcelone, cet axe reliant l'hospitalet-près-Andorre (Ariège) à Porté-Puymorens (Pyrénées-Orientales) permettra d'éviter de passer par la col du Puymorens, 1 915 mètres d'altitude, d'un accès hivernal difficile. Long de 4 820 mètres, le tunnel comportera deux voies de circulation au gabarit européen.

Son accès sera payant. En effet, l'ouvrage, d'un montant de 750 millions de francs (valeur 1989), a été financé à hauteur de 500 millions par les Autorités du sud de la France, qui ont assuré son exploitation. Le Fonds européen de développement économique régional (180 millions de francs) et les collectivités locales (70 millions) ont payé le reste. Le trafic prévisionnel est estimé, à la mise en service, à 2000 véhicules par jour, dont 5 % de poids lourds.

GRAND SUD-OUEST

PAU, TARBES, LOURDES TRIO PYRÉNÉEN

Face aux métropoles régionales les trois villes ont créé un réseau

Au fur et à mesure que se crée l'Europe, deux dorsales sont en train de se dessiner sur les façades atlantique et méditerranéenne, autour des mégapoles de Bordeaux et Toulouse. Les capitales de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées auraient tendance à aspirer tous les courants d'attrait et de séduction transfrontaliers vers l'Espagne et le Portugal. A l'inverse, les villes moyennes de Pau, Tarbes et Lourdes se trouvent géographiquement excentrées et à l'écart du flux économique que suscite la formation du puzzle européen.

Il se situe au vingt-neuvième rang de l'ensemble urbain français et au quatrième sur l'échelle du Grand Sud-Ouest, derrière les centres de Bordeaux, Toulouse et Nîmes-Montpellier.

En jetant aux orties leurs vieilles rivalités historiques de Béarnais et de Bigourdains et leurs oppositions politiques, les maires de Pau, André Labarère (PS), de Tarbes, Raymond Erraçarret (PC), et de Lourdes, Philippe Douste-Blazy (UDF-CDS), tout en conservant l'identité culturelle spécifique de leurs villes, misent aujourd'hui sur les effets de leur proximité (20 à 40 kilomètres) pour se créer une « communauté de destin et d'enjeux homogène, ambitieuse et offensive ».

Les trois partenaires de ce réseau de villes - le dix-septième en gestation suivi par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - veulent véhiculer l'image d'une « armature urbaine de véritable territorialité pyrénéenne ». Ils s'appuient sur quatre fleurons : le pétrochimie, l'aéronautique, l'agroalimentaire et le tourisme, dynamisés par les cinq millions de pèlerins qui se rendent à Lourdes chaque année. Ils ont d'autre part fixé leurs priorités de réflexions et d'actions communes dans les domaines de l'emploi, de l'environnement, de la communication, de la coopération inter-hospitalière et de la prévention antisismique.

Mais c'est surtout en direction des liaisons routières, avec le tunnel du Somport et l'élargissement de la RN 21, que se dessine cette coopération pyrénéenne. En unifiant leurs efforts, les deux aéroports de Pau-Pyrénées et de Tarbes-Ossun-Lourdes se classent au dixième rang des équipements aéroportuaires français (971 943 passagers en 1991). Les universités de Pau et Tarbes, en regroupant enseignants et étudiants, peuvent aussi atteindre un potentiel qui leur permet d'apparaître dans la compétition intellectuelle que se livrent les établissements d'enseignement supérieur.

Cette métropole du Grand Sud pyrénéen est consciente de certaines fragilités, mais aussi de potentialités qu'une planification économique et géographique pourrait engendrer. André Labarère définit cette nouvelle approche de la coopération comme « une volonté de servir ».

Philippe Douste-Blazy parle de « solidarité territoriale » et Raymond Erraçarret évoque « un pôle d'équilibre ». En définitive, c'est l'ossature d'une entité régionale pyrénéenne écartelée jusqu'ici par la décentralisation administrative que revendique ce réseau de villes.

de notre correspondant à Tarbes Jean-Jacques Rollat

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE MINISTRE ET LES CAFETIERS

Baumet encourage les commerçants à s'installer à la campagne

Le ministre du commerce et de l'artisanat, Gilbert Baumet, vient d'écrire trente-deux mille deux cents lettres aux maires de communes de moins de deux habitants pour les inciter à l'installation de commerces locaux municipaux. Cette initiative a pour but de favoriser, voire d'encourager, les activités commerciales (boulangeries, épicerie, ateliers, etc.) dans les communes rurales. Les communes seront encouragées à intégrer dans un serveur télématique de sorte qu'un marché des locaux disponibles se mette en place. Lancée mardi 12 janvier, cette opération, dénommée « Renouveau-Campagnes », qui a bénéficié de l'appui du ministère de l'Agriculture et du Développement rural - « c'est une idée simple et intelligente », a déclaré le ministre Jean-Pierre Soisson, - veut s'intégrer dans une politique générale d'aménagement du territoire pour le monde rural (qui reste à définir...). Une politique particulièrement

importante pour les régions les plus défavorisées, soit environ quatre cents cantons et près de dix mille communes.

Le ministère du commerce et de l'artisanat apporte une aide correspondant à 20 % des frais d'investissement engagés par les communes pour rénover les locaux, si le besoin existe, et pourra prendre à sa charge une réduction de loyer.

De 1981 à 1988, 12 % des petites communes, soit quelque 4 500 villages, ont perdu leur dernier commerce. Après les écoles, les bureaux de poste et autres services publics, ce sont les échoppes qui ont baissé définitivement leur rideau. Et l'artisanat rural a vu fondre ses effectifs de 17 %.

Or, quand le dernier café ferme ou quand la boulangerie n'a pas de repreneur, on peut dire sans grand risque de se tromper que le village est sur le bord du trou...

F. Gr.

Le Monde EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

IMMOBILIER

Audacieuse construction-démolition dans le XX^e arrondissement

Ce sera une première pour Paris. Les 2 500 locataires de la cité Fougères, quatre barres de 10 à 14 étages plantées d'importants communs au bord du périphérique, dans le vingtième arrondissement, vont vivre une opération de relogement sur place originale. Au lieu de tenter une réhabilitation classique de ces HLM, mal bâtis en 1960, l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Paris leur propose d'innover.

Sur les 3,5 hectares de terrain, l'architecte Robert Ballon a imaginé un vrai quartier composé de 11 immeubles à taille humaine (de 4 à 6 étages), ouvrant à la fois sur rue et sur jardin, protégés des rumeurs du périphérique, dotés de commerces en rez-de-chaussée et de parkings en sous-sol.

Mais comment faire « in situ » 617 appartements plus confortables sans déloger les occupants des barres condamnées ? Solution : commencer par édifier les nouveaux immeubles au pied des tours. Ensuite, et ensuite seulement, il sera proposé aux locataires de déménager pour occuper des appartements dans ces HLM neufs. Enfin, les vilaines bâtisses seront démolies.

Comme il serait trop dangereux de les dynamiter, on les démolira étage par étage, « à la petite cuillère » en somme. L'opération complète demandera huit ans. Engagement pris par l'OPAC : les appartements neufs ne seront pas plus chers au mètre carré que les anciens. L'Office absorbera durant dix à quinze ans le déficit d'exploitation qui en résultera.

CONSUMMATION

LE COMPTEUR QUI PARLE EN FRANCS

Dans le XI^e arrondissement, EDF tente une expérience de paiement de l'électricité à la carte

LS ne sont encore qu'une dizaine à Paris, et les responsables d'EDF préservent leur anonymat. Pas question de livrer à la curiosité publique ces clients-cobayes qui, depuis quelques semaines, expérimentent un nouveau système de paiement des consommations électriques : un compteur qui affiche en francs les dépenses de courant, qu'on peut payer au jour le jour.

Les facilités domestiques offertes par la fée électricité ont eu des effets dévastateurs dans certains foyers. Chez ces cigales, la machine à laver tourne sans cesse, la télévision reste allumée en permanence et personne ne se soucie d'éteindre le chauffage en quittant le logis. Résultat : des factures ruineuses, impossibles à payer sur l'heure, des démarches auprès d'EDF pour étaler le paiement et parfois des coupures qui plongent la maison dans la détresse.

Entre 1973 et 1991, la consommation moyenne des foyers français a été multipliée par 2,6 et le prix du kWh par 3,3. La facture moyenne par abonné « basse tension » a été multipliée par 8,71. Sur l'ensemble de la France, les clients attendent en moyenne trois semaines avant d'acquitter leur dette et 7 % d'entre eux, soit près de deux millions, viennent chaque mois faire la queue dans les agences EDF pour vider leur porte-monnaie ou quémander un sursis. Le tout-électrique ne fait pas le bonheur. Il peut même devenir synonyme d'angoisse pour les plus imprévoyants. Cet effet pervers de la société de

consommation sévit particulièrement dans les quartiers populaires. Il empoisonne les relations de l'entreprise publique avec ses clients et gêne ses campagnes de publicité en faveur de l'électricité.

Une petite clé de plastique bleu

La solution n'était pourtant pas loin. Juste de l'autre côté de la Manche où, depuis des décennies, les Britanniques disposent de compteurs affichant la consommation en pennies et dont ils satisfont la gourmandise directement, au jour le jour, au moyen d'une sorte de carte bancaire. Tout occupé de prouesses techniques, nos électriciens n'avaient pas songé à cet œuf de Colomb. Depuis 1990, ils l'ont mis à l'essai à Roubaix et dans sept communes alentour où les clients de condition modeste sont légion. Mille cinq cents d'entre eux l'ont adopté et s'en disent fort satisfaits.

La direction d'EDF a donc décidé de lancer le « produit » dans la capitale. Avec l'accord du maire de l'arrondissement, Alain Devaquet (RPR), elle a choisi le très populaire XI^e arrondissement et plus précisément le quartier Saint-Ambroise, entre la République et le Père-Lachaise (1). Depuis le 18 novembre 1992, de la rue de Charonne au faubourg du Temple, elle cherche des volontaires pour tester ce qu'elle a baptisé le « service CLE », autrement dit le « compteur libre énergie ».

L'appellation est jolie mais peu explicite. Une dizaine de foyers ont osé se lancer dans l'aventure.

Mais, si tout se passe comme à Roubaix, le bouche à oreille fera merveille et, dans quelques mois, l'agence Saint-Ambroise devrait disposer d'un millier de cobayes.

Chez les volontaires du service CLE, les agents EDF ont remplacé gratuitement les vieux compteurs électromécaniques par une boîte électronique noire et bleue. La consommation ne s'y affiche plus en énigmatiques kilowattheures mais en francs. Petite révolution qui permet à chaque membre de la famille de savoir ce que coûte le fonctionnement de la machine à sécher le linge, des plaques de la cuisine ou des convecteurs.

« Éteignez la télé, disent eux-mêmes les enfants, le compteur tourne vite ».

Seconde innovation : aucun agent ne vient sonner pour relever le compteur. Pas de facture non plus en fin de mois. Mais le chef de famille dispose d'une petite clé en plastique bleu, le Sésame de tout le système. Il s'agit en réalité d'une carte à puce dotée de mémoire et qui joue le rôle de transporteur de

fonds. C'est elle qui, en introduisant électroniquement de l'argent dans le compteur, l'autorise à démarrer et à amener le courant dans la maison. Il faut donc, au préalable, qu'elle-même ait été créditée d'une somme minimum, comme un compte en banque.

Pour ce faire, les utilisateurs doivent se rendre dans une sorte de station-service, ouverte 24 heures sur 24, à la porte de l'agence EDF du quartier. Ils introduisent dans un « chargeur » à la fois la clé et autant de pièces de 10 francs qu'ils le souhaitent. Les pièces sont avalées par la caisse EDF et la clé se « charge » d'une somme équivalente.

Synonyme de liberté

Expérience faite, on a constaté que les clients du service CLE viennent tous les dix jours charger leur clé de 100 à 150 francs. Ils s'en retournent chez eux, introduisent leur clé-miracle dans le compteur et dès lors celui-ci tourne jusqu'à épuisement de la somme. Juste avant de s'arrêter, il pousse la courtoisie jusqu'à avertir la maisonnette par une sonnerie. Il est temps d'aller recharger la clé, autrement dit d'aller s'acheter pour 100 à 150 francs de courant. Et, si on n'en a pas le loisir, le compteur accorde même un crédit de 50 francs, soit deux à trois jours de courant.

Le système exige de l'EDF des investissements techniques et financiers importants. Le compteur électronique vaut 1 500 francs, soit le double d'un appareil classique. La clé a son prix, le char-

geur coûte 60 000 francs et derrière tout cela il faut un ordinateur de gestion. Mais on économise les relevés, les facturations, les remises en route après coupures et les pénibles pourparlers avec les mauvais payeurs.

Pour l'abonné, le service CLE est simple. Il est également synonyme de liberté. Chacun consomme selon ses besoins et surtout selon ses moyens financiers du moment. Le plus stupide sait exactement où il en est et combien lui coûtent ses esclaves électriques. Les gamins apprennent à gérer le budget énergétique. Finalement, en évitant les gaspillages, le foyer réalise des économies.

Les Parisiens vont donc dire ce qu'ils pensent du compteur « intelligent » que leur propose EDF. S'ils l'adoptent, l'idée pourrait être reprise par Gaz de France. Les Roubaixiens qui ont tâté du paiement à la carte réclament également son extension à la fourniture d'eau et de téléphone. Les services de recherche d'EDF sont au travail. Ils imaginent pour 1997 un compteur affichant la dépense mais sans clé ni station de recharge. L'agence EDF du quartier fera le relevé par télécommande et prélèvera automatiquement la somme due sur le compte du client. Le vent de l'innovation commerciale soufflant enfin chez les électriciens, on peut à présent s'attendre à tout.

Marc Ambroise-Rendu

(1) EDF n'est que concessionnaire de la Ville pour la distribution du courant.

AMÉNAGEMENT

DES ASSOCIATIONS REFUSENT LE SDAU

Les défenseurs de l'environnement critiquent le nouveau schéma directeur de la région

INACCEPTABLE en l'état. Tel est en substance le jugement que portent sur le schéma directeur de l'Ile-de-France quinze associations nationales de protection du patrimoine bâti, de la nature et de l'environnement. Leurs représentants, réunis lundi 11 janvier à Paris, à l'initiative d'Yvelines Environnement (1), se sont livrés à une analyse fort critique du document actuellement soumis à l'avis du conseil régional (le Monde du 13 janvier).

Certes, notent les associations, le schéma, à la différence de ses prédécesseurs de 1965 et 1976, fait référence à l'environnement et au paysage, semble donner la priorité aux transports en commun et parle d'éviter une urbanisation excessive. Mais, pour elles, la suite du dossier contredit ces intentions. En effet, l'accroissement de la population francilienne de 1,6 million d'habitants au cours des vingt prochaines années supposerait la disparition de 50 000 hectares de terres agricoles, soit cinq fois la superficie de Paris. Les dirigeants du mouvement associatif notent d'ailleurs qu'un tel choix, affectant lourdement les autres régions françaises, aurait dû faire l'objet d'un débat national, au Parlement par exemple.

Comment se répartiront les habitants supplémentaires et les activités nouvelles ? Le schéma voudrait les grouper dans des « centres d'envergure ». Les défenseurs du cadre de vie estiment que, avec ces technopoles calquées sur le modèle américain et trop proches du centre, on va répéter l'erreur des villes nouvelles qui n'ont pu empêcher le développement en tache d'huile de la mégapole parisienne. Pour les reliefs prévus un considérable réseau de routes supplémentaires qui est « l'addition de la quasi-totalité des projets imaginés par les différentes directions départementales de l'équipement ». Cette option, qui paraît poursuivre le vieux rêve d'une impossible fluidité du trafic, risque d'avoir des effets pervers : une région littéralement hachée, un afflux de véhicules, une croissance exponentielle de la mobilité, une augmentation corrélatrice des nuisances dues au bruit et à la pollution de l'air. Pour les

représentants des associations, tout cela est contradictoire avec les intentions de protection des espaces naturels, qui apparaissent ainsi comme « de simples clauses de style ». En effet, observent-ils, le schéma ne présente aucune carte des réserves, parcs régionaux, paysages sensibles, sites et monuments précieux qu'il faudrait soustraire aux atteintes des aménagements.

Il n'existe pas davantage de cartographie des zones inondables, affirment les associations. Nulle mention non plus d'un quelconque programme de réhabilitation des cités de banlieue et des nécessaires itinéraires pour deux-roues.

« De simples clauses de style »

En définitive, le schéma se présente comme « un document d'occupation de l'espace appuyant les projets d'équipement et pas du tout comme un document d'urbanisme tendant à l'amélioration du cadre et de la qualité de la vie ».

Les animateurs de la mouvance associative font remarquer que le schéma « fait l'impasse sur les moyens d'exécution. Les prescriptions juridiques, présentes dans l'avant-projet, se sont évaporées, les coûts financiers ne sont pas évalués et les responsa-

bilités administratives laissées dans le flou. Qui, des communes, des groupements de communes, des départements, de la région et de l'Etat, décidera finalement de telle ou telle implantation nouvelle ?

Les associations nationales souhaitent donc que le schéma directeur de l'Ile-de-France soit remis sur le chantier et amendé en fonction de deux préoccupations qui ne leur paraissent pas avoir été suffisamment prises en compte : l'aménagement du territoire national et la qualité de vie des Franciliens. Elles suggèrent que le document « joue les grandes villes du bassin parisien » au lieu des technopoles périurbaines créées de toutes pièces, que « l'on améliore la qualité de la vie des villes nouvelles au lieu de les étendre ». Selon elles, le document révisé devrait s'accompagner d'un programme pluriannuel de financement portant notamment sur les transports en commun, la réhabilitation des quartiers marginalisés, l'acquisition d'espaces naturels menacés, la réduction des pollutions et le recyclage de tous les déchets.

Pourquoi une prise de position si tardive ? « Nous n'avons disposé d'un document « définitif » et donc crédible qu'en décembre 1992 », explique Christine-Françoise Jeanneret, présidente d'Yvelines Environnement. « Ensuite nous avons été aussi vite que possible, mais la réaction des grandes associations est unanime. »

M. A.-R.

(1) Yvelines Environnement (union départementale des associations pour la sauvegarde et l'environnement des Yvelines), 20, rue Mansart, 78000 Versailles.

La butte Montmartre en fête

Honneur au courage malheureux. La parade organisée pour la première fois par le syndicat d'initiative de Montmartre, la seule institution du quartier de ce genre et, paraît-il, la seule totalement privée en France, n'a pas attiré les foules escomptées. Il est vrai que le jour désiré — le 1^{er} janvier — et la température sibérienne ne favorisaient guère le succès. Pourtant la défilé, qui a parcouru durant trois heures les rues de la Butte, ne manquait ni de couleurs ni d'entrain.

Juchés sur une calèche, les danseuses du Moulin-Rouge en tenue légère ouvraient la

marche. Suivaient une vingtaine de groupes où alternaient des « marching bands » américains en grand uniforme, la fanfare des Poulbots, des majorettes tchèques, une fanfare tyrolienne et des attalages de chiens de traîneau. Les seuls à ne pas grélotter. Mais musiciens et danseuses ont crûment combattu la froidure en soufflant dans leurs cuivres et en se trempant dans un rythme redoublé. Les spectateurs étaient transis mais ravis. Montmartre s'est promis de recommencer l'an prochain. Une fête n'est jamais de trop à Paris.

Le Monde des DEBATS

Le Monde

L'ALIBI HUMANITAIRE

En dehors de sa justification immédiate, l'action humanitaire ne sert-elle qu'à masquer l'impuissance ou le désir de puissance des nations riches ? Le cri d'alarme de l'écrivain Tahar BEN JELLOUN au nom des peuples du Sud. Les limites et les ambiguïtés du droit humanitaire, par Pierre-Marie DUPUY, juriste. Le témoignage de Christophe RUFIN, vice-président de Médecins sans frontières. L'exemple somalien, par le sociologue Gérard PRUNIER.

UNE BELGIQUE DÉCHIRÉE

Une nouvelle fois la question se pose : le royaume belge peut-il résister à la volonté d'autonomie des Flamands et des Wallons ? Les réponses de Xavier MABILLE, historien. Pierre MERTENS, écrivain. René SWENNEN, avocat aux barreaux de Liège et de Paris.

LE TEMPS DES EXCLUS

La crise multiplie le nombre des exclus et distend davantage encore les liens sociaux. Comment retrouver de nouvelles formes de solidarité ? Les analyses d'Alvin TOFFLER, sociologue américain. Jean-Baptiste DE FOUCAULD, commissaire au plan. Bronislaw GEREMEK, historien polonais.

Numéro de janvier 1993

هكنا من الأكل

HEURES LOCALES

I L E - D E - F R A N C E

SEINE-SAINT-DENIS

PROTÉGER LES LIBRAIRIES

Dans le département, la diffusion classique du livre est menacée. Conseil général et municipalités apportent leur aide aux commerçants

UNE librairie traditionnelle pour plus d'un million d'habitants (1). Dans le domaine de la diffusion du livre, la Seine-Saint-Denis fait figure de département sinistré. Cette unique librairie est située dans le centre de Montreuil. Créée en 1981 sur 45 mètres carrés, Folies d'encre occupe aujourd'hui 250 mètres carrés de surface commerciale. En onze ans, son chiffre d'affaires annuel est passé de 800 000 francs à 7 millions de francs, mais sa clientèle reste à 70 % montreuilloise. Les lecteurs des autres villes du département font leurs achats ailleurs, notamment dans les hypermarchés ou des chaînes telles que Le Temps de vivre.

D'autres départements de la petite couronne, comme le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine comptent chacun entre cinq et sept librairies de ce genre. Autre symptôme de la difficile pénétration du livre en Seine-Saint-Denis : le faible nombre de points de vente dits de « premier niveau », un label décerné par les éditeurs aux quelques huit cents meilleurs points de vente de l'Hexagone. La Seine-Saint-Denis en compte neuf, le Val-de-Marne vingt-deux, les Hauts-de-Seine quarante-quatre, le Val-d'Oise et les Yvelines respectivement dix-neuf et quarante.

« A Folies d'encre, on n'encaisse jamais de gros chèques », explique le directeur de la librairie montreuilloise, Jean-Marie Ozanne, le panier moyen de nos lecteurs est bien moins garni que dans les autres départements de Paris.

Le livre tient de l'objet de luxe, pour une population aux revenus plus faibles que la moyenne et les points de vente de Seine-Saint-Denis assurent l'essentiel de leur chiffre d'affaires avec le livre paracolaire, que les parents d'élèves sont obligés de financer.

Mais pour Jean-Marie Ozanne, le monde de l'édition et de la librairie porte aussi une part de responsabilité dans cette désertification culturelle. « Les professionnels ont toujours eu le plus grand mal à franchir le périphérique », affirme le patron de

Folies d'encre. « Ce monde souffre encore de paritarisme aigu et ne considère pas a priori la banlieue comme un marché valable ».

L'exemple de la FNAC est significatif. La célèbre centrale d'achats a tenté une brève expérience à Saint-Denis, qui a duré de 1986 à 1989. Sans afficher des records, le magasin était viable économiquement, mais les dirigeants de la FNAC ont renoncé à cause des vols, qui affectaient d'ailleurs bien plus le rayon disque que celui des livres. Aujourd'hui, la grande surface de vente a fait une croix sur le nord du département et a ouvert, le 25 novembre 1992, un nouveau magasin au centre commercial Arcades de Noisy-le-Grand. « Ce nouvel espace correspond bien mieux au cœur de cible de la FNAC », explique son directeur, Frédéric Deutsch, bien que situé sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, Noisy-le-Grand est en fait rattachée à la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. La population y est très jeune (70 % de moins de quarante ans) et sensiblement plus aisée que dans le reste du département, avec une large proportion de cadres moyens ou supérieurs et d'employés.

Favoriser des animations

La FNAC de Noisy consacre près du quart de ses 2 000 mètres carrés de surface commerciale au livre. « C'est le rayon le plus attendu par la clientèle, ote son directeur, auparavant les gens ne venaient systématiquement le chemin du Forum des Halles pour consommer du livre ».

Soutenue par les lois de la culture, la diffusion du livre paraît donc menacée dans certaines zones. Les éditeurs en ont pris conscience et, en 1989, quatre d'entre eux (Le Seuil, Gallimard, Les Éditions de Minuit et La Découverte) ont fondé l'Association pour le développement de la librairie de création (le Monde daté 8-9 mars 1989). L'ADELC soutient quatre-vingt-dix librairies en France, dont dix à Paris et six en région parisienne : Folies d'encre à Montreuil et cinq des

semblables à Pontoise, Créteil, Vincennes, Mantes-la-Jolie et Fontainebleau.

L'ADELC aide financièrement les librairies sous forme de subventions, comprises entre 20 000 et 500 000 francs, ou de prêts, conditionnés par l'entrée de cette association dans le capital de la société. L'argent peut servir à l'agrandissement du magasin, à sa rénovation, ou bien encore à favoriser l'embauche de personnes. L'ADELC tire ses ressources des caisses des éditeurs adhé-

rents, qui lui reversent 1,5 million de leur chiffre d'affaires. « Mais attention, précise Didier Grevel, l'un des animateurs de l'association, nous aidons les vrais libraires, pas les simples vendeurs de livres ».

En Seine-Saint-Denis, les collectivités locales prennent également conscience de l'importance de maintenir des librairies en banlieue. En 1992, le conseil général et la municipalité de Montreuil ont débouqué chacun pour Folies d'encre une enveloppe de 100 000 francs. Avec ces subventions, le département et la ville ne soutiennent pas directement le commerce du livre, mais des animations autour du livre lancées par la librairie. Son directeur refuse de voir dans ce soutien une forme d'assistant ou de placement sous perfusion. Simplement, certains responsables politiques prennent conscience

selon lui que le livre n'est pas un produit comme un autre. « Une librairie est un espace de liberté, ajoute Jean-Marie Ozanne, un rouage primordial du lien social dans les villes cassées, fracturées, que sont souvent les banlieues ».

Certaines municipalités ont saisi l'importance de conserver chez elles un cinéma ou une salle de spectacles, même si la rentabilité n'en est pas assurée. La survie de la librairie en banlieue passe aussi par ce type d'investissement social.

Laurent Doulsan

(1) La librairie généraliste exclusivement consacrée au livre, c'est-à-dire ne proposant ni presse, ni papeterie, ni gadgets divers. Sont également exclus de cette définition les différents magasins franchisés et les rayons livres des hypermarchés.

YVELINES

La provocation publicitaire du maire de Plaisir

La jour même de l'acceptation de sa démission, « pour raisons personnelles » par le préfet des Yvelines, Jean Mouton (PS), maire de Plaisir depuis 1973, a annoncé, sous forme d'une page de publicité dans le Monde, une souscription pour la construction d'un commissariat (le Monde du 14 janvier). « Une provocation », selon ses propres termes, qui a mécontenté le ministre de l'Intérieur. « Mais au-delà de la provocation, il faut voir la colère d'une population qui a enduré plusieurs années de déception », explique Jean Mouton.

La commune des Yvelines compte 25 877 habitants et dépend du commissariat d'Elancourt, distant de 10 kilomètres. Depuis 1975, l'implantation d'un commissariat et la création d'une nouvelle circonscription de police englobant les communes voisines des Clayes-sous-Bois (17 000 habitants) et de Villiers (9 000 habitants) sont échuës.

« En juin 1991, j'avais proposé de construire moi-même un commissariat. C'était aussi une provocation, mais pas en l'air », le maire a alors proposé un terrain, en face de la gare, et un projet de construction évalué à 9 millions de francs. Pour des

raisons techniques, ce terrain n'a pas été retenu par l'administration. « Mais cette initiative avait fait avancer les choses », constate Jean Mouton. Le bâtiment souhaité par le ministre coûtait près de 40 millions de francs. Plaisir a proposé un autre emplacement.

« Les banlieusards veulent la sécurité »

L'accord récent des trois communes sur cette proposition a amené le ministre à annoncer que le principe de la création d'une nouvelle circonscription de police était ratifié, précise la préfecture. Mais en ajoutant que l'enveloppe budgétaire ne permettrait pas la construction, « à court terme », d'un commissariat. « Depuis le mois de septembre, la municipalité envisageait une initiative. Cette lettre est la goutte d'eau », assure Jean Mouton. Depuis un an, on me disait que les crédits d'étude seraient programmés en 1993. Or, ils n'y figuraient pas.

La préfecture, en réponse aux accusations d'inaction portées par M. Mouton, indique qu'au 1989 et 1992, les affectifs du commissariat d'Elancourt sont passés de 100 à 131 fonctionnaires, le

seul bureau de police de Plaisir ouvrant dans la journée bénéficiant de six policiers supplémentaires. La signature du projet local de sécurité par neuf communes s'est concrétisée par des renforts de six policiers titulaires, quatre auxiliaires et trois agents administratifs pour le commissariat de Saint-Quentin-an-Yvelines. « Mais Plaisir s'est retiré de ce projet », regrette-t-on à la préfecture qui rappelle que, « en ce qui concerne les commissariats, les priorités vont à ceux de Mantes et de Rambouillet en premier lieu, Houilles et Plaisir ensuite ».

« C'est ce raisonnement que je refuse », Houilles, Mantes, Plaisir et Rambouillet doivent avoir leur commissariat », répond le maire démissionnaire, en précisant que la délinquance n'est pas élevée dans sa commune. « Mais [que] les banlieusards se sentent abandonnés et veulent la sécurité, assurée notamment par la présence d'un commissariat ou d'une gendarmerie ». Satisfait des résultats de sa provocation, Jean Mouton se dit qu'il dérange un Parti socialiste avec lequel ses relations s'étaient fortement dégradées ces derniers mois.

Pascale Sauvage

LOISIRS

Tarifs réduits à Euro Disney pour les Franciliens

LA société Euro Disney offre, depuis le 4 janvier, la possibilité à tous les Franciliens d'accéder au parc de loisirs de Marne-la-Vallée à tarif réduit. Les visiteurs pouvant justifier d'une résidence dans les limites administratives de l'Ile-de-France bénéficieront en effet jusqu'à la fin du mois de mars d'un prix d'entrée de 150 francs (au lieu de 225 francs) et de 100 francs (au lieu de 150 francs) pour les enfants de moins de douze ans.

Une campagne d'affichage et l'envoi de 3,5 millions de lettres dans la plupart des foyers de la région doivent faire connaître cette proposition. Elle succède à une offre en direction des habitants de Seine-et-Marne pendant les dernières vacances scolaires : entrée gratuite pour un enfant pour chaque adulte payant. Ces campagnes, traditionnelles dans les autres parcs Disney aux États-Unis et au Japon, ont pour but de ramener les visiteurs directs du parc et les habitants de la région pour leur accueil. Elles cherchent aussi à améliorer la fréquentation d'un lieu qui n'a reçu qu'un tiers de visiteurs en provenance de l'Hexagone pendant les six premiers mois de son exploitation. Ce chiffre atteint 50 % depuis quelques semaines. La direction d'Euro Disney, qui a annoncé 188 millions de francs de pertes au 30 septembre dernier, ne cache pas qu'elle a besoin de la clientèle francilienne pour assurer la réussite du parc.

VAL-DE-MARNE Jumelage franco-israélien

LA première conférence réunissant cinquante-quatre villes jumelées françaises et israéliennes vient de se tenir à Créteil et à Charenton à l'initiative de l'association Cités unies France et de l'Union des pouvoirs locaux en Israël. Ces villes ont décidé de créer une commission permanente comprenant huit membres, quatre Israéliens et quatre Français. Elle devra développer la coopération économique et favoriser l'usage du français en Israël par la création de bibliothèques, des dotations de livres et de documents audiovisuels. Cette commission devra réfléchir à des jumelages triangulaires franco-israélo-arabes. Cette proposition s'inspire des très nombreux « mariages » franco-allemands, qui ont largement contribué à la réconciliation entre les deux pays. Les villes israéliennes se sont vu proposer de réintégrer la Fédération mondiale des villes jumelées, qu'elles ont quittée il y a plusieurs années.

SPECTACLES Un guide pour la saison

Le conseil régional d'Ile-de-France et le Théâtre (Théâtre et cinéma en Ile-de-France) viennent d'éditionner un guide des pièces de théâtre à l'affiche à Paris et en région parisienne. Il précède ensuite la liste des salles de Paris et d'Ile-de-France en indiquant les moyens d'y accéder, les tarifs et les possibilités de se restaurer sur place. Trois index renvoient aux différentes pièces classées par auteur, par metteur en scène et par acteur. « Le Scapin » est en vente au prix de 80 francs dans les librairies théâtrales et les magasins FNAC d'Ile-de-France.

LE DIFFICILE BOUCLAGE DE L'A 86

Suite de la page 17

Environ 2 milliards de francs étaient prévus pour le bouclage entre Drancy et Bobigny, en Seine-Saint-Denis. La mobilisation des riverains, appuyés par des élus, y compris des membres du gouvernement comme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a conduit Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement et des transports, à surseoir à plusieurs reprises à l'exécution des travaux. Les riverains, qui multiplient les manifestations, estiment aujourd'hui que rien ne justifie l'absence de couverture complète de la rocade dans leur département.

Tunnels à péage à l'ouest

« Pourquoi ce qui est possible dans les Yvelines est-il impossible dans notre département ? » Philippe Parant, préfet de Seine-Saint-Denis, met en avant les améliorations apportées au projet dans les dernières semaines : « Elles ont provoqué un surcoût de 110 millions de francs. La couverture complète du tronçon entraînerait un retard de vingt-quatre à trente mois ». Le comité de suivi des travaux, mis en place à la demande du gouvernement, va disposer d'un délai supplémentaire pour étu-

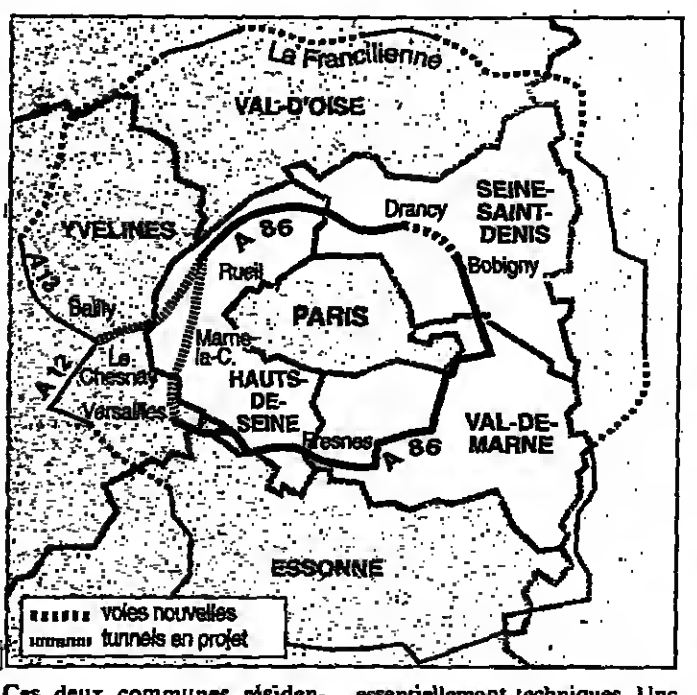
dier une solution satisfaisante, puisque le conseil régional - qui finance à 60 % l'opération - a décidé de bloquer en 1993 les 100 millions de francs qu'il devait y consacrer.

Le refus du conseil régional de voter les 45 millions de francs de crédits prévus pour la construction de l'échangeur de Rueil, dans les Hauts-de-Seine, donne également au ministère de l'équipement une année supplémentaire pour trouver des solutions satisfaisantes aux yeux des habitants pour l'insertion de l'A 86 dans l'ouest parisien. Le relief important et la densité de l'habitat dans cette région avaient conduit le gouvernement à choisir une solution en souterrain entre Rueil (Hauts-de-Seine) et Pont-Colbert à la sortie de Versailles (Yvelines). Les travaux et l'exploitation de ces tunnels ont été confiés en juillet 1990 à la société Cofiroute. Jean-Louis Bianco s'est prononcé en juillet 1992 pour un tracé mixte : un tunnel de 10 kilomètres entre Rueil et Pont-Colbert pour les véhicules légers, un autre de 6 kilomètres entre Rueil et Bobigny pour les poids lourds. Des ouvrages d'un diamètre plus important que ceux du tunnel sous la Manche, dont le coût de construction est évalué par Cofiroute à 8 milliards de francs.

Cette décision est toujours contestée par la plupart des maires de la région, regroupés

au sein de l'Association des élus de l'ouest parisien. Ceux-ci défendent encore aujourd'hui le tracé unique à l'ouest de Versailles. Il nécessiterait, selon eux, des investissements moins élevés et s'insérerait mieux dans l'environnement. Surtout, il garantirait, selon eux, la construction simultanée des ouvrages pour les poids lourds et pour les véhicules légers. Les conclusions, favorables au projet présenté par Cofiroute, rendues en novembre 1992 par la commission interministérielle de sécurité ont répondu aux critiques des associations de défense de l'environnement des Hauts-de-Seine et des Yvelines qui s'étaient mobilisées au début de l'été pour dénoncer à la fois le coût de l'ouvrage, financé par un péage élevé, ses conséquences sur la surdensification urbaine, les risques pour les usagers et les atteintes à l'environnement au niveau des échangeurs prévus avec les autoroutes A12 et A13.

Le maire de Rocquencourt, commune déjà célèbre pour les encombrements à sa hauteur sur l'autoroute voisine, a obtenu que l'ouvrage réservé aux poids lourds ne débouche pas en franchée à proximité du bourg de cette petite « cité écartelée par les voies de circulation ». Mais le découpage administratif empêche Le Chesnay et Marnes-la-Coquette, des communes situées dans deux départements différents, de résister ensemble. Les localisations possibles se situent en effet de part et d'autre de la frontière entre les Yvelines et les Hauts-de-Seine. L'un des tracés déboucherait sur le territoire du Chesnay, l'autre sur celui de Marnes-la-Coquette.



Ces deux communes résidentielles s'accrochent sur la nécessité de boucler au plus tôt l'A86 : l'ensemble de leur voirie, y compris quelquefois les accès des résidences privées, est encombré chaque jour par les véhicules des automobilistes qui cherchent par tous les moyens à sortir de la véritable nasse que constituent aujourd'hui les routes départementales.

Regroupées à l'initiative du maire de Marnes-la-Coquette, six communes des Hauts-de-Seine (1) présentent un dossier constitué avec l'aide de l'association Marnes-Environnement. Celui-ci rejette l'échangeur dans le département voisin et s'appuie sur des considérations

essentiellement techniques. Une manière d'éviter le débat posé par l'opposition systématique des Franciliens à toute nouvelle infrastructure. « Quel effort financier l'Etat et les collectivités locales, et donc les contribuables, sont-ils prêts à faire pour limiter, sinon supprimer, les nuisances provoquées par des équipements dont chacun s'accorde cependant à reconnaître qu'ils sont indispensables ? » demande Christian Leyrit, directeur des routes au ministère de l'équipement.

Christophe de Chenay

(1) Marnes-la-Coquette, Stains, Saint-Cloud, Garches, Vauresson, Ville-d'Avray.

DOSSIER

Auvergne Des syndicats soutiennent le désenclavement du Cantal

Si l'est du Cantal est desservi par l'autoroute A 75, l'épine dorsale du réseau routier du département demeure la route nationale 122. Mais la circulation sur cette voie reste difficile en dépit d'aménagements réalisés au nord d'Aurillac. Le passage du tunnel du Lioran, la liaison avec le sud-ouest du département, posent souvent des problèmes. Des élus ont demandé que rapidement des moyens soient mis en œuvre pour améliorer cet axe et amplifier le désenclavement. Douze organisations de salariés et d'agriculteurs ont décidé de parler d'une même voix pour demander avec insistance le classement de la RN 122 dans la catégorie des grandes liaisons d'aménagement du territoire. La déclaration commune que ces syndicats ont élaborée a été adressée aux préfets, élus cantaliens et régionaux, et responsables socio-économiques. Les syndicalistes, qu'ils appartiennent à la CGT, la CFDT, FO, la CGC, la FEN, la FDSEA ou le CDJA, ont réussi à se mobiliser au-delà de leurs divergences pour cet objectif commun.

HAUTE-NORMANDIE 29 kilomètres d'autoroute supplémentaires

L'OUVERTURE, le 22 décembre 1992, de la rocade « nord-est » de Rouen, longue de 7 kilomètres, et de 22 kilomètres supplémentaires de l'autoroute A 29, qui doit relier Rouen à Abbeville, constitue un maillon important du plan routier transmanche lancé en 1986. Ces deux tronçons encadrent les 19 kilomètres de voies ouvertes en 1988. L'utilité de l'ensemble, de presque 50 kilomètres, dépasse largement les seuls besoins de liaison entre le tunnel sous la Manche et le sud-ouest de la France. Il permet de rattraper une partie du retard pris depuis plus de vingt ans pour la desserte routière de la région rouennaise. Cette voie raccorde le chef-lieu du département à une région en plein développement, le pays de Bray, et permet un accès aisé à l'agglomération de Rouen par un tunnel autoroutier long de 1 500 mètres. Cet ouvrage doit éviter aux poids lourds d'emprunter la dangereuse « côte », dite « de Neufchâtel », à la sortie nord de la capitale régionale. Les nouveaux ouvrages ont coûté 571 millions de francs, financés dans le cadre du contrat de plan Etat-région de Haute-Normandie avec la participation du département de la Seine-Maritime et de la ville de Rouen pour le tunnel.

LIMOUSIN Festival des cultures minoritaires

TERRE d'origine du festival des Francophiles, le Limousin s'intéresse aussi aux cultures régionales. Le « Festival audiovisuel des cultures minoritaires d'Europe » tiendra sa quatrième édition du 14 au 16 mai à Aix-sur-Vienne, près de Limoges. Le Conseil de l'Europe va participer financièrement à son organisation. Tous les pays européens ont, à l'intérieur de leurs frontières, des « cultures minoritaires », un qualificatif employé par les instances européennes. Les statuts de ces cultures vont de leur interdiction (en Grèce) à leur reconnaissance officielle (le catalan et le basque en Espagne), en passant par la tolérance (en France). Le festival s'est constitué un fichier de 500 groupes de production, chaînes de télévision, professionnels, amateurs.

► Renseignements : Centre culturel Jacques-Prévert, 87700 Aix-sur-Vienne. Tél. (01) 55-70-77-13.

RESTAURATION MUNICIPALE : UN MARCHÉ TRÈS CONVOITÉ

Face aux propositions de reprise des cantines par les entreprises privées les maires n'adoptent pas tous la même attitude

QUAND, en 1985, Jean Bousquet (UDF), maire de Nîmes, décide de confier à des entreprises privées un certain nombre de services municipaux, dont les restaurants scolaires, c'est une sorte de coup de tonnerre qui éclate. « Visage du libéralisme à découvrir », s'indignent les communistes, évincés de la mairie deux ans plus tôt. « Acte de gestion », répond le maire, arrivé à l'hôtel de ville sans beaucoup d'expérience politique mais avec son passé de patron de Cacharel.

Depuis, beaucoup de villes ont suivi l'exemple de Nîmes. Mais si le débat public-privé reste vif, il a très largement perdu son caractère idéologique. Des villes de gauche, comme Conflans-Sainte-Hortence, ont choisi de privatiser leurs restaurants ; des villes de droite — Grenoble est la dernière en date — ont décidé, après avoir soigneusement étudié la question, de conserver un service intégré. Quant aux sociétés privées, elles se sont, en peu d'années, structurées pour répondre à ce marché, dont elles ont pris environ 15 %.

« L'appel au privé, ce n'était pas un a priori politique ou idéologique », raconte Jacques Kimpe, secrétaire général de la mairie de Nîmes. « On ne peut pas être bon partout, il faut donc se concentrer sur ce qui conditionne l'avenir de la population : développement économique, politique culturelle et sportive. »

Les cantines de Nîmes sont à l'époque, explique Jacques Kimpe, dans un état désastreux. « Les investissements n'avaient pas été faits, les conditions d'hygiène n'étaient pas respectées ». La ville lance alors un appel d'offres remporté par la Générale de restauration. Résultat, le nombre de repas servis est passé de 550 000 par an, au moment de la concession, à 1 100 000 maintenant. Il est vrai que la progression avait déjà été sensible pendant les dix années précédentes et que Nîmes a mis en place, parallèlement, une politique sociale permettant aux enfants des familles les plus démunies de ne payer qu'un prix symbolique.

La Générale de restauration s'engage, à en croire son PDG, Claude Markus, avec autant de prudence que de sérieux : « On comprenait la demande de Jean Bousquet : on ne savait pas s'il y avait un avenir. Le contrat signé fut-il un pari sur l'avenir ? Oui, si l'on en croit Jacques Kimpe, selon qui le cahier des charges imposé par la mairie aurait été particulièrement sévère.

« Pour comprendre pourquoi



certaines pouvaient être choqués par le fait de concéder la restauration scolaire à un groupe privé, il faut voir d'où on vient, explique Roger Genty, responsable de la restauration scolaire chez Eurest, l'un des concurrents de la Générale de restauration. Au siècle dernier, les communes ont servi des repas à certains enfants par esprit de bienfaisance. Cet état d'esprit n'est pas complètement oublié et retrouve une certaine actualité avec la crise.

D'ici à la fin du siècle, le secteur privé pourrait gérer 55 % des cuisines centrales

Aujourd'hui encore, rien n'oblige les maires, responsables de la gestion et de l'entretien des écoles, à assurer un service de restauration scolaire ; mais, à partir d'un certain seuil de population, ils se sentent tenus de le faire. Au point que les communes s'entendent pour reprendre l'expression d'un cabinet spécialisé, le GIRA, « les premiers restaurateurs de France » : elles servent au total plus de 400 millions de repas par an, dont plus de 300 millions dans les écoles. La restauration municipale (qui s'adresse aussi aux personnes âgées, au personnel municipal, à divers organismes sociaux) représente ainsi 15 % de

l'ensemble des repas servis dans des collectivités.

Il existe un écartage entre les petites communes et les autres. Deux tiers des communes n'assurent aucun service de restauration. Mais ce service existe dans la quasi-totalité des communes de plus de 5 000 habitants, et toutes celles de plus de 20 000. Les groupes privés spécialisés en restauration collective sont d'autant plus volontiers venus investir ce marché que le cas de Nîmes reste aujourd'hui exemplaire du problème posé aux grandes villes où milieu des années 80 : leurs équipements de restauration avaient vieilli au point d'être souvent aux limites de ce que les services d'hygiène pouvaient accepter. « C'est l'état des installations qui provoque la réflexion », observe-t-on chez SOGERES, qui a obtenu la concession d'une dizaine de villes, dont Nîmes.

Répondre aux sollicitations des groupes privés, c'était régler en même temps le problème de la gestion et celui d'un investissement coûteux. Une cuisine centrale, pour 10 000 à 15 000 couverts/jour, coûte de 18 à 25 millions de francs.

Un argument auquel a été sensible le maire d'Amiens, Gilles de Robien (UDF), élu en 1989. Concéder les restaurants lui permet de ne pas bloquer des sommes nécessaires pour la reconquête urbaine. Il héritait d'un dossier : la municipalité communiste qui le précédait avait décidé de construire une nouvelle cuisine centrale et se préparait à investir 40 millions de francs. Gilles de Robien bloque l'opération et lance une consultation, à laquelle répondent sept entreprises. C'est la Générale de restauration qui gagne, mais le nombre des réponses prouve que le marché s'est organisé : les grands de la restauration collective sentent là un créneau.

Pourtant, Amiens conserve à sa charge une part importante de l'investissement, en engageant un programme de rénovation des restaurants (65 sites en deux ans) pour un montant de 92 millions de francs. La palette des services qu'offrent les sociétés de restauration aux communes, du plus (cuisine, restaurants, gestion de l'ensemble) au moins (simple fourniture des repas), s'est diversifiée.

L'irruption du privé a représenté plus que la prise en charge d'investissements à renouveler. Elle a accéléré un double mouvement : la transformation des techniques de fabrication des repas et une attention plus grande au temps du repas dans la journée de l'enfant. La première révolution s'appelle « liaison froide », née dans les années 70, mais développée surtout dans les années 80. Depuis longtemps déjà, les repas des cantines étaient servis, dans les grandes villes, à partir d'une cuisine centrale. Mais on transportait entre la cuisine et la cantine des repas préparés le matin même et chauds.

Avec la liaison froide, on transporte des plats réfrigérés à 3°, qui n'ont plus qu'à être remontés en température sur les lieux de consommation. Double avantage du système : des conditions d'hygiène et de sécurité optimales, et une plus grande souplesse dans le travail des cuisines, puisque les repas peuvent être confectionnés à l'avance.

Cette révolution a touché les communes de plus de 20 000 habitants, le créneau choisi par les sociétés de restauration. Deuxième avancée au crédit des sociétés concessionnaires, l'attention portée au cadre du repas. Les vieilles cantines laissent la place à des restaurants. Décor plus soigné, animation, souci diététique affiché : les sociétés rivalisent d'imagination pour apporter plus de service.

Dans le public, qui reste donc largement majoritaire, on n'a pas peur, apparemment, de la concurrence. Une Association nationale des directeurs de restaurants municipaux regroupe environ trois cents gestionnaires accrochés

au service public. Ils se disent prêts à relever le double défi du coût et de la qualité. C'est sur des arguments de coût que Grenoble vient de décider de ne pas concéder sa restauration municipale.

Le maire de Reims, Jean Falala (RPR), est très attaché à son service municipal, géré par une caisse des écoles particulièrement pugnace. Son adjointe, Gabrielle Nguyen, assure que les prix sont moins élevés : « Toutes les sociétés sont venues nous voir. On a fait des études, les résultats n'ont pas été concluants. Alors pourquoi bousculer les choses ? » La contrepartie, c'est l'investissement. Reims a choisi de transformer ses 65 cantines entre 1985 et 1994. La ville a investi 55 millions de francs dans les 52 restaurants déjà réalisés. Reste à achever le programme, et à construire une nouvelle cuisine centrale, l'actuelle étant aux limites de ses capacités.

« La concurrence est très rude », Roger Genty, de la société Eurest, pense surtout à la concurrence entre privés. Il ajoute que la marge de manœuvre est étroite : « C'est sur les prix que se fait le différenciel. » Et le combat est d'autant plus rude que les perspectives de marché sont incertaines. Selon le GIRA, la restauration collective aurait tendance à stagner, d'où l'intérêt pour la restauration des collectivités (écoles, hôpitaux, etc.). Les leaders du privé continuent d'effrayer des taux de croissance de quelques points par an. La SOGERES table ainsi sur des progressions de l'ordre de 5 % à 6 %. Mais il faut élargir le marché en s'adressant aux villes de 10 000 à 15 000 habitants ou à un améliorant la qualité du repas.

En attendant, les responsables des sociétés se félicitent des projections d'une société d'études qui annoncent que le privé pourrait gérer, à la fin du siècle, 55 % des cuisines centrales municipales, et préparer 200 millions de repas par an, soit trois fois plus qu'aujourd'hui. Et les autres secteurs de la restauration municipale ? Le plus porteur, en théorie, est le service de repas pour des personnes âgées, en maison de retraite ou à domicile. C'est encore un petit créneau, dont la gestion n'est pas tout à fait au point. Autant le travail relationnel est très avancé avec les scolaires, autant il l'est peu pour les personnes âgées. On s'en occupera, promis, dès que le scolaire sera bien maîtrisé.

Philippe Pujas

Feu le réfectoire

Midi à Maison-Blanche, une école d'un quartier périphérique de Reims. L'heure du calme, c'est-à-dire celle du repas. La visite des restaurants scolaires oblige à oublier tout ce qu'on savait — et qu'on avait vécu — sur les réfectoires. Maison-Blanche : deux petites salles, l'une pour les maternelles, l'autre pour les primaires, à l'étonnante atmosphère feutrée, aux couleurs vives et gaies. Les tables ne rassemblent que six à huit convives et sont séparées entre elles par des cloisons.

La scène serait la même dans les autres restaurants scolaires de Reims déjà rénovés ; seule différence : les couleurs et une partie du mobilier. C'est que les détails de l'aménagement sont choisis avec les parents d'élèves, les directeurs d'école et les enseignants. La scène serait assez voisine dans les restaurants réalisés par les sociétés privées. Car les principes adoptés sont proches les uns des autres : lutter contre le bruit, faire du repas un moment de détente et au même temps l'intégrer dans l'action pédagogique.

Le souci théorique ne date pas d'aujourd'hui puisque, dès 1951, une recommandation de l'ONU demandait notamment que « les cantines scolaires soient installées de manière à créer autour de l'enfant une ambiance accueillante et gaie, à favoriser la détente qui doit suivre le travail scolaire... ». La recommandation suggère que les enfants soient « répartis » dans des salles, de manière à être peu nombreux dans cha-

cune d'elles, et, dans chaque salle, « réunis en petits groupes autour des tables séparées ». Ces principes sont aujourd'hui retenus tant par les communes en autogestion que par les sociétés concessionnaires. Les réaménagements (souvent autour de 1 million de francs par site) transforment l'espace, caecent les trop grande volumes froids et bruyants, introduisant un mobilier coloré, créant, comme le dit l'architecte, « des espaces de calme et de liberté ».

Créer des espaces

Jardinières, vestiaires, sont utilisés pour créer des espaces. Les matériaux sont choisis pour leurs qualités d'absorption des bruits. En développant le concept (qui ne leur appartient pas, comme le prouve l'exemple rémois, ville en gestion directe) aussi souvent qu'ils le peuvent, les sociétés de restauration ne cherchent pas seulement à satisfaire l'ONU : c'est d'abord pour elles un moyen de fournir des prestations supplémentaires, dans un domaine où les besoins sont évidents.

C'est dans la même esprit qu'elles cherchent toutes à éduquer par des propositions d'animation (journées thématiques, éducation nutritionnelle des enfants, etc.) auxquelles se rallient les communes en gestion directe.

de notre envoyé spécial
à Reims
P. P.

Un secteur fortement concentré

Trente sociétés se partagent le marché des concessions de restauration municipale. Elles gèrent ensemble, en 1991, 179 cuisines centrales et préparent 68 millions de repas, soit 17 % du marché de la restauration municipale. Mais parmi les trente, il y a beaucoup de sociétés régionales. Le secteur est extrêmement concentré, puisque trois entreprises, la SODEXHO, la Générale de restauration et Eurest se partagent l'essentiel du marché de la restauration concédée par les collectivités à des sociétés privées.

Numéro un, d'une courte tête (3,22 milliards en chiffre d'affaires 1991 contre 3,18 pour la Générale de restauration), sur le marché français de la restauration, le SODEXHO cède la prééminence à son second sur le segment de la restauration collective. Il est vrai que la Générale de restauration avait des atouts particuliers : cette filiale du groupe hôtelier Accor avait ouvert son capital, en 1986, à la Générale des eaux, qui apportait en bon moment sa connaissance des collectivités locales.

Les deux maisons mères disposent aujourd'hui de 30 % du capital, aux côtés du management qui en possède 35 %.

La Générale de restauration gère, au 31 décembre 1991, 54 cuisines centrales, la SODEXHO 50. Les deux se sont partagés, en 1992, le marché le plus important concédé jusqu'ici : celui de Marseille, dont la municipalité ne souhaitait pas traiter avec un seul opérateur. Concurrents, ces trois leaders ne sont pas sans liens : SODEXHO et Générale de restauration détiennent l'un et l'autre 20 % des droits de vote d'Eurest (les cadres et salariés en détenant 60 %). Et le Compagnie internationale des wagons-lits, maison mère d'Eurest, a, elle-même, été reprise par Accor, maison mère de la Générale de restauration.

Derrière les deux grands on trouve trois outsiders. Ory Restauration, Gerdner Merchant, SHR et SOGERES (respectivement 14, 12 et 6 cuisines centrales).

P. P.

هنا من الأخبار

محاضرات الأحمال

HEURES LOCALES

REGARDS

DÉBAT

COLLECTIVITÉS ET NUISANCES SONORES

par Gildas Conseil, Dominique Deporcq et André Vianès

DANS les villes, un Français sur deux s'estime victime d'un bruit excessif altérant sa qualité de vie, et parfois aussi sa santé. Les grandes infrastructures de transport routières, ferroviaires ou aériennes sont souvent vécues par les riverains comme de véritables machines à traumatismes sonores. Quant au parc de logements, sa qualité acoustique est d'autant plus incertaine qu'aucune règle ne s'opposait efficacement, jusqu'à présent, à ce qu'autour de sources de nuisances sonores les « points noirs » prolifèrent, faute de normes acoustiques strictes pour les constructions nouvelles.

Six millions de Français sont exposés à des niveaux de bruit significativement gênants et fatigants (65 à 70 décibels), et deux millions à des niveaux sonores dangereux (plus de 70 décibels). En France, la prise de conscience de ce fléau du quotidien est récente.

La loi du 31 décembre 1992, adoptée dans un large consensus parlementaire, offre des perspectives d'action nouvelles aux collectivités locales comme aux associations préoccupées par la qualité de l'environnement. Le cadre juridique et technique existe aujourd'hui pour des politiques locales cohérentes de lutte contre le bruit. Les villes sont au défi. Savront-elles se saisir des moyens nouveaux que leur offre la loi de Séguinelle Royal pour promouvoir le droit au calme ?

Sur le plan technique, l'alliance de l'acoustique et de l'informatique conduit à de formidables progrès. Par simulation peuvent être établies des cartes prévisionnelles du bruit à redouter des futurs équipements de transport, ou de l'accroissement du trafic. Il est donc plus facile de négocier les moyens de lutte anti-bruit avec la SNCF ou les directions de l'équipement : écrans protecteurs, revêtements absorbants, trajets de moindre nuisance sonore...

Un « paysage sonore » du calme est aujourd'hui possible, d'autant que les dossiers d'enquête publique doivent comporter obligatoirement les mesures envisagées pour supprimer ou réduire les conséquences dommageables des nuisances sonores, ainsi que le précise la loi.

Par ailleurs, les associations agréées pourront se porter partie civile en cas de « préjudice sonore collectif ». De même, les préfets devront consulter les communes avant de classer les routes, autoroutes et voies ferrées selon leurs caractéristiques acoustiques et la trafic. Ce classement, imposé par la loi Royal, donc pris en compte dans les plans d'occupation des sols (POS), devra être animé par les professionnels du bâtiment et des travaux publics.

Eviter les refus systématiques

Toutes ces mesures se traduiront par de nouvelles contraintes en matière de respect des niveaux sonores. Autre devoir de vigilance pour les élus, les collectivités locales et les associations de riverains, ils seront consultés pour l'utilisation de la taxe nouvelle perçue par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) sur le décollage des avions dans les six grands aéroports français (1). Cette taxe est fondée sur le principe « bruiteur-payeur », « incommode-indemnité ». Elle permettra d'aider les riverains à se protéger des nuisances.

Enfin, la vigilance des responsables locaux, éventuellement leur contre-expertise, sera encore sollicitée puisque le gouvernement doit présenter au Parlement un rapport sur les « points noirs » routiers et ferroviaires, ainsi que sur les moyens de les résorber dans les dix ans à venir.

Les collectivités locales auront à traiter avec professionnalisme ces enjeux encore peu familiers à la plupart d'entre elles. Pour cela, ces instances doivent à la fois maîtriser l'expertise du bruit et imaginer des politiques

nouvelles. Mesurer le bruit est, encore, une technique à acquérir. Disposer d'instruments spécifiques (sonomètre, enregistreur, analyseur) et former des personnels à cette technique s'impose.

Pour protéger les intérêts des populations, il faut surtout mettre en œuvre une contre-expertise locale, indépendante et sérieuse, nécessaire à la négociation avec les grands aménageurs publics.

Mais les collectivités doivent aussi faire preuve d'imagination pour concevoir des politiques anti-bruit offensives. Le piège à éviter pour ces instances est de multiplier les refus. « Non » systématique aux voies ferroviaires ou routières nouvelles, « Non » aux activités économiques ou culturelles (rock, salle de fêtes) bruyantes, « Non » à la vie ; car la vie c'est aussi le bruit.

Dans l'espace local doivent donc coexister les zones de calme protégé et des zones de bruit tolérable. Ainsi une salle des fêtes ou une piste de kart utilisées le week-end ou le soir peuvent voisiner avec une usine bruyante la journée. Plus que la répression, l'éducation au respect du calme implique une pédagogie et la mise en œuvre des moyens adéquats. Les services municipaux, les gendarmes, les agents de la répression des fraudes et bien sûr les maires peuvent rechercher et constater les infractions, c'est-à-dire les niveaux dums moyens supérieurs à 60 décibels. Les responsables locaux peuvent surtout décrire les voisinages tendus, proposer des médiations positives et conciliatrices.

Trop longtemps ignoré par l'écologie urbaine en France, le droit au calme est une idée neuve dans nos villes, qui doit faire son chemin dans les années à venir.

(1) La taxe comporte trois taux qui déterminent trois groupes d'aéroports ; le plus élevé : Paris-Orly et Paris-Charles-de-Gaulle ; le moyen : Nice-Côte d'Azur, Marseille-Provence, Toulouse-Matabiau ; le plus faible : Lyon-Satolas.

► Gildas Conseil est acousticien. Dominique Deporcq et André Vianès sont avocats et enseignants à l'IEP de Lyon.

COURRIER

Retombées économiques

Nous avons largement apprécié votre article sur l'autoroute en Lozère (*Le Monde* daté 27-28 décembre 1992), particulièrement l'apothèse où l'on apprend que l'A75 offre au Gévaudan un ballon d'oxygène.

Une conclusion qui ne manque pas d'air. Est-ce que les conseillers régionaux et départementaux que vous avez rencontrés, qui ont milité pour cette infrastructure gratuite et coûteuse, ont pris des engagements – au moins oraux – sur les fameuses « retombées économiques » ? On calcule facilement que le montant que vous annoncez permettrait – au taux de 5 % l'an – une aide de 108 millions par an, soit le double de l'aide européenne.

Est-ce que ces conseillers ont engagé leurs deniers sur le coût de cet ouvrage – au moins symboliquement sur le prix d'un km – qu'ils estiment à 33 millions/km selon votre article ? Alors que la direction des routes chiffrait, en 1990, le coût moyen d'une autoroute en plaine à 30 millions ! D'une autoroute en zone accidentée à 60-80 millions !

Comité national contre les excès du programme autoroutier.

qu'une mince partie du problème soulevé. Les grèves qui se déclenchent aujourd'hui sans préavis laissant en plein désarroi des voyageurs qui se ruent sur les cabines téléphoniques pour annoncer leur absence sur leur lieu de travail, l'inconfort croissant des petits trains régionaux, qui n'hésitent pas à entasser les usagers comme du bétail dans deux malheureux wagons (TER), les désagréments infligés aux petites gens peu rompus aux complications administratives, les procès-verbaux dressés, à l'avenue du délit, pour un défaut de compostage... Je vous remercie d'avoir déjà pensé à publier cette brève colonne et souhaite ardemment mieux connaître les motifs de cette inextricable compression d'un réseau dont tant de secteurs professionnels dépendent et qui emploient des salariés contraints à la mobilité.

CHRISTINE LOFFICIAL
Angers

Echangeurs autoroutiers

J'ai lu avec intérêt votre article intitulé « Une autoroute pour la Lozère » paru dans *Le Monde* daté 27-28 décembre. Vous y indiquez, entre autres, que les échangeurs de l'A75 seront « nombreux (tous les 8 kilomètres, au lieu de 30 kilomètres environ sur les autoroutes concédées) ». En fait, sur l'ensemble du réseau aujourd'hui concédé, soit près de 6 000 kilomètres, on trouve un échangeur tous les 12 kilomètres environ.

Le long d'un ruban tel que Paris-Lyon, sur la seule section concédée, soit entre Fleury-en-Bière et la proximité de Lyon même, il y a vingt-quatre échangeurs, soit un tous les 18 kilomètres.

J. P. HIRSCH
Association des sociétés françaises d'autoroutes
Paris

Retards

Daos *Le Monde* daté 13-14 décembre 1992, vous évoquez brièvement les « retards » subis par de nombreux provinciaux lors de leurs déplacements ou de voyages en train ou en avion. Ayant la malchance d'appartenir à cette catégorie de « travailleurs nomades » de province qui, chaque jour, se tiennent vaillamment à la merci des dysfonctionnements de la SNCF, je me permets d'ajouter quelques précisions.

Les retards, en effet, ne sont

PUBLICITÉ - OFFRES D'EMPLOIS

Le Centre National d'Etudes Supérieures de Sécurité Sociale
Ecole de formation des cadres supérieurs de la Sécurité sociale
recrute
Un maître-assistant (H ou F)
chargé de mission auprès du Directeur

Principales missions :
- organisation de sessions de formation notamment au profit d'auditeurs étrangers ;
- mise en œuvre d'opérations de communications et de relations publiques ;

Profil requis :
- formation économique, juridique ou ressources humaines ; bac + 5 ;
- bonne maîtrise de l'anglais, pratique de l'espagnol appréciée ;
- grande disponibilité pour l'exercice de missions en France et éventuellement à l'étranger ;
- bonnes qualités rédactionnelles.

Localisation du poste : SAINT-ETIENNE (42)
Rémunération de début : 161.000 F annuels.

ADRESSER CV + PHOTO à
Monsieur le Directeur
C.N.E.S.S.S.
27, rue des Docteurs-Charcot
42031 SAINT-ETIENNE CEDEX 2

(MARNE - 6 000 HABITANTS)
UNE CITÉ DE CARACTÈRE AU CŒUR DU VIGNOBLE CHAMPENOIS
RECHERCHE PAR VOIE CONTRACTUELLE SON (SA)

CHARGÉ(E) DE COMMUNICATION - PROMOTION

Au fait des techniques de communication (notamment sur support papier, avec pratique souhaitée de la PAO) et, surtout, possédant des qualités rédactionnelles affirmées.
Disponible. D'esprit curieux et imaginatif.
Capable de s'intégrer dans une équipe municipale chaleureuse et soudée.

IL (ELLE) DEVRA ASSURER :

- L'INFORMATION DES SÉZANNAIS (bulletin municipal de sa conception à sa publication) ;
- LA PROMOTION DE L'IMAGE DE LA VILLE, notamment en direction des décideurs et des chefs d'entreprise ;
- La mise en œuvre d'une politique de COMMUNICATION AXÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

Poste à pourvoir immédiatement

Adresser lettre de candidature et CV à :
M. le Maire, hôtel de ville, 51120 SÉZANNE

LA VILLE DE STRASBOURG
recrute
pour son Ecole des Arts Décoratifs
un directeur
(contrat à durée déterminée)

Le candidat, originaire de l'un des pays de la Communauté Européenne, aura pour missions :

- de poursuivre le projet pédagogique engagé en 1988 ;
- d'affirmer la spécificité de l'Ecole dans un esprit de créativité, d'innovation, de transversalité et d'ouverture ;
- de développer le rayonnement de l'Ecole au plan régional, national, international et européen.

La maîtrise de la langue française et la connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères sont exigées.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, sont à adresser à :
Madame le Maire de la Ville de Strasbourg
Service de la Culture
1, place de l'Etoile
67000 STRASBOURG

Le délai de dépôt des candidatures est fixé au 15 février 1993. Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au 88-60-93-39 ou 88-60-93-99.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-MARITIME
(budget : 5 045 MF)

RECRUTE

UN DIRECTEUR TERRITORIAL

Pour sa direction de la culture, de l'éducation et des transports

Définition du poste : cette Direction comporte quatre bureaux dont les attributions touchent aux affaires culturelles, aux transports, aux collèges et à la jeunesse et aux sports.

Compétences requises : ce poste exige une grande disponibilité, des capacités relationnelles, une aptitude à l'encadrement, de la rigueur et un esprit d'initiative.

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires ayant le grade de Directeur Territorial ou des fonctionnaires ayant un grade équivalent.

Adresser lettre motivée, CV détaillé, photo à : M. le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime, Service du Personnel, Hôtel du Département, quai Jean-Moulin 76101 Rouen Cedex.

Le Département de l'Essonne
RECHERCHE

AUDITEUR INTERNE

Dans le cadre du renforcement de la Direction de la Mission du Contrôle et de la Qualité des Services, vous contribuerez au développement d'un système de contrôle des services et des organismes financés par le Département. Parallèlement, vous assurerez des missions d'audit diversifiées.

De formation supérieure, titulaire de la Fonction Publique de catégorie A, vous avez acquis dans une fonction similaire des compétences et une technicité affirmées. Votre personnalité, vos capacités d'analyse, vos aptitudes au travail en équipe et votre pratique du dialogue seront des critères déterminants.

Les candidatures sont à transmettre à :
Monsieur le Président du Conseil Général
Division des Ressources Humaines et des Relations Sociales
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 ÉVRY CEDEX

TROYES

Le réveil tardif de la belle Aubeoise

La Belle au bois dormant champenoise se réveille enfin. Piquée par la queue de la bonnetterie, Troyes s'était endormie pour deux siècles. Cette belle ville Renaissance sort aujourd'hui de sa léthargie. Mais il lui faudra encore quelques années pour se remettre debout.

La torpeur troyenne est, en effet, toujours profonde. Dans les rues désertes et silencieuses entre midi et 14 heures, pas un tricot ne bouge, y compris le samedi, jour de marché. Même la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul refuse sa glaciale hospitalité. On ne rencontre âme qui vive au Musée d'art moderne. Seuls les *Fétards* de Van Dongen et le Fou sculpté par Picasso empêchent l'humour de sombrer.

Les magasins d'usine, «originalité troyenne», attirent des milliers de clients, assure-t-on ici. Est-ce un des effets de la crise? Ou parce que les robes et les pulls «de second choix», faits pour durer plus que pour plaire, n'incitent guère plus à la dépense? Les fouineuses ne se bousculent pas dans les travées de ces vastes entrepôts destinés à l'écoulement des fins de série.

Après avoir assuré la prospérité de la ville, la bonnetterie a perdu dix mille emplois en dix ans

Sous la lumière blanche des néons, le Club des marques et le Centre Belgrand ressemblent à de tristes supermarchés. En contre-ville, il existe, heureusement, un petit havre de vie : la toute nouvelle FNAC. Mais ses rayons de livres et de cassettes sont encore bien muets.

Les guerres de religion avaient sonné le glas des foires qui faisaient de Troyes la capitale de la Champagne. A partir du dix-huitième siècle, le développement de la bonnetterie a assuré la prospérité de la ville. Mais il l'a aussi refermée sur elle-même. Troyes n'a jamais, en fait, été à la pointe de la modernisation industrielle textile. Ce n'est même pas elle qui a découvert le métier à tricoter. L'invention s'est faite en Angleterre, au seizième siècle. Culbert envoya un espion copier l'invention, dont les autorités britanniques avaient interdit l'exportation. C'est seulement au dix-huitième siècle que le mécanisme fut implanté à Troyes, dans les hôpitaux, sur ordre du roi, qui voulait «battre l'oisiveté et pourvoir à la subsistance» des pauvres.

Ce fut une réussite, et toute la région se mit à faire des bas à domicile. L'apparition du Nylon, en 1940, celle du bas sans couture dix ans plus tard et la tyrannie d'une mode éphémère entraînèrent plusieurs restructurations. Les bonnetiers ont dû diversifier leurs activités. A côté

des articles chaussons (bas, collants, chaussettes), ils se sont mis à fabriquer des sous-vêtements, des survêtements, des pull-overs, de la layette ou des gants. Récemment, ils se sont positionnés sur le haut de gamme. Des marques comme Lacoste, Petit Bateau, Doré-Doré (DD), Olympia ou Devanlay sont implantées dans l'Aube.

Les patrons ont bénéficié d'une main-d'œuvre «sérieuse», essentiellement féminine. Les organisations syndicales sont peu représentées, et le Parti communiste n'a jamais fait recette dans une cité ouvrière aisée, où la plupart des ménages disposent de revenus doubles. Pourtant, dans certaines entreprises, les ouvrières sont encore payées à la pièce. Au début des années 80, la concurrence des pays d'Asie et d'Europe de l'Est provoque une crise grave. La bonnetterie perd 10 000 emplois en dix ans. En 1992, elle cesse d'être l'employeur numéro un, détrônée par la métallurgie, qui occupe 13 000 personnes sur Troyes : candélabres Petitjean, cycles Peugeot, serrures Vachette, blanchisserie industrielle Dubix. Le taux de chômage de la capitale de l'Aube (12,5 %) est désormais supérieur à celui de la moyenne nationale.

Après un réveil douloureux, Troyes a dû se rendre à l'évidence. Elle souffre d'un double enclavement, géographique et industriel. Bien qu'elle soit située à 150 kilomètres de la capitale, les Parisiens l'ignorent. Quant aux touristes, ils filent directement sur Reims. Le maire de Troyes, Robert Galley (RPR), raconte volontiers comment, naguère, un patron du quartier du Sentier, à Paris, intéressé par une implantation dans sa ville, se perdit à l'aller et au retour, et décida de ne plus jamais y retourner.

Troyes a quinze ans de retard sur des villes comme Orléans ou Rouen, qui se battent pour ne pas devenir les grandes banlieues d'une capitale tentaculaire. Troyes essaie encore de se raccorder à Paris en une heure. Elle est la seule ville du Bassin parisien qui ne lui soit pas reliée par une autoroute. A qui la faute? Des Troyens reprochent à leur maire de n'avoir pas usé de son pouvoir, durant les treize années où il fut ministre, pour obtenir une meilleure desserte de leur cité. «J'ai suffisamment le sens de l'Etat pour ne pas bouleverser les choses au profit d'une ville, fût-ce celle dont je suis l' élu», réplique l'intéressé d'un ton solennel.

Il s'est donc rattrapé, mais un peu tard. En 1987, alors que Pierre Méhaignerie était ministre des transports, Robert Galley obtint que l'autoroute Calais-Marseille (A 26) passe par Troyes. Cette artère nord-sud fonctionne seulement depuis l'été dernier. L'an prochain, une deuxième voie (A 5) devrait relier Troyes à la capitale. Sa construction a été facilitée par les acquisitions foncières auxquelles le ministre maire avait procédé dans les années 70. Ce dernier revendique, enfin, la paternité de l'insertion de Troyes, en 1997, dans un vaste périmètre à 300 kilomètres de Paris. Mais la desserte ferroviaire, qui n'est toujours pas



électrifiée, place la gare de l'Est à une heure et demie de celle de Troyes.

Les collectivités locales savent désormais que construire des autoroutes ne suffit pas. Pour que le futur croisement soit générateur d'emplois, elles pré-

Le sursaut de Troyes passe par la diversification économique et la coopération intercommunale

voient d'y implanter une plateforme logistique de transports. Parkings, aires de repos pour les chauffeurs, hangars de stockage de marchandises et services tiers devraient prendre place sur un site de 300 hectares où travailleraient 1 500 personnes, d'ici une dizaine d'années.

Avec retard, Troyes vient de comprendre le danger de la mono-industrie et se lance dans une diversification économique. Le conseil général, présidé depuis 1991 par un jeune sénateur, Philippe Adnot (divers droite), veut développer la filière de l'emballage et du conditionnement, qui réunit déjà 250 entreprises. Après avoir dissous une association, Centre Aube promotion, dont l'existence, contestable, risquait d'être remise en cause par la chambre régionale des comptes, il a confié la direction de la prospection à la chambre de commerce et d'industrie. Celle-ci se flatte d'avoir à Troyes l'antenne française de l'Institut Battelle, cabinet mondial de recherche sous contrat privé.

Après des années d'autisme, la ville s'initie à la coopération. Elle vient d'intégrer deux réseaux de villes. L'un réunit

Cbâlons-sur-Marne, capitale administrative, et Reims, redoutable capitale économique. L'autre concerne Chaumont, Sens et Auxerre. Soutenus par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), ils sont censés créer des masses critiques permettant la construction et le partage de certaines infrastructures.

L'action intercommunale subit elle aussi quelques mutations, sous l'impulsion de Jacques Palencher (CDS), premier adjoint au maire et président du syndicat intercommunal à voca-

tions multiples de l'agglomération troyenne, (SIVOMAT). Créé en 1963, le SIVOMAT regroupe 125 000 habitants de 11 communes situées dans un tissu urbain très homogène. Il possède des compétences techniques traditionnelles. Il envisage de se transformer en district pour toucher la dotation des groupements et, à terme, unifier les taxes professionnelles. Jusque-là, rien de très original.

La véritable intercommunalité avance plus discrètement, sous la forme d'un syndicat à

Les prochaines élections municipales verront-elles apparaître une nouvelle «figure» politique?

vocation unique, le Département, ayant une compétence de taille : l'aménagement du territoire. Le Département, qui regroupe 43 communes et réunit 150 000 habitants, prépare un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme pour 1994. Après, il se sabordera. «Nous faisons de l'intercommunalité étape par étape. La ville-centre ne doit pas violer les élus de la périphérie», martèle Jacques Palencher, qui se défend de vouloir devenir un «super-maire» de la grande agglomération.

En qualité d'adjoint chargé de l'urbanisme, Jacques Palencher a été le maître d'ouvrage de la restauration de Troyes. «Pendant que j'étais au ministère, c'est lui qui faisait tourner la boutique», reconnaît Robert Galley, qui considère pourtant cette réhabilitation comme «l'œuvre de sa vie». Épargnée par les guerres, Troyes possède un patrimoine architectural exceptionnel, avec cathédrale, églises gothiques, hôtels particuliers, décors de damiers champenois, maisons à colombage datant souvent du seizième siècle, et rues étroites bordées de maisons à pans de bois. Dès 1964, un territoire de 55 hectares était déclaré secteur sauvegardé, dans le centre de la vieille ville, surnommée le «boucbon de champagne». Depuis 1972, les travaux se sont poursuivis.

Aussi précieux et générateur de tourisme soit-il, le fonds de

commerce du patrimoine ne crée pas la dynamique d'une ville. «Il faut garder les jeunes», insiste le président du conseil général, dont l'ambition est d'ouvrir une université de technologie.

L'Etat, le conseil général, la ville et le SIVOMAT ont déjà fourni des efforts pour créer des filières d'enseignement supérieur à Troyes, comme le rappelent quelques pierres posées devant l'entrée du site universitaire de l'Hôtel-Dieu-le-Comte. Il existe notamment quatre DEUG, un IUT, plusieurs classes préparatoires scientifiques et un troisième cycle de médecine. Cette année a ouvert une école supérieure de commerce.

En tout, 3 000 étudiants suivent un cursus supérieur, ce qui explique peut-être un pourcentage de jeunes légèrement supérieur à la moyenne nationale, dans un département qui fait du surplace démographique.

Pour se réveiller, «Troyes a besoin de sang neuf, y compris à sa tête», ébuchent des habitants. Ils évoquent l'âge du maire, soixante-deux ans, qui a derrière lui plus de vingt ans de règne. Robert Galley «ne sait pas» encore s'il se représentera aux élections municipales de 1995, car «c'est Dieu qui décide!». Il est si, néanmoins, d'être présent sur une liste, en vertu, sans doute, de son libre arbitre. Jacques Palencher explique que, atteint l'âge de soixante-cinq ans, il se retirera : «C'est une hygiène de vie que chacun devrait appliquer de façon systématique.»

La ville attend la venue d'une nouvelle «figure politique». Le général Étienne Copel, ancien sous-chef d'état-major de l'armée de l'air, «expert militaire» de TF1 pendant la guerre du Golfe, sera-t-il cet homme? En politique il joue les débutants, avec un tout nouveau fauteuil de conseiller général. Les législatives lui serviront de test : proche de l'UDF, le général Copel se présente contre son «ami» Robert Galley. La Belle au bois dormant champenoise attend encore son Prince charmant.

De notre envoyée spéciale
Rafaele Rivals

Prochain article :
TULLE

• Dans la série «Cités», le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodéz (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier) et Aurillac (10-11 janvier).

Les dessous chics s'exposent à l'hôtel Vauluisant

Au premier étage de l'hôtel de Vauluisant, demeure du seizième siècle, le musée de la bonnetterie offre une agréable surprise. D'étonnantes

bas féminins peignés, brodés, incrustés de perles, noirs ou colorés, s'offrent impudiquement aux regards. Un serpent brillant et souple glisse sous un genou et dardé sa langue sur la cou-de-pied. Un peon déploie ses ailes sur un fier mollet. Certains bas, fantaisistes, jouent eux dominos. D'autres s'ornent de losanges, d'arabesques ou de fleurs. Ces belles décorations sont peintes à la main ou bien cousues sur une lingerie fine, soie ivoire ou dentelle fine or.

Au musée de la bonnetterie, les sous-vêtements ne se cachent plus. Pourtant, au début du siècle, ils se portaient encore sous de longues jupes. Pourquoi des vêtements interdits au regard ont-ils fait l'objet d'une telle attention? La réponse est d'ordre commercial. «La plupart de ces bas sont des produits de prestige. Ils servaient de vitrine aux

industriels», explique l'anglaise conservatrice des musées de Troyes, Chantal Rouquet.

Mis en appétit, le visiteur aimerait en savoir plus sur ces dessous chics d'une bonnetterie qu'il croyait réservée, corps et âme, aux seuls bonheurs de nuit de nos grands-pères. «Mais non! Le terme de bonnetterie désigne l'ensemble des vêtements à maille : bas, maillots de bain, chandails, gilets, gants, layette...», continue Chantal Rouquet. La collection du musée de Troyes comporte plus de cinq mille pièces de toutes sortes. Mais, faute de place, elles demeurent dans une réserve.

Le visiteur ne peut donc voir que quelques splendides échantillons de cette immense garde-robe. Ce sont, à tour de rôle, les cache-corsets, les gants ou les gilets qui font leur sortie. Et encore, seuls les moins fragiles obtiennent la permission.

En effet, cette lingerie délicate perd ses couleurs lorsqu'elle voit la lumière du jour. Destinées à l'intimité, elles ne

semblent pouvoir survivre que dans la pénombre. Son exposition exige des conditions d'humidité et de luminosité d'hygiène.

Des projets municipaux attendent des jours meilleurs. Le musée de la bonnetterie pourrait, s'installer dans une ancienne usine. Les vêtements prendraient alors leurs aises. Quant aux métiers à tisser, qui s'alignent, innombrables et vastes, au rez-de-chaussée de l'hôtel de Vauluisant, ils seraient enfin mis en valeur.

Des films monteraient le fonctionnement de ces machines complexes, rectilignes et circulaires, aux bobines géantes, que presque plus personne ne sait aujourd'hui faire marcher. Les dames apprendraient que, lorsqu'elles sortent des caisses, elles font circuler 8 kilomètres de nylon sur leur peau, et que le fameux dernier indicé que les boîtes d'emballage ont l'unité de mesure du fil, dont il exprime la finesse.

R. R.

Chiffres

■ Préfecture du département de l'Aube, Troyes compte 58 256 habitants.

■ L'agglomération, qui réunit 14 communes, compte 122 763 habitants et se situe au quarante-cinquième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.

■ Résultats des élections municipales du 15 mars 1989 : L., 32 908 ; V., 19 966 ; A., 39,32 % ; E., 19 308. Union droite (Galley, RPR, M.), 9 891 (51,22 %) ; 37 élus (7 UDF-CDS, 5 UDF-rad, 7 UDF-PR, 14 RPR, 3 div. d., 1 CN). Union gauche (Cherain, PS), 9 417 (48,77 %) ; 12 élus (3 PC, 9 PS).

■ Résultat du référendum sur l'union européenne du 20 septembre 1992 :

L., 31 131 ; V., 20 062 ; A., 35,55 % ; E., 19 501. Non : 10 117 (51,87 %). Oui : 9 384 (48,12 %).